

- COOPERATION INDUSTRIELLE - CODEVELOPPEMENT -
TRANSFERT DE SAVOIR FAIRE - INTERDEPENDANCE ECONOMIQUE -
- ECHANGES INTERCULTURELS - COOPERATION SCIENTIFIQUE -



FRANCE - INDONESIE

1985 - 1989...

(et au delà)

Dossier d'études sur les relations et les coopérations entre
les deux pays.

STUVERSES
[Signature]

Janvier 1986
DECEMBRE 1985

groupement trop long



SOMMAIRE

Préface	1
PREMIERE PARTIE	
ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT	
Chapitre - 1 La mission Française en Asie du Sud-Est	2
- 2 Le Bassin Pacifique, Nouveau Centre Mondial d'Activités	5
- 3 ANSEA	8
- 4 Rôle de l'Indonésie dans l'ANSEAN	11
- 5 Relations Indonésie - C.E.E	14
- 6 L'Indonésie	16
- 7 Inter-Governmental Group on Indonesia	24
- 8 La présence Française	27
- 9 Echanges commerciaux Franco-Indonésiens	30
- 10 Importations Indonésiennes par pays d'origines	32
- 11 Exportations Indonésiennes par pays de destination	33
- 12 Les banques françaises et étrangères en Indonésie	34
- 13 Les crédits à l'exportation française pour l'Indonésie	37
- 14 Domination Japonaise dans l'économie Indonésienne	39
- 15 Autorisation d'investissements étrangers par zones géographiques	43
- 16 Autorisation d'investissements étrangers par secteurs d'activités	44
- 17 Les investissements français en Indonésie	45
- 18 Principaux contrats signés entre la France et l'Indonésie	48
- 19 Le centre de Batam	51
- 20 Importance du pétrole pour l'Indonésie	55
- 21 L'entreprise Pertamina et le pétrole Indonésien	56
- 22 La présence de "TOTAL INDONESIE"	58
- 23 Les perspectives d'Elf Aquitaine en Indonésie	61
- 24 Des milliards de dollars pour la recherche pétrolières	63
- 25 Le gaz naturel Indonésien	64
- 26 L'Indonésie cherche "l'énergie non-pétrolière"	67

a coupé



DEUXIEME PARTIE

DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE AU CODEVELOPPEMENT

Chapitre - 1	70
- 2 Transfert de technologie ou de savoir faire	73
- 3 Puspitek : le centre géant de recherches	76
- 4 Coopération scientifique France Indonésie	79
- 5 La formation et l'enseignement	81
- 6 L'ORSTOM et l'Indonésie	85

TROISIEME PARTIE

LES COOPERATIONS CULTURELLES FRANCO-INDONESIENNES

- 1	90
- 2 Intéret de la coopération culturelle	92
- 3 Les coopérations franco-indonésiennes dans l'agriculture	94
- 4 Le rôle des O.N.G et des S.H.O.	98

QUATRIEME PARTIE

LES INFRASTRUCTURES

- 1 La France et les transports de Jakarta	103
- 2 Transports aériens	105
- 3 L'aéroport international de Cengkareng	107
- 4 Airbus en Indonésie	110
- 5 L'industrie aéronautique Nurtanio	112
- 6 Les actions de la FIAS	114
- 7 Les transports maritimes	116
- 8 La construction navale	118
- 9 Automobile le retard français en Indonésie	121
- 10 Evolution des transports routiers	124
- 11 L'industrie sidérurgique	125
- 12 Le laminoir à froid de Krakatau	127
- 13 L'expansion des industries mécaniques	130
- 14 L'électricité Indonésienne	131



- 15 Perusahaan Listrik Negara	132
- 16 L'industrie électronique	134
- 17 L'industrie pharmaceutique	138
- 18 L'industrie du bois	140
- 19 Le caoutchouc indonésien	143
- 20 L'industrie textile	145
- 21 L'industrie du papier	147
- 22 Les télécommunications	148
- 23 Les satellites Palapa et Ariane	150
- 24 Télévision et radio	153
- 25 La Presse	155
- 26 Le tourisme	

CINQUIEME PARTIE

VOTRE VOYAGE EN INDONESIE

- 1 Les bureaux de représentation français
- 2 Coût de l'implantation d'un expatrié
- 3 Le voyage d'études
- 4 Formalités administratives
- 5 L'ouverture du bureau de représentation
- 6 L'environnement pour un français

- ANNEXE.....

* * *

*

PREFACE

x leurs Cette étude est destinée aux lecteurs qui s'intéressent de part ses fonctions, professions et responsabilités, aux évolutions de l'Indonésie dans les domaines : économique, commercial, industriel, culturel et scientifique.

Dans certaines limites, ce dossier traite également des possibilités et des perspectives des relations avec la France dans le cadre du quatrième plan quinquenal (REPELITA IV) de l'Indonésie, entre 1985 et 1989... et au delà.

Notre objet : souligner la place de l'Indonésie et son rôle dans l'Asie du Sud-Est.

Rappeler l'importance entre les deux pays ; le renforcement de la présence française dans l'Asie du Sud-Est dans l'immédiat, et à long terme dans le bassin du Pacifique.

e Dans cette optique, ce dossier sera la première ébauche d'un effort tendant à démontrer que les relations gouvernementales ou non gouvernementales entre la France et l'Indonésie sont réciproquement bénéfiques, malgré l'existence de problèmes multiples et variés.

* * *

*

ANNEXE 1

SOURCES UTILISEES

Nous avons utilisé pour mettre en place ce dossier un grand nombre de publications, indonésiennes et françaises tout d'abord, étrangères ensuite.

SOURCES INDONESIENNES :

- livres de REPELITA IV (4 ème plan quinquenal) en 4 volumes, Jakarta.
- INDONESIA, Guide for Investors 1984 - 1985, Jakarta.
- Perspectives indonésiennes, Paris.
- Indonésie aujourd'hui, Paris.

- Tempo, Jakarta (hebdomadaire)
- Kompas, Jakarta (quotidien)
- Sinar Harapan, Jakarta (quotidien)
- Merdeka, Jakarta (quotidien)
- Pelita, Jakarta (quotidien)
- Suara Karya, Jakarta (quotidien)

SOURCES FRANCAISES :

- Les Echos.
- Le Nouvel Economiste.
- Sud-Est Asie.
- Le Moci.
- Le Monde.

- Document du C.F.C.E.
- Notes de la PEE de Jakarta.

- Le marché indonésien.
- Dossiers de l'ACTIM.
- Dossiers de l'ACIFE.
- Dossier du TOTAL (CFP).
- Dossier de Rhône Poulenc.

* * *

*

PREMIERE PARTIE
ECONOMIE ET COOPERATION.
DEVELOPPEMENT.

- 1 -

LA MISSION FRANCAISE EN ASIE DU SUD EST.

L'importance croissante prise par les pays d'Asie du Sud-Est dans le commerce international a conduit à mettre en place, début 1984, dans le cadre du ministère du Commerce extérieur, une mission destinée à développer les relations économiques entre la France et les pays du Sud-Est asiatique.

Cette mission, assurée initialement jusqu'en 1984 par Monsieur Jean-Pierre Chevènement, et confiée depuis le 1er Août 1984 à Monsieur Louis Le Pensec (Député du Finistère et ancien Ministre de la Mer), a pour but de contribuer à :

- 1°) **renforcer la présence commerciale française,**
- 2°) **promouvoir les industries et les technologies françaises,**
- 3°) **soutenir les efforts des exportateurs français dans cette partie du monde.**

1°) Un marché potentiel considérable.

Les pays concernés par cette mission (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande, regroupés dans l'association des nations du Sud-Est Asiatique - ANSEA), constituent en effet, en raison de leur **importance croissante dans l'économie et le commerce international**, un marché potentiel considérable pour les *entreprises françaises*.

2°) Sensibiliser les sociétés françaises.

Selon les termes de sa lettre de mission, (signée par le Ministre du Redéploiement industriel et du Commerce Extérieur, et le Ministre de l'Economie et des Finances), Monsieur Le Pensec devra, en liaison avec les administrations et organismes associés :

a) apporter aux Ministres concernés **un concours actif** pour sensibiliser et mobiliser les sociétés françaises sur les potentialités des marchés de l'Asie du Sud-Est.

b) informer sur les principaux problèmes rencontrés, les industriels français dans la mise en oeuvre de **leurs stratégies et la réalisation** de leurs projets dans cette zone d'activité.

(source : texte du Communiqué de la Mission, 13 08 84)

3°) Des investissements insuffisants.

Les résultats déjà obtenus par les entreprises françaises dans ces pays s'avèrent particulièrement encourageants : les ventes y ont triplé en 5 ans avec un montant de 16 milliards de francs et 14,6 milliards d'achats en 1983 (MCCI, 8 10 84) ; mais les investissements globaux français (industriels et commerciaux) ne totalisent que 1,4 milliard de francs, soit environ 2% de l'investissement français à l'étranger (beaucoup moins qu'en Afrique ou en Amérique Latine).

La faiblesse actuelle des parts françaises de marchés, dans cette région, impose des **efforts accrus de promotion des industriels français.**

4°) Principaux secteurs à développer.

Les études et actions engagées par la Mission de 1984 ont fait apparaître la nécessité d'accroître la présence commerciale française sur les marchés en expansion du Sud-Est Asiatique dans cinq principaux secteurs :

- **l'agro-alimentaire,**
- **l'énergie,**
- **les transports,**
- **les télécommunications**
- **le génie civil.**

Secteurs d'activités où les industries françaises disposent d'importants atouts, notamment technologiques.

(sources : circulaire de la Mission, 1984).

5°) Un triple objectif à moyen et long terme.

L'action de la mission se fixe pour ambition la réalisation d'un triple objectif avec les pays d'Asie du Sud-Est :

- en 2 ans (1984-1986), augmenter les **échanges commerciaux** de façon significative.
- à moyen terme, multiplier les accords de **coopération industrielle et technologique.**
- à plus long terme, **renforcer la présence et l'image industrielle** de la France.

Le rôle de la mission française en Asie du Sud-Est (mission ANSEA), consiste entre autres, à mettre en oeuvre un programme d'actions coordonnées en direction des marchés, en développant plusieurs types d'interventions spécifiques destinés à :

ées
intention

a) organiser à l'attention des PME des missions d'informations et de prospection en liaison avec les organismes publics (CFCE, CFME) et privés (Fédérations professionnelles et Chambres de commerce).

b) promouvoir les technologies françaises et favoriser les opérations de co-développement avec l'appui des grands groupes industriels et organismes publics de coopération (ACTIM, établissements scientifiques).

5 c) renforcer l'implantation et la présence commerciale française dans cette partie du monde avec le concours des principaux établissements bancaires établis localement.

(source : circulaire de la Mission, 1984).

6°) Un potentiel de croissance économique.

3 ? Les interventions et les actions de la Mission ANSEA pourraient avoir un rôle de catalyseur dans l'intensification des relations commerciales et industrielles entre la France et les pays de l'ANSEA, en favorisant une meilleure connaissance et compréhension réciproque entre les dirigeants et les hommes d'affaires de la France et ceux de ces pays. Conséquences importantes dans l'immédiat, et surtout dans le long terme, car l'ANSEA abrite plus de 250 millions d'habitants (275 en 1986), et représentera un potentiel non négligeable de croissance économique dans le monde d'ici l'an 2000.

* * *

*

LE BASSIN PACIFIQUE

NOUVEAU CENTRE MONDIAL D'ACTIVITES

Le bassin Pacifique englobe, directement ou indirectement 30 pays avec une population de 2,4 milliards de personnes (environ 53 % de la population mondiale), pour un P.N.B. de 8 000 milliards de dollars américain.

L'image et l'impact de cette région dans l'économie mondiale devient sans cesse plus importante.

L'océan indien, bordé par le Pôle Nord, le Pôle Sud, les continents de l'Asie, de l'Amérique et de l'Australie, dépasse la surface des terres de notre globe.

Depuis la fin de la guerre d'Indo-Chine en 1975, le centre des activités économiques mondiales se déplace au fur et à mesure vers la côte Ouest, aidé par la participation active des Etats Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, du Japon, de la Corée du Sud, de la République populaire de chine, de Taiwan, de Hong-Kong et de Singapour.

1°) LE COMMERCE TRANS-PACIFIQUE :

Pendant la période 1965 - 1980, le commerce entre l'Europe et les Etats Unis descend de 29 à 23 % tandis que le commerce entre ce géant économique et les pays du Pacifique augmentait de 17 à 26 %.

Enfin en 1983, le commerce trans-pacifique des Etats-Unis a dépassé le volume du commerce trans-atlantique.

Si la C.E.E. reste encore le plus important groupe commercial et industriel dans le monde, il ne faut pourtant pas prendre à la légère la déclaration du premier ministre Japonais NAKASONE :

" le 21 ème siècle sera le siècle d'or pour le Japon et le Pacifique".

Bien que le Bassin du Pacifique ne présente pas dans l'immédiat une menace pour l'Europe, il existe de sérieuses raisons pour que les pays européens, y compris la France, ne perdent pas de leur importance des prochains développements économiques, avec le Pacifique.

2°) LES ETATS-UNIS ET LE PACIFIQUE

nt Depuis très longtemps les Etats-Unis regarde d'avantage vers le Pacifique que vers l'Atlantique. Cette tendance s'accélère après 1945 avec la défaite du Japon, la guerre de Corée, Chinas Containment Policy, la guerre d'Indo-Chine etc...

clés ; Le gouvernement de Monsieur Ronald Reagan affiche plus que jamais, un intérêt grandissant pour cette orientation, et a nommé des spécialistes sur l'Asie dans les postes-clé de son Administration. Envoyant même des personnalités de haut niveau pour resserrer les relations avec les pays de l'Asie et de l'Asie du Sud-Est.

v " I happen to be a believer in the Pacific Bassin as the place of the future... You cannot help but feel that the great Pacific Bassin with all its nations and all its potential for growth and defelopment - that is the future " R. Reagan in FEER - 17/05/84.

3°) AXE : WASHINGTON - TOKIO - PEKIN

Le témoignage de l'émergence et du renforcement des axes Washington-Tokyo, Washington-Pékin, Pékin-Tokyo, se matérialise dans le Bassin Pacifique, et d'une manière moins importante dans les échanges Washington-Jakarta.

e L'axe Washington-Tokyo restant le point le plus brillant et le plus fondamental (en 1983, le japon était le deuxième acheteur de produits américains).

L'axe Washington-Pékin se dessine de plus en plus clairement avec la visite du Pésident Reagan (1984), la visite du Vice-Président Bush, et les accords de coopération technique et commerciale (nucléaire et haute technologie).

repose
se base }
conséquent } L'axe (plus faible) Washington-Jakarta est basé sur le rôle très important de l'indonésie dans l'ANSEA (ASEAN) (1).

(1) Rappel : ASEAN : Association des nations du Sud-Est Asiatique.

4°) LE JAPON ET LE PACIFIQUE

Le bassin Pacifique est une zone ~~très~~ hétérogène tant sur le plan des régimes politiques, culturels et traditionnels, que sur le plan développement économique. Face à cette réalité, le Japon, soucieux de conquérir cette zone économique, a lancé diverses offensives .

Tout d'abord dans les années 70, le "Pacific Basin Economic Council " fut constitué à l'initiative d'entrepreneurs japonais.

Puis en 1980, le Premier Ministre OHIRO a soulevé l'idée de former le "Pacific Cooperation Study Group".

les

Aujourd'hui, le Japon est un des membres le plus actif dans les organismes dernièrement créés, notamment le "Pacific Trade and Development Conference", comprenant une structure bipartite : entrepreneurs- universitaires, et une structure tripartite : gouvernement - entrepreneurs-~~universitaires~~. Cela démontre que le Japon, deuxième puissance économique mondiale, a , depuis longtemps, travaillé avec patience et persévérance sur les problèmes du bassin Pacifique.

L'importance du Bassin Pacifique dans l'économie mondiale se manifeste dans le fait que les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la République Populaire de Chine, la Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour et les pays de l'ASEAN, fournissent plus de 50 % de la production mondiale.

Il est vrai que le Japon et les Etats-Unis ~~représentent~~ *totalisent* actuellement, la plus ~~grosse~~ *grande* part de ce chiffre.

* * *

*

**ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE
(ANSEA)**

Dans le cadre de la géopolitique, le rôle de l'ANSEA (1) devient un facteur à prendre en considération pour beaucoup de pays développés, et ce rôle deviendra de plus en plus ~~important~~ **conséquent** dans un avenir très proche.

La bataille pour la "conquête" de l'Asie du Sud-Est (surtout des pays de l'ANSEA), a commencé violemment voici bientôt 20 ans. Dans cette bataille, les deux géants, le Japon et les Etats-Unis, ont remporté de grands succès en laissant les pays Européens très loin derrière.

1 °) ANSEAN. VERSION ASIATIQUE DE LA C.E.E.

Les pays de l'ANSEA représentent une population de 270 millions d'habitants, 330 millions vers l'an 2000. Il est fort probable que d'ici 20 ans ces pays qui actuellement tentent de renforcer la coopération économique entre eux, deviennent une communauté économique assez puissante : une version asiatique de la C.E.E ; avec un coût de travail très bon marché, et une force productive toujours améliorée.

L'ANSEA représenterait alors un adversaire compétitif pour d'autres puissances économiques, et un marché très prometteur pour les pays industrialisés (l'Europe, le Japon et les Etats-Unis).

a) Dynamisme économique et industriel.

Le dynamisme économique et industriel des pays de l'ANSEA (excepté Singapour), n'a pas encore atteint la vitalité de Taiwan, Hong-Kong, et de la Corée du Sud. Cependant, l'Indonésie (et plus tard la Malaisie) pourrait accomplir rapidement un grand progrès dans les industries manufacturières. Ce progrès deviendra un facteur à prendre sérieusement en considération par nombre de pays dans leurs relations économiques avec cette association.

L'Indonésie avec une population de 160 millions d'habitants, joue un rôle très important dans l'ANSEA, aussi devons nous rendre compte dans les chapitres suivants de la place qu'occupe ce pays dans cette région; car l'étendue de son territoire, sa situation géographique, et ses richesses naturelles, exercent sur les pays voisins une influence considérable, surtout dans le domaine politique.

(1) ASEAN en Anglais.

b) Les Etats-Unis et l'Asean.

Les Etats-Unis portent un grand intérêt à l'ASEAN, comme l'a expliqué le Président R. Reagan :

" The U.S. has very important economic and security interets in south east Asia, particularly in the ASEAN countries. ASEAN, as a group, is our fifth largest trading partner and the site of some US \$ billion in US investments. We have bilateral security commitments to two ASEAN members, Thailand and Philippines".

Interview de la revue Far Eastern Economic Review
17 mai 1984.

Le ministre d'Etat George Shultz l'a réitéré en juillet 1984 :

"Our relations with ASEAN countries are the cornestone of South East Asia"

F.E.E.R. - le 23 juillet 1984.

c) Mise en place d'une politique de développement.

Depuis sa formation en 1967, les pays membres de l'ANSEA, malgré les difficultés conjoncturelles dans leurs relations, ont sù se mettre d'accord sur une ligne politique commune. Dans le domaine économique, les accords ont été plus difficilement établis au sein de la communauté; et la coopération inter-ANSEA n'a pas encore produit de résultats satisfaisants.

Ce problème pourra être résolu dans l'avenir, car la conférence en Mai 1984 des pays de l'ANSEA, sur les problèmes de la coopération économique, a beaucoup contribué à l'amélioration d'une politique économique commune.

* * *

*

2°) Taux de croissance en volume des PNB

dans les pays de l'ASEAN.

PAYS	1982	1983	1984
Singapour	+ 6,8%	+ 6,1%	+ 7,0%
Thaïlande	+ 4,1%	+ 5,5%	+ 6,0%
Malaisie	+ 2,8%	+ 5,6%	+ 6,0%
Indonésie	+ 4,2%	+ 3,5%	+ 5,0%
Philippines	+ 2,5%	+ 1,5%	- 1,0%
<i>i</i> <u>Brunel</u>	+ 2,7%		

* * *

*

ROLE DE L'INDONESIE DANS L'ASEAN.

L'Indonésie est le géant de l'Asie du Sud-Est avec 81 290 km de côtes. Sa superficie totale est de 3,1 millions de km². 13 667 îles constituent cet archipel nommé **Nusantara**.

Les 5 îles principales suivantes composent 90% du territoire :

- Kalimantan (Bornéo)
- Sumatra
- Irian-Jaya
- Java et Madura
- Sulawesi.

1°) Marché potentiel futur.

En comparaison des autres pays de l'ASEAN, l'Indonésie représente, dans un avenir ~~très~~ proche, un marché potentiel et un partenaire économique ou commercial important pour de nombreux pays.

Sérieux

Les chiffres suivants pourront rappeler l'importance de ce pays au sein des 6 pays membres de l'ASEAN :

PAYS	superficie	population 85-86
Indonésie	1 904 345 km ²	160 000 000
Philippines	300 000 km ²	53 000 000
Thaïlande	514 000 km ²	51 000 000
Malaisie	329 000 km ²	16 000 000
Singapour	620 km ²	3 000 000
Brunei	5 765 km ²	250 000

Pour comparaison.

France	543 904 km ²	56 000 000
--------	-------------------------	------------

2°) Le commerce entre l'Indonésie et l'ASEAN.

crée

L'Asean, crée en 1967 à Bangkok à l'initiative de l'Indonésie, est "l'enfant cher" de ce pays, qui de ce fait, exerce une influence relativement importante sur lui ; avec ses 160 millions d'habitants, sa situation géographique, ses richesses naturelles, l'Indonésie constitue un pilier important pour l'édifice de l'ASEAN.

Jusqu'en 1984, l'Indonésie ne tire pas encore grand bénéfice de sa coopération économique inter-ASEAN. Son commerce avec les autres pays de l'ASEAN (15% de son commerce mondial), et les investissements de l'ASEAN en Indonésie (4% de la totalité des investissements étrangers) ne montrent pas encore une croissance significative.

3°) Importations et exportations avec l'ASEAN.

La balance commerciale avec l'Indonésie a connu un déficit de l'ordre de 636,1 millions de dollars US en 1983.

Jusqu'en 1982 le solde positif était toujours en faveur de l'Indonésie, avec :

- en 1979 un surplus de 1 397 millions de dollars US,
- en 1981, 1 712 millions de dollars US.

En 1982, cette balance enregistre une chute de 1 199,5 millions de dollars, mais reste toujours positive; mais en 1983 un déficit de 636,1 millions de dollars confirme les problèmes de commercialisation.

Exportations indonésiennes vers les pays de l'ASEAN (surtout vers Singapour) :

- caoutchouc, étain, bois, produits électroniques, charbon, engrais, légumes et produits chimiques.

Importations provenant des pays de l'ASEAN:

- produits chimiques, produits du verre, biens d'équipement.
(source Merdeka, 29 10 84).

4°) Croissance économique des pays de l'ASEAN.

La position importante de l'Indonésie au sein des pays de l'ASEAN s'inscrit dans le plan d'une politique régionale concertée, mais sur le plan économique nationale, sa situation reste à développer.

En 1984, la croissance économique de l'Indonésie frôlait les 5%, celle de Singapour 8%, Malaisie 6%, Thaïlande 5%, Philippines moins de 2%

5°) Niveau de vie.

J En 1983, les revenus moyens annuels par habitant de l'Indonésie ne dépassent pas 560 dollars US, tandis que ceux d'un habitant de Singapour se situent confortablement à 6 000 dollars US.

(source : Kompas, 27 12 1984).

* * *

*

RELATIONS INDONESIE - C.E.E.

Depuis plusieurs années (surtout après 1980), le gouvernement indonésien a fait de grands efforts pour améliorer la coopération entre la C E E et l'Indonésie.

Le gouvernement indonésien aimerait que davantage de pays de la C E E investissent dans ce pays : sous différentes formes de participations (associations, sociétés, etc...) et sur des projets compatibles avec les objectifs du gouvernement indonésien en matière de développement.

1°) Importations indonésiennes.

Les importations indonésiennes en provenance des pays de la C.E.E. ont représenté environ 16 à 17% de l'ensemble du total de ses importations qui se montaient respectivement en 1981 et 1982 à 13,3 et 16,8 milliards de dollars.

2°) Exportations indonésiennes.

Les exportations vers les pays de la C E E n'ont représenté que 4% de l'ensemble de ses exportations qui, pour la même période, représentaient 25,2 et 22,3 milliards de dollars.

(source B.K.P.M.)

3°) TABLEAUX RECAPITULATIFS, (en milliards de dollars).

: INDONESIE :	: IMPORTATIONS :			%	: EXPORTATIONS :			%
	1980 :	1981 :	1980 :		1981 :	1980 :	1981 :	
: C E E	: 1,44	: 2,13	:	: 16%	: 1,39	: 1,02	:	: 4% :
: Autres Pays :	:	: 11,17	:	: 84%	:	: 24,28	:	: 96% :
: TOTAL	:	: 13,30	:	: 100%	:	: 25,30	:	: 100% :

: INDONESIE :	: IMPORTATIONS :			%	: EXPORTATIONS :			%
	1982 :	1983 :	1982 :		1983 :	1982 :	1983 :	
: C E E	: 2,85	: 2,23	:	: 16%	: 0,85	: 0,95	:	: 3,8% :
: Autres Pays :	: 13,95	:	:	: 84%	: 21,45	:	:	: 96,2% :
: TOTAL	: 16,80	:	:	: 100%	: 22,3	:	:	:

4°) Balance commerciale de l'Indonésie.

celles
ils

Les chiffres indiqués dans le tableau montrent que la balance commerciale penche nettement en faveur de la C E E. Pour cela, le gouvernement indonésien a fait de gros efforts pour la rééquilibrer, en mettant l'accent sur les exportations, notamment ~~sur les exportations~~ de produits non pétroliers et non gazeux ; car ~~ceux-ci~~ représentent en valeur 2/3 à 3/4 des exportations indonésiennes.

La balance commerciale entre l'Indonésie et les pays de la C E E a connu ~~un déficit chaque année~~ grandissant entre 1980 et 1983.

- 1980	0, 551 milliards de dollars.
- 1981	1, 141 milliards de dollars.
- 1983	2, 281 milliards de dollars.

e

La croissance de ce déficit était dû à des importations grandissantes provenant des pays de la CEE.

Afin de diminuer autant que possible la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole et d'assurer le développement d'activités agricoles et industrielles créatrices d'emploi ; l'Indonésie ouvrira, à partir de 1985, plusieurs bureaux de promotion (ITPC, Indonesian Trade Promotion Center), en Europe, dont plusieurs en France. La mission principale de ses bureaux sera de trouver et ensuite de développer les marchés pour les exportations non-pétrolières.

5°) Les limitations d'importation de la C E E.

x

Depuis 1980, l'Indonésie, à maintes reprises, a engagé des négociations avec certains pays membres de la C E E, qui ont volontairement limité leurs importations pour protéger les structures industrielles et agricoles.

Les sujets abordés dans ces négociations concernaient entre autres, les problèmes suivants : l'importation des articles textiles provenant d'Indonésie, le tabac, le manioc, les tissus synthétiques, les huiles végétales (huile de palme), le café.

* * *

*

I N D O N E S I E

Capitale : Djakarta.

Superficie : 2 027 087 km² (3,7 fois la France).

Population: 160 millions d'habitants en 1985

- taux de natalité : 3,5%
- taux de mortalité infantile : 1,2%
- espérance de vie : 58 ans

Monnaie : roupie (1 roupie = 0,0084 FF au 21.05.84).

Langues : bahasa indonésia (langue officielle); 200 langues et dialectes régionaux.

Chef de l'Etat : Général Suharto.

Nature de l'Etat : république.

e Nature du régime : démocratie parlementaire combiné à un régime militaire.

* * *

*



L'Indonésie est le **plus grand archipel du monde**, avec plus de 13 000 îles qui s'étendent sur 5 000 km d'Ouest en Est (la distance de Londres à l'Oural) et sur 2 000 km du Nord au Sud.

Sa superficie représente trois fois et demie celle de la France et 55 fois la Hollande (environ 2 millions de Km²). De plus, l'Indonésie occupe une position stratégique entre le Pacifique et l'Océan Indien, entre l'Australie et l'Asie Continentale. C'est le pays le plus grand au sein de l'ANSEA.

4

Avec ses 160 millions d'habitants en 1985, l'Indonésie se situe de par sa population, au 5^{ème} rang dans le monde (après la Chine, l'Inde, L'URSS et les Etats-Unis). L'accroissement est estimé en moyenne à 2,2% par an soit 3,5 millions d'individus. Environ 58% de la population a moins de 20 ans.

1°) Religion.

L'Indonésie est le **plus grand pays musulman du Monde**. En effet, d'après les estimations officielles, on en compte plus de 120 millions, une grande partie d'entre eux ne pratique plus, mais reste décomptée statistiquement comme musulman. L'Indonésie ne se présente pas comme un pays islamique rigoureux, contrairement au Pakistan, au Bangladesh, et aux pays Arabes.

5

D'autres religions sont représentées, mais restent minoritaire comme les catholiques 2,2% et les protestants 5,5%.

2°) Répartition géographique de la population.

La population indonésienne est mal répartie, la densité moyenne à Java atteint 650 habitants au km², 2000 à Java Central. Des villes surpeuplées foisonnent ; Jakarta, la capitale, compte jusqu'à 5000 habitants au km² et 7 millions d'habitants.

9x

Le problème démographique à Java inquiète les économistes, et, si des projets de transmigration vers les autres îles ne peuvent pas se réaliser, des drames noirciront prochainement les quartiers des villes surpeuplées. L'ORSTOM connaît très bien l'ampleur de la gravité du problème à JAVA et a conclu un accord avec le gouvernement indonésien pour essayer de résoudre ce grave problème.

La population de l'Indonésie est très inégalement répartie entre les différentes îles. Java, Madura et Bali rassemblent sur une superficie inférieure au 13^{ème} de la superficie, les 2/3 de la population. Le dernier recensement effectué en 1980 avait enregistré: →
147 383 075 habitants.

Pays	Superficie km ²	%	Habitants	%
Java et Madura.	132 188	6,9	91 270	61,9
Sumatra	473 605	24,7	28 016	19,0
Sulawesi	189 216	9,8	10 410	7,0
Kalimantan	539 458	28,1	6 723	4,6
Bali	5 561	0,1	2 470	1,7
Irian-Jaya	421 982	22,0	1 174	0,8
Autres	157 433	8,2	7 427	5,0

Source : Bureau Central des Statistiques.

* * *

*



**La Population de Java, des autres îles, et de
l'Indonésie en 1983 et 1988.**

?

3°) Revenu moyen par habitant.

L'Indonésie a dépassé récemment, surtout grâce au pétrole et à moindre degré aux autres secteurs de production, le seuil de pauvreté (500 dollars par habitants) avec un revenu moyen de 580 dollars.

L'écart entre ce chiffre et celui des pays voisins reste encore important :

- le nouvel Etat pétrolier de Brunei : 20 000 \$ / habitant.
- Singapour : 5 910 \$ / habitant.
- Malaisie : 1 860 \$ / habitant.
- Thaïlande : 790 \$ / habitant.
- Philippines : 820 \$ / habitant.

Malgré cela, l'Indonésie représente toujours une région très prometteuse dans les relations économiques avec la France, car il existe encore beaucoup de domaines où il est nécessaire de construire, de restructurer, d'améliorer. Le Japon, les Etats-Unis, le Canada, la Hollande, l'Allemagne Fédérale s'intéressent depuis longtemps à ce développement économique et s'investissent sur place.

4°) L'environnement économique.

L'Indonésie a mis en place une économie mixte dans laquelle le gouvernement stimule et favorise la promotion et le développement du secteur privé. Instauration d'une législation encourageant les investissements étrangers aussi bien nationaux que privés, par des exonérations fiscales.

L'économie indonésienne repose essentiellement sur :

A) l'agriculture, composée de :

- petites exploitations familiales,
- plantations de cultures destinées à l'exportation.

Environ 60% des travailleurs du pays trouvent leur occupation dans les petites exploitations agricoles, se consacrant principalement aux cultures vivrières pour la consommation locale, mais également aux cultures commerciales produisant du caoutchouc, du café, du poivre et du tabac.

Les plantations, développées pendant l'époque coloniale trouvent encore leur place à l'exportation, notamment, en plus de celles citées plus haut : thé, huile de palme, et sucre.

B) L'industrie, grâce au développement du pétrole et des mines, s'étoffe et devient une partie importante dans l'économie du pays, son rôle s'accroît de façon substantielle.

↑
ée La pêche, bien que relativement peu développée, apporte une importante source de recettes en devises, et les immenses possibilités de l'archipel indonésien promettent des résultats encourageants.

L'étain, traditionnellement exporté entre autre vers la France, garde encore beaucoup d'intérêt, et l'importance du pétrole pour l'économie du pays s'accroît constamment au point que cette matière première produit **la source majeure de devises pour le pays.**

L'ampleur des exportations de bois et de cuivre grandit également.

Dans le secteur de la transformation, la production de **textiles**, de produits pharmaceutiques (Rhône Poulenc), d'engrais et de ciment, destinée au marché intérieur a connu une expansion rapide.

5°) Les plans quinquennaux

Depuis plusieurs années, le gouvernement indonésien adopte une politique économique ayant comme objectifs majeurs : la réduction du taux d'inflation, la réorganisation et la remise en ordre de l'infrastructure économique ; mais aussi une promotion de la production à l'exportation, et l'approvisionnement suffisant de **produits alimentaires et vestimentaires pour la population.**

Depuis 1969 une série de Plans quinquennaux de Développement dits **REPELITA**, coordonne la politique de planification de l'Indonésie afin d'accélérer la croissance économique du pays.

3 plans de 5 ans :

- 1er avril 1969 au 1er Avril 1974.
- 1974 1979.
- 1979 1984.

Le quatrième plan quinquennal (1984 - 1989) renforce l'objectif de développement du secteur agricole et des industries de transformation des produits alimentaires, des plantations, du bois et de la pêche, notamment pour l'exportation.

↑ Ce plan a aussi la volonté d'accroître l'offre d'emplois, par les investissements productifs liés à une forte densité de main d'oeuvre .

X Ce taux de croissance annuelle de 5% durant la période 84-89, paraît réaliste, compte tenu d'une part de la relance économique dans le monde, et d'autre part de la progression des 3 premiers plans. :

- 8,5%

- 7,2%

- 5,7% (source : A guide for investors 1984/1985)

6°) La dette extérieure.

X La dette extérieure du gouvernement indonésien finance les grands projets de développement, elle est constituée principalement de crédits à long terme accordés par : les membres de l'IGI(1), les organisations internationales et les crédits à l'exportations. Elle se divise en 75% de crédits au taux favorable et 25% au taux commercial.

Pour l'année 83/84, la dette gouvernementale ayant pour origine des créditeurs commerciaux représente 23% de la totalité de l'emprunt. (22% pour l'année 82/83).

Les remboursements extérieurs s'effectuent de trois manières. Le Trésor public prend en charge les dettes gouvernementales, celles des entreprises d'Etat doivent être remboursées en partie par les entreprises elles-mêmes et en partie par le Trésor. La troisième forme concerne les dettes privées qui doivent être réglées par les entreprises privées sur les marchés financiers internationaux.

Selon la publication du FMI "World Debt Tables 1983-1984", l'Indonésie devrait, en 1984, rembourser une somme de 3,1 milliards de dollars US. Cette somme est répartie de la façon suivante: 1,2 milliard de dollars pour le remboursement des dettes gouvernementales, et 1,9 milliard de dollars pour les remboursements de celles contractées auprès des organismes financiers.

7°) Le pétrole au service de la dette.

Dans les années passées, l'augmentation des tarifs pétroliers et des matières premières avait permis à l'Indonésie d'améliorer sensiblement sa balance commerciale. En 1981, et pour la première fois depuis 1978, la balance des paiements a enregistré un déficit de 2,5 milliards de dollars, en raison d'une stagnation des exportations de pétrole et de gaz naturel, d'une chute nette des exportations non-énergétiques et d'une augmentation des importations.

(1) Inter-Governmental Group on Indonesia.

Ce solde négatif accentué par la chute des prix mondiaux des matières premières dont l'Indonésie est exportatrice, a été davantage marqué en 1982, avec des importations représentant 26,39 milliards de dollars contre 19,82 milliards pour les exportations.

en tête (En 1984, l'Indonésie est le pays le plus endetté de l'OPEP, avec une dette extérieure de plus de 31 milliards de dollars (35% du PNB ; environ 1/6 des recettes en devises est consacré au service de la dette).

8°) La politique d'austérité.

Pour ralentir le rythme de son endettement international, le gouvernement indonésien n'a pas hésité à effectuer des coupes sombres dans les plans d'investissements de 48 projets, représentant environ 25 milliards de dollars U.S. Cette politique d'austérité est largement approuvée par les milieux financiers.

Le dernier plan quinquennal, Repelita IV, a ramené la confiance en prévoyant un taux de croissance annuel de 5% (Indonésie Aujourd'hui, décembre 1984).

Le problème à résoudre pour les trois prochaines années, sera celui de la couverture du déficit courant estimé à 5 milliards de dollars US en moyenne, qui ne pourra être comblé que par des ressources externes.

S La mauvaise conjoncture économique internationale ne favorisera pas l'objectif du gouvernement indonésien ; et atteindre des revenus en devises de l'ordre de 11,8 milliards de dollars, exportation pétrolières, et 7 milliards, exportations non pétrolières, dans les années 1985/ 1986, sera une tâche lourde à accomplir.

(cette déclaration était faite par l'économiste indonésien Prof. Dr. Sumitro. Kompas, 29 décembre 1984).

* * *

*

act Indusation

**INTER-GOVERNMENTAL GROUP ON INDONESIA
(I.G.G.I)**

En 1985, l'aide pour ce pays était 2.4000 millions de dollars US.

En juin 1984, les pays regroupés dans l'I.G.G.I, ont accordé une aide à l'Indonésie d'un montant de 2 462,5 millions de dollars US pour l'année 1984/1985, aide supérieure à celle de l'année précédente (2 240 millions de dollars). La totalité des prêts accordés par l'I.G.G.I. depuis sa fondation en 1967 se montait à la fin de 1983 à 61 milliards de dollars US (Kompas, 7/6/84). En comptant la décision de juin 1984, le cumul des interventions de l'I.G.G.I pour l'Indonésie s'élève à 33,4 milliards de dollars US.

27/12/85

1985

27,1 milliards

1° Composition de l'I.G.G.I.

Le groupe intergouvernemental sur l'Indonésie comprend :

A) Pays : Allemagne Fédérale, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Nouvelle Zélande, Royaume Uni, Suisse, et Indonésie.

B) Organisations internationales :
Banque Asiatique de Développement,
Banque Mondiale, Fonds Monétaire International,
Programme des Nations Unies pour le Développement.

C) Observateurs :
Norvège, Danemark, C.E.E, O.C.D.E.

Chaque année l'I.G.G.I se réunit (la plupart du temps en Hollande) pour étudier les problèmes économiques et financiers de l'Indonésie, et pour décider du montant de l'aide à accorder. Cette assistance s'est concrétisée par des dons et prêts à long terme d'un montant assez considérable, des taux d'interêts très faibles, et des conditions de remboursement des dettes antérieures très avantageuses.

Le montant des aides reçues par l'Indonésie de l'I.G.G.I se répartie suivant les années de la manière suivante :

1969 - 1970	566,6 millions de dollars US
1970 - 1971	605,9 " "
1971 - 1972	645,3 " "
1972 - 1973	828,2 " "

1973 - 1974	858,8 millions de dollars US		
1974 - 1975	1 136,2	" "	" "
1975 - 1976	1 138,0	" "	" "
1976 - 1977	1 197,5	" "	" "
1977 - 1978	1 416,4	" "	" "
1978 - 1979	1 615,4	" "	" "
1979 - 1980	1 993,1	" "	" "
1980 - 1981	1 974,3	" "	" "
1981 - 1982	1 826,9	" "	" "
1982 - 1983	1 926,0	" "	" "
1983 - 1984	2 240,0	" "	" "
1984 - 1985	2 462,5	" "	" "

(source : Tempo 25 06 83 et
Kompas 7 06 84.)

2°) La France et l'I.G.G.I.

La France a participé, dès le début de la constitution de l'I.G.G.I., à cette concertation internationale pour aider l'Indonésie, effort incontestable, même si celui-ci ne représentait que 2 à 5% de la totalité de l'aide annuelle.

Pour l'année 1984 - 1985, par exemple, la France a accordé 51 millions de dollars US, 2% des 2 462,5 millions de dollars US. Pour la même année (1984 - 1985), les aides provenant des autres pays et organisations internationales s'élevaient à :

Japon	371 millions de dollars US		
Etats-Unis	115	" "	" "
Hollande	53	" "	" "
RFA	37	" "	" "
Canada	31	" "	" "
Italie	30	" "	" "
Royaume Uni	5,9	" "	" "
Suisse	4,1	" "	" "
Banque Mondiale	1 200	" "	" "
Banque Asiatique de Développement	500	" "	" "
C.E.E	14	" "	" "
Programme des Nations-Unis pour le Développement	38	" "	" "
UNICEF	12,4	" "	" "

(Kompas, 7 06 84.)

3°) La COFACE et le financement des exportations.

est α L'aide gouvernementale française se concrétise depuis 1968 par la signature de protocoles. La **Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur** garantit la moitié des crédits consentis suivant la formule classique. L'autre moitié étant prise en charge sous forme de prêts au Trésor. Ces aides portent sur le financement d'exportations françaises de biens de consommation et de biens d'équipement léger, mais aussi sur le financement d'exportations de biens d'équipement lourd, d'ensembles industriels tels :

- électricité, travaux publics, santé, communications aériennes et maritimes, traitement de l'eau.

L'aide étrangère représente, depuis plus de 15 ans, une source primordiale pour le développement économique de l'Indonésie, elle sera encore et nécessairement importante dans les années à venir.

* * *

*



LA PRESENCE FRANCAISE

La présence française en Indonésie, très faible au début des années 70 devient graduellement plus importante à partir du milieu de cette décennie. Le projet de la construction de l'aéroport de Jakarta (CENKARENG) réalisé par la France (2 500 millions de francs) et **les activités de nombreuses entreprises françaises** contribuent considérablement à la croissance de ce développement.

Parmi 150 entreprises Françaises, nous avons retenus :

Spie - Batignolles	Coyne et Bellier	Soletanche
Rhône Poulenc	C.G.G.	Saupiquet
Club Méditerranée	Thomson CSF	Sofrelec
Sofitel	Elf Aquitaine	Dumez
Schlumberger	C.G.E Alsthom	GIE Airbus
Colas	Degremont	Merlin Gerin
SAE	CIT Alcatel	Sofretu
Aéroport de Paris	SERETE	Cables de Lyon
<u>Polysius</u>	TOTAL/CFP	LURGI France.

POLYSIUS

(voir la liste plus complète en Annexe)

1°) Renforcement de la présence française.

La présence française en Indonésie, bien que croissant lentement et graduellement, se manifeste par une timidité face à l'ampleur des possibilités de conquête du marché ; la concurrence d'autres pays comme le Japon, les U.S.A., la Hollande, l'Allemagne, devrait insister les industriels français à prendre conscience des opportunités d'investissement.

Plus de 150 entreprises et organismes français s'intéressent à l'Indonésie, par des contacts, directs ou indirects occasionnels ou permanents.

L'**ambassade de France** à Jakarta, conscient des réalités, s'affaire dans sa mission par l'intermédiaire de son service économique et commercial. Le **C.C.F.** (Centre Culturel Français) et l'**Alliance Française** se distinguent par leur succès à Jakarta, Bandoung, Jogya, Surabara, etc...

Il reste impératif de lancer des actions en concertations avec les pouvoirs publics français, les entreprises, et les organisations non-gouvernementales, (ONG) pour créer des structures plus ou moins permanentes (en Indonésie et en France) ; afin de faciliter les contacts, consolider les relations internationales et assurer la recherche de renseignements fiables et à jour, sur l'Indonésie.

2°) Sources documentaires sur l'Indonésie.

Documentation sur les problèmes économiques, industriels et commerciaux de l'Indonésie.

- Le C.F.C.E. (Comité Français du Commerce Extérieur)
- l'Ambassade d'Indonésie
- le Bureau du B.K.P.M. (Centre indonésien pour la promotion des investissements)
- le Ministère du Commerce Extérieur et Redéploiement Industriel
- le C.N.R.S - le C.N.P.F
- l'ORSTOM
- les services de documentation des grandes entreprises
- certaines université
- ACTIM.

Le grand public ne peut accéder facilement à ces documents, qui pour la plupart manquent de mise à jour et d'originalité.

3°) Associations et groupes de contacts.

L'Association France-Indonésie à Jakarta ressent ses faiblesses, le renforcement de cette structure, en la dotant de personnels et d'un budget approprié deviendrait un outil très efficace et "souple" pour la France, qui pourrait l'utiliser en complément de l'Ambassade et des bureaux de représentation des entreprises françaises.

Le Japon et la RFA utilisent leur propre groupement à Jakarta, sous la forme d'un puissant forum de contact directs et d'un réseau de renseignements utiles pour les entreprises.

A Paris, le "Groupe d'amitié France-Indonésie", constitué à partir du groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale sur l'Indonésie existe depuis plusieurs années, Monsieur Charles Josselin en assure la présidence pour la période 1981-1986.

En janvier 1985, une mission parlementaire de ce groupe d'amitié s'est rendu en Indonésie afin de connaître les réalités de ce pays et ses perspectives dans l'avenir.

4°) Visites de personnalités.

Les visites des personnalités des deux pays dans les années passées contribuent à la consolidation des relations et à la compréhension réciproque des problèmes existants dans les deux pays.

En Indonésie :

- Mr LIGOT, secrétaire d'Etat à la fonction publique (août 1976)
- Mme SAUMIER-SEITE, Secrétaire d'Etat aux Universités (octobre 1976)
- Mr ROSSI, Ministre du Commerce Extérieur (mars 1977)
- Mr CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux Transports (septembre 1977)
- Mr de GUIRINGAUD, Ministre des Affaires Etrangères (8-10 sept 1978)
- Mr AIGRAIN, Secrétaire d'Etat à la Recherche (mai 1978)
- Mr FOUCHIER, secrétaire d'Etat à l'Agriculture (octobre 1979)
- Mr MONORY, Ministre de l'Economie (avril 1980)
- Mr STOLERU, Secrétaire d'Etat aux Travailleurs manuels et immigrés (août 1980)
- Mr DEBRAY, (février 1982)
- Mr MEKANDEAU, ministre des P.T.T (3-5 mars 1982)
- Mr CHEVENEMENT, Ministre d'Etat, Ministre de la Recherche et de la Technologie (4-11 avril 1982)
- Mr JOBERT, Ministre d'Etat, Ministre du Commerce Extérieur (5-6 juillet 1982)
- Mr QUILLOT, Ministre de l'Urbanisme et du logement (7-10 octobre 1982)
- Mr CHEYSSON, Ministre des Relations Extérieures (17-19 novembre 1983)
- Mme CRESSON, Ministre du Commerce Extérieur (février et juillet 1984)
- Mr ESTIER, Assemblée Nationale (début 1982)
- Mr Christian GOUK, Assemblée Nationale (1984)

En France :

- Monsieur le Président SUHARTO 1972
- Mr Adam MALIK, Ministre des Affaires Etrangères (avril 1976)
- Mr Radius PRAWIRO, Ministre du Commerce (juin 1976)
- Mr HABIBIE, Ministre d'Etat - Recherche et Technologie (juin 1978)
- Mr Abdul GAFUR, secrétaire d'Etat à la Jeunesse (mars 1979)
- Mr HABIBIE (juin 1979)
- Mr SUBROTO, Ministre des Mines et de l'Energie (septembre 1979)
- Mr HABIBIE (mars 1980)
- Mr SOEMARLIN, Ministre des Réformes administratives et Président du plan (juin 1980)
- Mr HABIBIE, (juin 1981)
- Mr Mochtar KUSUMAATMADJA, Ministre des Affaires Etrangères (juillet 1981)
- Mr Radius PRAWIRO, Ministre du Commerce et des Coopératives (septembre 1981)
- Mr SUBROTO, Ministre des Mines et de l'Energie (mars 1982 et juin 1983)
- Général YUSUF, Ministre de la Défense (avril 1982)
- Mr HABIVIE, (juin 1983)
- Général Russin NURYADIN, Ministre des Communications (juin 1983)

*Mr Jean AUROUX
décembre, 1985*

S ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-INDONESIEN

I Depuis 1970, les échanges commerciaux entre la France et l'Indonésie augmentent régulièrement, et plus rapidement encore ces dernières années. Cependant, la France occupe une place peu importante dans les commerces internationaux de l'Indonésie ~~et se situe~~ en 1984, le 6^{ème} fournisseur et le 17^{ème} investisseur; avec environ 3,5% du marché indonésien, elle n'occupe qu'un modeste 18^{ème} rang, sur la liste des clients indonésiens derrière :

- le Japon	25,4%	du marché indonésien
- les Etats- Unis	14,3%	" " "
- Singapour	16,7%	" " "
- la R.F.A	7,1%	" " "
- le moyen-Orient	6,8%	" " "

1°) Les importations françaises.

ainsi que La France achète depuis plus de 10 ans, à l'Indonésie, de l'étain, du bois, du caoutchouc, du café, et plus récemment aussi des produits agro-alimentaires, du pétrole, des textiles, du cuir, des chaussures, et aussi des appareils et machines électriques.

La tendance de ces dernières années va vers les produits transformés (finis ou semi-finis). Cette évolution correspond aux souhaits du gouvernement indonésien qui, avec de grands efforts et par tous les moyens, développe les exportations de produits non pétroliers.

Ces importations françaises en provenance de l'Indonésie ne représentent que moins de 1% du total des exportations de ce pays.

ta 2°) Les exportations françaises.

Il La France exporte, principalement des biens d'équipements (et appareillages divers), avions, véhicules et navires, produits chimiques.

;) Le gouvernement indonésien encourage les importations pour les équipements de chantiers, machines et appareils électriques, engins mécaniques, afin de **favoriser le développement des industries locales.**

CONSEQUENTS Les points forts des ventes françaises restent liés à des contrats importants : des installations de centrales électriques, des ventes d'usines clé-en-main, des équipements électriques et téléphoniques, des équipements de transport.

La structure reste vulnérable, car la concentration des ventes s'effectue sur les biens d'équipements destinés à des **acheteurs publics**, ceux-ci représentent environ 2/3 des transactions.

Une véritable implantation commerciale et industrielle des échanges avec la demande **privée et le commerce courant** doit se faire rapidement pour établir une présence française stable et solide.

* * *

*

LES IMPORTATIONS INDONESIENNES
PAR PAYS D'ORIGINES

Régions et Pays	1982		1983	
	milliers de tonnes	Unité Mil.\$ US	milliers de tonnes	Unité Mil.\$ US
ASEAN	7 508,6	3 301,6	10 451,2	3 914,8
Malaisie	54,1	56,3	82,0	60,0
Thaïlande	601,2	198,5	735,3	208,7
Philippines	599,2	227,8	523,4	181,6
Singapour	6 254,1	2 819,0	9 110,5	3 464,5
HONG KONG	155,7	86,6	135,2	64,8
JAPON	3 037,9	4 278,5	2 820,2	3 793,1
Autres Asie	6 572,9	2 451,5	5 751,1	2 220,1
AFRIQUE	502,6	201,5	475,1	134,8
ETATS-UNIS	2 101,4	2 417,2	2 584,6	2 533,7
CANADA	266,8	138,1	521,6	186,0
AUTRES AMERIQUES	368,9	165,5	284,1	129,4
AUSTRALIE	1 140,5	364,6	1 244,5	2 231,2
AUTRES OCEANIE	97,8	95,7	80,0	72,4
CEE	963,0	2 652,7	1 244,5	2 231,2
Grande Bretagne	120,6	445,3	140,3	364,4
Pays Bas	101,3	184,9	170,3	257,3
Rep.Fed.Allemande	482,9	1 192,7	415,4	741,4
Belgique / Lux.	70,3	96,5	74,3	123,8
France	127,0	570,9	382,0	591,1
Danemark	18,5	53,8	13,6	20,5
Irlande	0,4	4,2	1,7	8,0
Italie	42,0	104,4	46,9	124,7
URSS	120,0	39,2	69,5	24,9
Autres EUROPE	631,9	666,2	796,7	644,3
TOTAL	23 468,0	16 858,9	23 362,7	16 351,8

(sources: Bureau Central des
statistiques indonésiennes)

LES EXPORTATIONS INDONESIENNES
par pays de destination

PAYS	1982		1983	
	milliers de tonnes	Mil.\$ US	milliers de tonnes	Mil.\$ US
ASEAN	29 466,6	3 499,1	33 622,8	3 476,3
Malaisie	278,5	59,1	422,1	58,0
Thaïlande	175,9	26,3	232,6	48,6
Philippines	1 053,6	292,8	1 117,6	241,9
Singapour	27 958,6	3 120,9	31 850,5	3 127,8
HONG KONG	329,4	145,0	435,0	181,7
JAPON	43 363,4	11 192,6	41 828,0	9 678,2
Autres Asie	4 182,4	970,3	3 640,8	800,9
AFRIQUE	65,6	56,8	97,9	78,8
Etats-Unis	11 698,6	3 546,0	15 978,5	4 266,7
Canada	19,1	18,9	22,9	28,3
Autres Amérique	3 530,3	928,9	4 524,8	1 014,9
AUSTRALIE	2 445,0	674,2	724,4	208,4
Autres Océanie	885,0	278,0	980,4	264,1
CEE	2 333,5	895,7	2 555,7	952,7
Grande Bretagne	340,7	126,4	455,2	199,0
Pays Bas	525,8	265,2	787,4	289,4
Rep. Fed. Allemande	770,9	252,7	938,9	252,4
Belgique / Lux.	47,0	19,6	67,7	32,9
France	205,5	77,2	64,3	53,1
Denmark	10,7	9,6	2,8	4,4
Irlande	0,2	0,4	0,5	0,8
Italie	329,8	141,5	238,3	119,5
Grèce	2,9	1,1	0,6	1,4
URSS	26,8	22,4	53,6	50,3
Autres Europe	210,7	100,4	188,2	144,6
TOTAL	98 456,4	22 328,3	104 653,9	21 145,9

LES BANQUES FRANCAISES ET ETRANGERES EN INDONESIE

Malgré la croissance des relations économiques entre la France et l'Indonésie jusqu'en 1984, aucune succursale ou agence de banques françaises n'est représentée. En 1968, le gouvernement avait autorisé l'implantation de succursales des banques étrangères, mais en 1970, cette autorisation a été supprimée. Le gouvernement estimant que le nombre de banques étrangères existantes suffisaient, refuse depuis toute nouvelle délivrance de licence.

Ainsi, les banques françaises n'opèrent en Indonésie qu'au travers de leurs bueaux de représentation.

1°) Rôle et activités des bureaux.

En 1984, on dénombre à Jakarta une dizaine de bureaux de représentation de banques françaises, sans statut de filiale ou d'agence à part entière. Leurs activités nécessairement limitées ne les empêchent pas d'être réellement présents pour suivre les entreprises françaises et les informer sur les financements possibles pour les importations et les exportations.

Contact, conseil, suivi de la situation locale, ces bureaux peuvent receuillir les informations sur les réglementations indonésiennes, et orienter ainsi les démarches de leurs clients afin de ménager des contacts avec les autorités.

2°) Banques françaises représentées à Jakarta.

- 1 - Banque Française du Commerce Extérieur (BFCC)
- 2 - Banque Louis Dreyfus
- 3 - Banque Nationale de Paris
- 4 - Banque de l'Union Européenne (BUE)
- 5 - Banque de Paris et des Pays Bas
- 6 - Clipan Leasing Corporation
- 7 - Crédit Commercial de France (CCF)
- 8 - Crédit Lyonnais
- 9 - European Asian Bank
- 10 - Indosuez
- 11 - Pan Indonesia Bank
- 12 - Société Générale.



Remarques : certaines banques françaises travaillent actuellement en association avec des banques locales, ce qui facilite les échanges sur places.

3°) La BFCE : un rôle majeur pour les investissements.

La Banque Française du Commerce Extérieur s'inscrit comme le plus important pourvoyeur de crédits à l'exportation en Indonésie ; en coopérant avec d'autres banques françaises, la BFCE négocie des contrats de financement à l'exportation. Outre son rôle de Banque spécialisée dans le commerce extérieur, cet organisme propose également des crédits à long terme pour l'exportation et le financement des autres banques françaises, afin de promouvoir les exportations.

La BFCE participe à la PT Finconesia (organisme de financement non bancaire à Jakarta) comme actionnaire.

4°) Large implantation des banques françaises.

Bien que les banques étrangères ne puissent plus ouvrir de succursales en Indonésie, les banques françaises ont activement exploré les marchés financiers indonésiens par l'intermédiaire de filiales à Jakarta.

En matière de représentativité bancaire, **la France vient en troisième position après le Japon et les USA.**

Quatre banques ont signé **des accords d'assistance technique** avec des banques indonésiennes privées : la Banque Nationale de Paris, avec la PT Bank Umum Nasional ; le Crédit Lyonnais, avec la PT Pan Indonesia Bank Ltd ; la société Générale avec la PT Bank Dagang Nasional Indonesia, et la Banque Paribas avec la PT Bank Pacific.

En outre, quatre banques détiennent des actions dans des établissements financiers non bancaires :

- | | | |
|-------------------------------------|------|---|
| - la BFCE | chez | PT Finconesia |
| - la Banque Paribas | " " | PT ASEAM Indonésia |
| - le Crédit Lyonnais | " " | PT Private Development
Finance Company of Indonesia, |
| - le Crédit Commercial
de France | " " | PT Inter-Pacific Financia Corporation. |
| - Le Crédit Lyonnais | " " | PT Clipan Leasing. |

Financiel

5°) Les banques étrangères.

En 1984, dix banques étrangères seulement détiennent l'autorisation d'opérer à Jakarta, leurs transactions sont limitées à la région de cette ville, sauf lorsqu'elles participent à des opérations conjointes avec des banques nationales.

- 1 - Algemeene Bank Nederland
- 2 - Américain Express
- 3 - Bangkok Bank
- 4 - Bank of America
- 5 - Bank of Tokio
- 6 - Chartered Bank
- 7 - Citybank
- 8 - Chase Manhattan Bank
- 9 - Hongkong and Shanghai Bank.
- 10 - Bank of India

* * *

*

La B.F.C.E. intervient dans le financement des exportations :

- d'une part, au titre du mandat particulier qu'elle exerce en liaison avec les Pouvoirs Publics, la Banque de France et la COFACE, dans la mise en oeuvre des procédures publiques de crédits à moyen et long terme à l'exportation (crédit acheteur ou crédit fournisseur) ;
- et, d'autre part, au titre de son activité de banque commerciale.

Elle intervient dans la promotion des investissements français à l'étranger :

- d'une part, en gérant la procédure de garantie du Trésor aux investissements français à l'étranger ;
- et, d'autre part, au titre des financements et des services qu'elle propose dans le cadre de son activité de banque commerciale.

à ajouter ?

LES CREDITS A L'EXPORTATION FRANCAISE POUR L'INDONESIE

Les crédits à l'exportation en Indonésie accordés par la France ont constitué un facteur décisif, dans les années précédentes, pour resserrer les liens économiques entre les deux pays.

Le montant cumulé de ces crédits montre clairement la volonté du **gouvernement Français de placer l'Indonésie en pays prioritaire**, totalisant au 15 décembre 1982, 13 milliards de francs, soit environ 5% de la totalité des crédits à l'exportation française dans le monde. En 1984, ces crédits atteignent plus de 20 milliards de francs.

1°) Crédits à long et moyen terme.

Environ 80% des crédits français accordés à l'Indonésie, représentent des prêts à long terme dont les échéances sont supérieures à sept ans ; ils touchent presque exclusivement les projets du secteur public, y compris ceux gérés par des entreprises d'Etat.

les 20% restant (crédits à moyen terme), exigibles au bout de sept ans, concernent le secteur privé.

Le paiement des versements et intérêts n'intervenant pas avant la mise en exploitation des entreprises sur le territoire indonésien (généralement un à quatre ans après la signature du contrat de crédit), l'échéance réelle se situe en moyenne entre 6 et 10 ans pour les crédits à moyen terme et entre 9 et 14 ans pour les crédits à long terme.

2°) Financement des projets importants.

Les crédits français à l'exportation contribuent à favoriser le financement des projets conséquents ~~à l'exportation~~ :

- 255,65 millions de francs pour la triple unité de super-phosphate (TSP) de l'entreprise du secteur public **Petrokimia Gresik**, Java-Est en 1975 ; et un nouveau crédit de 361 millions de francs pour l'expansion de TSP en 1981. **Spie-Batignolles** a réalisé les deux constructions.

- 720,46 millions de francs pour une usine de méthanol dans l'île **Bunyu**, au large de la côte de Kalimantan Est, construite par **Lurgi Kohle** d'Allemagne Fédérale et **Lurgi S.A.** de France.



- 60 millions de francs pour une usine d'aromates dans Sumatra Sud, construite par **Thyssen** (RFA) et **Kellog** (USA). L'unité cyclohexane du projet utilisera les procédés technologiques mis au point par l'**Institut Français des Pétroles**.

- 1,05 milliards de francs pour une fabrique de papier journal à **Lécés**, Java Est, construite par **Technip S.A.** (France) et **Continho Caro et Co** (RFA):

a

- 890 millions de francs pour le nouvel aéroport international de Jakarta à Cengkareng, Java-Ouest, construit par un consortium de sociétés françaises dirigé par **Sainrapt et Brice**.

- 452 millions de francs, achat de 9 Airbus pour la Compagnie aérienne indonésienne GARUDA Indonesian Airways.

- 750 millions de francs pour la Centrale électrique de **Bukit Asaam** alimentée au charbon, et pour un réseau de câbles sous-marins coaxiaux à large bande entre l'Indonésie et Singapour.

ASAM

3°) La France, second bailleur de crédits.

Par rapport aux autres pays d'Europe, les crédits à l'exportation accordés par la France à l'Indonsie sont déjà plus importants. La France est le second bailleur de crédits à l'exportation à l'Indonésie devant la R.F.A, et même devant les USA, mais cependant loin derrière le Japon.

L'offensive japonaise domine ce créneau en Indonésie, à la fin de 1983 la totalité des crédits japonais accordés se montait à 5,5 milliards de dollars US, soit plus de 45 milliards de francs.

(source : Look Japan, 10 09 84)

* * *

*

Les investissements étrangers en Indonésie - 14/7
**DOMINATION JAPONAISE DANS L'ECONOMIE
INDONESIENNE**



n Dans le paysage économique indonésien, la forte présence japonaise ressort incontestablement depuis plus de 15 ans. Ce contraste, si massif et agressif, depuis 1967, a suscité des inquiétudes, quelquefois des colères. En 1974, les étudiants indonésiens manifestent très violemment leur hostilité anti-japonaises durant la visite du Premier Ministre japonais **Tanaka**. Le gouvernement et les entreprises japonaises, comprenant l'avertissement, ont tiré des leçons de ces événements.

s
lle Agir avec prudence, fût leur nouvel ligne politique, dans leurs efforts continuels et toujours grandissants pour conquérir le marché.

1°) Mesures pour l'amélioration des relations.

er c
s Dans la pratique, pour faire face à de tels événements, le gouvernement japonais a pris des mesures pour l'amélioration des relations, en donnant des conseil et en sélectionnant plus sévèrement les entreprises qui voudraient établir en Indonésie.

nn En septembre 1984, une mission parlementaire japonaise, visitant l'Indonésie, déclare que les événements de 1974 ne se reproduiront plus, car le climat relationel entre les deux pays ne pose plus de problème.

q Des programmes établis par le Japon pour promouvoir le renforcement de la compréhension mutuelle et l'amitié entre les deux pays, permettent des échanges d'étudiants, de stagiaires et de jeunes.

(Kompas, 4 et 5 sept 1984)

2°) La pénétration des capitaux japonais.

us Le Japon a "recommencé" sa pénétration en Indonésie, à petit pas, dans un effort constant (cible importante depuis les années 1950), afin de développer ses marchés ; suite aux accords sur la compensation de guerre conclue par la Conférence de Paix à San Francisco (1951).

La pénétration des capitaux japonais s'accélère depuis 1967, les investissements entre 1967 et 1983, s'élèvent à 4,9 milliards de dollars US pour 237 projets ; 70 % sont investis dans l'industrie manufacturière : **textile, chimie, électronique, machinerie, agro-alimentaire, automatisme et pharmacie.**



9

Le Japon se retrouve en tête des investisseurs en Indonésie, largement devant les américains et les pays de l'Europe.

(Kompas, 4 9 84.)

Remarques:

Dans les échanges extérieurs, le Japon se place à la première place des clients. En 1982, les exportations de ce pays vers l'Indonésie étaient de l'ordre de 11,9 milliards de dollars US, représentant plus de 50% de la totalité des importations de l'archipel. Pour la même période, les importations japonaises provenant d'Indonésie représentaient 120,3 milliards de dollars US, soit 9,8 % de la totalité des importations japonaises.

(Kompas, 5 9 84.)

3°) Les autres investisseurs.

La totalité des investissements américains s'élève à 1,2 milliards de dollars US pour 114 projets, dans des domaines très divers : mines, pétrole et gaz, pharmacie, finance.

iar

Les investissements européens de l'ordre de 2,7 milliards de : dollars US se répartissent sur 180 projets qui englobent les secteurs de l'agrobusiness (plantations), industrie pharmaceutique, alimentaire, hôtelière.

o

(Kompas 4/9/84.)

i

Le gouvernement indonésien continue, jusqu'à présent, à inciter les capitaux étrangers à venir s'investir. La décennie 80 appelée, " **la décennie d'opportunité**" pour les capitaux étrangers, veut démontrer que l'Archipel détient une stabilité politique assez solide, une richesse en matière première abondante, une croissance du PNB assez bonne, et des salaires très bas pour les ouvriers !

4°) Répartition des capitaux étrangers par pays.

PAYS	NOMBRES DE Projets.	MONTANT DES INVESTISSEMENTS en millions de dollars.
Japon	210	4 999,5
Etats-Unis	74	1 172,8
Hong-Kong	127	1 143,8
Belgique	15	896,2
Canada	5	863,3

Pays-Bas	42	630,3
All. Fédérale	25	394,7
Royaume-Uni	51	360,0
Les Philippines	12	281,1
Suisse	20	246,4
Australie	35	214,3
Inde	12	193,0
Singapour	31	170,7
Corée du Sud	15	150,7
Panama	9	127,5
Taiwan	3	122,5
France	11	85,5
Danemark	5	72,6
Malaisie	15	46,1
Thaïlande	7	21,6
Norvège	3	21,1
Brunei	4	16,8
Lichtenstein	3	15,8
Italie	1	6,1
Suriname	1	6,1
Autres pays	77	2 129,6
TOTAL	809	14 416,3

5°) Encouragements pour les investissements étrangers.

L'afflux des investissements étrangers est une des **composantes primordiale du développement économique indonésien**. Les antennes du BKPM (Bureau de Coordination des Investissements) présents dans les pays importants (Paris notamment), encourage les entreprises à investir dans ce pays. Certaines mesures de dérogation facilitent l'importation de capitaux : libre transfert de ceux-ci, des revenus et dividendes, exemptions fiscales pour les nouvelles sociétés ; franchises douanières pour certains biens d'équipement.

6°) Chute des investissements en 1984.

A partir de juillet 1984, les journaux, et de nombreuses personnalités indonésiennes du monde des affaires, manifestent leurs soucis conséquents à la chute dramatique du volume des investissements (étrangers et indonésiens) au cours du premier semestre de cette même année. Le volume des capitaux diminuait de 25% passant de 3,8 trillions à 923 milliards de Roupiahs.

La situation **économique mondiale en crise** et les décisions gouvernementales de réduire les facilités à l'égard des investissements étrangers, s'associent à l'effondrement des apports de capitaux.

7°) Nouvelles difficultés pour les entreprises étrangères.

à supprimer
è :
Les étrangers préféreraient **investir ailleurs** : Singapour, Malaisie, Thaïlande, Taïwan ou Corée du Sud. ~~XX~~ Indonésie se montre une région moins attirante pour les capitaux étrangers, ~~ce qui proviendrait~~, ~~d'après l'opinion~~ des milieux d'affaires de l'archipel, de nombreux problèmes :

- a
- fiscalité,
 - réglementations trop sévères pour l'embauche des repatriés
 - obstacles administratifs
 - lourde bureaucratie
 - annulation de la période de grâce...

La **concurrence de plus en plus sévère avec les industries locales** participe dans une large part au facteur de désintérêt. *explique* *le*

* * *

*

**AUTORISATIONS D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS
INDONESIENS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES**
de 1967 à 1983

Q

P 53

AUTORISATIONS D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS
PAR SECTEURS D'ACTIVITES
de 1967 à 1983

P 54

LES INVESTISSEMENTS FRANCAIS EN INDONESIE

L'Indonésie se situe dans la **zone d'influence économique** du Japon, des Etats-Unis, de l'Australie, de Hong-Kong (et, dans un avenir plus lointain, de la Chine Populaire).

Malgré cela, il existe encore un grand espoir pour que la France puisse renforcer sa présence par l'augmentation de ses investissements dans ce pays.

Les belles réussites de **TOTALINDONESIE**, **Rhône-Poulenc** (par l'intermédiaire de sa filiale **PT Rhodia**), **Spie-Batignolles** (par la filiale **PT CITRA**), du Groupe **C.G.E.** (par l'**UNELEC** indonésie) peuvent être un modèle pour les autres entreprises françaises, malgré l'existence de nombre ~~de~~ difficultés et ~~des~~ problèmes à résoudre sur place.

en
nombreuses
s?

1°) Garantie du gouvernement français.

Dans cette grande bataille de pénétration, sur un marché dominé par l'influence économique du Japon et des Etats-Unis, il est encourageant de savoir que les pouvoirs publics français ont consenti une somme considérable en matière de financement (par le biais de **protocoles spéciaux**...).

eant

Grâce aux garanties du gouvernement français, d'importants contrats furent signés entre Paris et Jakarta, aux termes desquels Paris accordait des crédits annuels dépassant un milliards de francs.

X
v

La coopération économique entre les deux pays en fût renforcée et nettement améliorée.

Cependant une étude est devenue de plus en plus urgente pour répondre à la question:

Pourquoi (malgré les garanties données par le gouvernement français, et mis à part les investissements de TOTAL INDONESIE), la totalité des capitaux français investis en Indonésie, ne représente qu'une somme aussi faible ?

Si la France envisage dorénavant de donner à l'Indonésie la **priorité** dans ses relations avec la région de l'Asie du Sud-Est (orientation très raisonnable), les pouvoirs publics et les entreprises françaises devront étudier de très près "les opérations" de l'Allemagne et du Japon dans ce pays.

2°) Indonésie ! Pays éloigné ?

Oui, l'Indonésie est loin de la France, mais la présence de la Hollande (pays colonisateur de l'archipel pendant 3 siècles) paraît logique et normal.

La faible présence de la France provoque des réflexions aux regards des investissements des autres pays d'Europe.

Investissements cumulés (durant les années 67 à 82)

- Hollande	551 millions de dollars US
- RFA	295 " "
- Grande Bretagne	286 " "
- Suisse	247 " "
- Belgique	93 " "
- France	61 " "
- Danemark	34 " "
- Italie	18 " "

Remarque : les investissements de TOTAL INDONESIE sont exclus de cette liste.

3°) Investissements industriels.

L'Indonésie applique une politique protectionniste à l'égard de l'importation d'un grand nombre de biens de consommation et de certains biens d'équipement.

L'industriel étranger qui veut pénétrer le marché des secteurs "protégés" doit par conséquent proposer **un investissement industriel**. Cela signifie pour les autorités indonésiennes **l'assurance du transfert des méthodes et des technologies, et la formation des hommes.**

Remarques: si l'homme d'affaire veut conquérir le marché local, il doit prendre en considération deux réalités indonésiennes importantes:

1°) L'Indonésie ne peut servir de base de production pour l'exportation.

2°) ~~Les exigences~~ *de* le Bureau de Coordination des Investissements. *impose des exigences.*

§
XXX X En effet, les conditions de la production, - faible productivité, - structures des taxes, - tailles des unités de production, - taille des unités et coût des transferts de technologie, ne permettent pas aux produits d'être compétitifs à l'exportation. Les prix de revient ~~étant~~ sont souvent élevés.

D'autre part, le BKPM, sélectionne les projets d'investissement étranger selon une liste de secteurs prioritaires.

Si le choix de l'investisseur candidat correspond aux projets prioritaires, sa démarche sera bien accueillie.

(source : Indonésie Aujourd'hui, Décembre 1984)

* * *

*

PRINCIPAUX CONTRATS SIGNES ENTRE LA FRANCE ET L'INDONESIE

es Les contrats signés entre la France par les pouvoirs publics ou les entreprises françaises, et l'Indonésie couvrent des domaines trés variés.

La liste suivante, non exhaustive, contribuera, dans une certaine limite, à donner un aperçu général de l'ampleur des interventions françaises en Indonésie jusqu'en 1984.

(sources : les Echos, l'AGEFI, le Nouveau Journal, CFCE, notes de PEE, KOMPAS, et autres).

AEROPORTS DE PARIS.

- Etudes et supervision des travaux de l'aéroport de Cengkareng (Jakarta). Contrat 1980 - 1985 avec un montant de **84 millions de francs**.
- Conception et réalisation d'un système centralisé de gestion des informations relatives aux opérations aéroportuaires. Contrat 1983- 1985, d'un montant de **14 millions de francs**.

ALSTHOM ATLANTIQUE.

- Vente clés en mains de la centrale thermique de BUKIT ASAM, contrat signé en 1982, pour un montant de **910 millions de francs**, visite et construction de 5 turbines à gaz. Contrat signé en 1982 pour un montant de **166 millions de francs**.

APPAREILS DRAGON.

- Ventes de fournitures, installation de concassage, chargement de barges. **Montant 10 millions de francs**.

BEICIP

- Etudes d'utilisation du gaz naturel en Indonésie. Contrat en 1983. **Montant 10 millions de francs**.

CABLE DE LYON

- es
- Cable électrique Haute tension, contrat 1983, montant de **210 millions de francs**.

C.G.E.E. ALSTHOM

- ↑
- Fourniture d'une ligne de fabrication complète de conserves (ananas en boîte), montant **10 millions francs**.
 - Equipement électrique de l'aéroport de Jakarta (avec Sainrapt) contrat 1982, montant **180 millions de francs**.



- Lignes et postes d'électricité de BUKIT ASAM (avec Cogelex) à Sumatra. Contrat 1982 - 1984, montant **333 millions** de francs.

CHAMBON INTERNATIONAL

- Unité de fabrication de contreplaqué à Kalimantan, contrat 1980-1983, montant **55 millions** de francs.
- Complexe intégré de soierie, contreplaqué, usinage et séchage. contrat 1981 - 1984, montant **120 millions** de francs.

COMSIP ENTREPRISES

- Etudes et mission d'achat d'électricité pour la papeterie de LECES, pour le compte de Technip.

CLECIM / SPIE BATIGNOLLES

- Construction du laminoir à froid de KRAKATAU. Contrat 1983, montant de part française **1850 millions** de francs.

CURUG

COYNE ET BELLIER

- Projet de barrage et projet de centrale à MAUNG, et micro-centrale de CURUE. Contrat 1982-1984, montant **26 millions** de francs.

CREUSOT-LOIRE

- Maintenance d'ateliers ferroviaires à MANGGARAI (Jakarta), avec fourniture de matériel. Contrat 1983-1984, montant **14 millions de francs.**

DEGREMONT


- Traitement des affluents de la papeterie de LECES, pour Technip. Contrat 1982- 1984, montant **16 millions** de francs.

FIVES-CAIL-BABOCK

- Fourniture d'équipements de charbon pour la centrale de BUKIT ASAM. Contrat 1982-1984.
- Fourniture d'une chaudière à liqueur résiduaire d'une cuisson de bagasse pour la papeterie de LECES, pour Technip. Contrat 1982-1984

GRAND PAROISSE

- Ingenierie d'une unité de synthèse d'amoniac à KALIMANTAN Est. Contrat 1979-1984.



HYDROCARBON ENGINEERING

- Livraison clés en main d'un module de compression de gaz destiné à la plateforme offshore de BEKAPAI, en association avec Creusot-Loire, pour le compte de TOTAL INDONESIE. Contrat 1983-1984, montant **55 millions** de Francs.

LAFARGE CONSEILS ET ETUDES

- Etudes de génie civil pour deux lignes de 1,5 Mtonnes de ciment/an. Montant **12,75 millions** de francs.

LURGI FRANCE

- Livraison clés en main, d'une unité de méthanol de BUNYU (Kalimantan). Contrat 1982- 1984, montant **850 millions** de francs (sur un investissement total de 1 200 millions de francs).
- Livraison d'une unité de fibres polyester pour SOLO Synthetic Factory. Contrat 1980-1984, montant **75 millions** de francs.

MERLIN GERIN

- Fourniture clés en main des auxiliaires électriques de la centrale thermique de SURALAYA. Contrat 1982-1985, montant **51 millions** de francs.
- Etudes, fournitures et supervision du montage de la cimenterie pour Indo-Ciment (par POLYSIUS) Contrat 1981-1984, montant **61 millions** de francs.
- Fourniture et montage du tableau de moyenne tension à KRAKATAU, pour Clesim-Spie. Montant **13 millions** de francs.

POLYSIUS

- Extension cimenterie de CIBINOMG (Indo-Ciment) contrat 1981, **470 millions de Francs**.

SAINTRAPT et BRICE

- Génie civil pour l'aéroport international de Cengkareng (Jakarta) contrat 1980-1984, montant **2250 millions** de frs.

SERETE

- Construction d'un laboratoire de thermodynamique pour moteur d'avion, avec comme partenaire Architen. Total des investissements **1 milliard** de francs, dont 100 millions d'ingénierie.

SERIBO

- Fourniture clés en main, d'une unité de panneaux bois-ciment pour Cemindo, contrat 1983-1985, montant **70 m.** de francs.

S.G.T.E.

- Ingénierie complète d'un hôtel Sofitel 350 chambres et 4 étoiles à BALI. Contrat 1982-1985, montant **2 millions** de francs (sur un investissement total de **200 millions**).

LE CENTRE DE BATAM

NOUVEAU SITE D'INVESTISSEMENT

Situé à environ 20 km au Sud-Est de Singapour, cette île indonésienne de 415 km² a déjà été choisie comme site d'investissement par plus de 70 sociétés nationales et étrangères. Le gouvernement indonésien envisage d'en **faire un complément de Singapour**, profitable pour les deux pays.

Batam se trouve seulement à 45 mm par mer et 15 minutes par hélicoptère, du centre commercial et financier de Singapour.

Selon les prévisions, la population de l'île (40 000 habitants en 1984) atteindra environ 70 000 d'ici les 20 prochaines années.

Pour favoriser la transition entre l'île à la population clairsemée et l'implantation d'une zone d'activités industrielles, le gouvernement indonésien a confié au groupe de planification du Centre de Batam, la mission d'élaborer un plan type du Centre qui deviendra " **une vitrine de l'urbanisation et du développement commercial indonésien**, offrant au monde une image attrayante et progressiste.

1°) Territoire du développement industriel.

e Le groupe de planification doit élaborer une étude analytique fonctionnelle de l'économie de l'infrastructure, et des services sociaux, requis dans le Centre de Batam. Parmi les propositions intéressantes, l'une porte sur le potentiel de développement du Centre de Batam, qui, situé en bordure de mer, peut représenter un pôle d'attraction pour les personnes arrivant de Singapour en hydrofoil ou en bateau.

Les investisseurs étrangers intéressés par une main d'oeuvre à bon marché sur un vaste territoire industriel commence à étudier le centre de Batam, dans la mesure aussi où **Singapour** axe de plus en plus son **développement industriel vers les technologies de pointe** et la fabrication de produits à plus-value élevée.

L'accès au vaste marché intérieur indonésien et **la situation géographique** de l'île à proximité des grands axes de navigation internationaux, constituent des avantages supplémentaires.

(source : Indonésie Aujourd'hui, Mars 1984)

2°) Batam concurrent de Singapour.

Afin d'accélérer le développement du Centre de Batam **en tant que zone industrielle**, le gouvernement indonésien a adopté des mesures rigoureuses.

A partir de 1985, selon le journal Kompas, l'Indonésie oblige toutes les entreprises étrangères qui signent des contrats avec PERTAMINA, à acheminer les biens d'équipements à travers Batam.

Depuis vingt ans, les compagnies pétrolières étrangères installées en Indonésie utilisent Singapour comme base de leurs opérations ; en les obligeant à stocker leurs matériels à Batam, le gouvernement indonésien veut supplanter ainsi **l'activité de Singapour**.

L'Indonésie est convaincue que Batam pourrait, dans l'avenir, devenir un centre commercial et industriel comme son rival.

(Kompas, 4 janvier 1985)

Depuis 1984 ces mesures se mettent en place au fur et à mesure; pour se faire PERTAMINA a demandé aux compagnie pétrolières étrangères de stocker dorénavant les tuyaux à Batam, afin que fin juillet 1985 tous les matériaux transitent par le nouveau centre.

(Kompas, 4 janvier 1985)

* * *

*

IMPORTANCE DU PETROLE POUR L'INDONESIE

L'archipel indonésien exploite ses richesses en pétrole ; les réserves, estimées entre 10 000 et 15 000 millions de barils, soit **environ 1,4 % des réserves recensées** dans le monde, pourront être exploitées encore pendant 20 ans au taux d'activité actuel.

En 1984, les puits ont fourni 1,3 millions de barils par jour, ce qui place l'Indonésie tout au bas de la liste des producteurs mondiaux de pétrole (12^{ème} rang). Avec 65 millions de tonnes de brut, elle se classe 2^{ème} producteur d'Extrême Orient, derrière la Chine.

Afin de faire rentrer des devises, le gouvernement vend à l'extérieur une part très importante de la production.

Dixième exportateur mondial de pétrole (avec 490 millions de barils), ce pays occupe le **quatrième rang dans l'OPEP**.

1°) Contrats de partage de production.

Actuellement, trente huit compagnies pétrolières étrangères opèrent dans plusieurs régions de l'archipel, parmi lesquelles 14 sont déjà en production et 24 en exploitation. Les contrats de partage de production (**production sharing**) passés par l'Etat avec elles, couvrent plus du quart de la superficie totale du pays. Par ordre d'importance les **américains et les français (TOTAL) arrivent en tête**, suivi de près par les Japonais.

La plupart des contrats sont basés sur le ratio de répartition des bénéfices, 85% pour l'Etat indonésien et 15% pour la compagnie pétrolière.

2°) Importance du pétrole dans l'économie.

75% des revenus de l'état proviendraient du pétrole et **70% de ses profits en devises étrangères** résultent des exportations pétrolières.

L'économie indonésienne dépend donc largement et lourdement de la production de pétrole et la baisse du prix de cette matière première sur le marché mondial en 1983 a contraint le gouvernement à suspendre de nombreux "grands projets".

La part du pétrole et du gaz atteignait pour des raisons de nécessité budgétaire évidentes encore :

- 66% des recettes pour l'exercice 1983-1984, et 80% (en valeur) des exportations totales.

- 64% pour l'exercice 84-85
- 60% pour l'exercice 85-86

(source : le dossier de TOTAL,

Dans les années à venir, la production de pétrole et de gaz **restera toujours très importante** pour l'économie indonésienne, malgré les efforts du gouvernement pour promouvoir les exportations non-pétrolières.

En 1984/1985, sur un total de devises estimée à 19,8 milliards de dollars américains, 69,6% soit 13,8 milliards proviennent du secteur pétrole / gaz.

Ce ratio devrait diminuer pour les années 1988/1989, car, sur l'estimation d'une rentrée de 31,1 milliards de dollars de devises, 65,2% soit 20,2 milliards de dollars émaneront de "l'Or noir".

3°) Principaux pays de destination.

Environ 60% du pétrole part au **Japon** et 20% aux **Etats-Unis**.

Les contrats à long-terme signés (20 ans pour le gaz naturel liquide) montrent bien l'importance économique et même politique entre ces deux pays et l'Indonésie.

4°) La recherche du pétrole.

La réussite des recherches et des explorations de gisements continue à attirer beaucoup d'entreprises étrangères. Le tableau suivant indique les chiffres des gisements **de pétrole et de gaz naturel** découverts durant les 5 dernières passées :

- 1979	50 champs
- 1980	86 champs
- 1981	111 champs
- 1982	120 champs
- 1983	114 champs

(source : ministère des Mines et de l'Energie)

Parmi les 40 champs pétrolifères découverts, 25% soit 11 seulement, produisent.

En 1980,	197 puits étaient explorés,
- 1981,	244
- 1982,	238
- 1983,	264.

Ces chiffres montrent, l'importance de la **recherche du pétrole**. Le budget de développement et de la prospection augmente tous les ans, - 1 milliard de dollars américains en 1980

- 1,3 " " " " en 1982

- 1,17 " " " " en 1983.

Le gouvernement indonésien encourage toujours la recherche pétrolière : exploration, forage et production . Récemment encore, **l'exploration et l'exploitation du gaz fût intensifiée.**

L'Indonésie possède actuellement 9 raffineries de capacités différentes. Parmi elles : les raffineries d'ARUM, CILACAP, BONTANG, (LNG), PLAJU, DUMAI, BUNYU, BALIKPAPAN, SUNGAI GERONG et PANGKALAN BRANDAN.

Les Etats-Unis détiennent une place importante dans le domaine du raffinage, suivie par le Japon ; la France devra produire un effort sérieux pour combler cet écart.

Durant les 5 dernières années, 1 225 personnes, techniciens et experts étrangers, travaillent dans les compagnies pétrolières en Indonésie, parmi lesquelles 100 à 150 (français pour la plupart) collaborent à TOTAL INDONESIE.

5°) Tableau de la production de pétrole brut.

EN MILLIERS DE BARRILS.

ANNEE	PERTAMINA	CONTRATS DE PRODUCTION	PARTAGE PRODUCTION	TOTAL
1971	32 164	285 797	7 112	325 648
1972	30 960	330 999	33 232	395 560
1973	36 617	375 332	76 157	488 537
1974	40 143	348 493	112 840	501 838
1975	32 590	316 712	127 247	476 855
1976	31 334	319 207	199 509	550 319
1977	30 705	307 384	276 749	615 123
1978	31 271	289 469	275 763	596 698
1979	30 315	278 715	271 204	580 447
1980	29 886	271 948	274 971	577 010
1981	29 514	270 455	284 693	584 838
1982	27 353	190 564	270 054	488 166
1983	27 443	223 968	238 839	490 483

(Source : Ministère des Mines et de l'Energie)

**L'ENTREPRISE PERTAMINA ET LE PETROLE
INDONESIEN**

Pour travailler en Indonésie dans le secteur pétrolier, les entreprises étrangères doivent prendre nécessairement contact, avec **l'entreprise d'Etat indonésienne PERTAMINA**, afin de négocier et coopérer.

ies

Les filiales de TOTAL INDONESIE et ELF AQUITAINE, établi dans ce pays, ont noué des relations étroites avec les responsables de PERTAMINA, d'autres entreprises françaises comme **la compagnie générale de géophysique (C.G.G), Flopetrol, Schlumberger**, etc...ont établis des liens moins intense et souvent indirectement.

s

1°) Droit exclusif d'exploitation.

ée

Monopole d'Etat, l'exploitation pétrolière a été confié à la société d'Etat PERTAMINA, qui a reçu **les droits exclusifs d'exploitation** dans le domaine des hydrocarbures : production, transport, raffinage, développement et distribution. Cette entreprise établit notamment les contrats avec les entreprises étrangères.

t

r

Fondée en 1968, à partir de deux compagnies d'Etat, elle se trouvait, jusqu'en 1971 sous le contrôle du Ministère des Mines, depuis cette date, un Conseil de Surveillance d'Etat supervise son infrastructure.

Avec plus de 42 000 travailleurs, cette société constitue le **groupe le plus important** en Indonésie, dirigée successivement par :

- le Général IBNU SUTOWO

- le Général Piet JARJOND

- le Général JUDO SUMBONO

et depuis juin 84 par le Général ABDUL RACHMAN RAMLY.

SUMBONO

HARJONG

Cette entreprise qui a apporté à l'état **la plus grande partie des devises étrangères**, a connu de graves problèmes dans le passé, en situation de faillite en 1978, le gouvernement est intervenu pour garantir les paiements et négocier un moratoire avec les créanciers étrangers.

2°) Partage de la production.

Depuis fin 77, la PERTAMINA a signé de nombreux contrats, (120 jusqu'à 1984), dans les domaines de l'exploration et de la production, avec des sociétés pétrolières étrangères, en vue de réduire ses propres risques de financement.

é

Les contrats de partage de production prévoient que les entreprises étrangères opérant en Indonésie, supportent tous les débours pour le compte de PERTAMINA, **qui reste propriétaire de tous les investissements.**

Après déduction de ses frais, le solde de la production est partagé dans un rapport de 85 / 15 au profit de la société d'Etat (dans les débuts, rapport de 50 /50).

La PERTAMINA, explore, fore, et exploite ses propres gisements, de plus elle raffine du pétrole brut et distribue dans le pays les produits pétroliers. Elle possède également une branche pétrochimique ainsi que des installations de liquéfaction de gaz naturel.

* * *

*



LA PRESENCE DE " TOTAL INDONESIE "

de l'hé. La présence de TOTAL INDONESIE avec ses "réussites notoires" sur l'archipel, a contribué à la mise en place du développement de la l'activité l'exagone et a servi de **pont pour le rayonnement de l'influence économique française** en Asie du Sud-Est et au -delà (Australie et bassin du Pacifique).

S Avant 1968, les missions de la **Compagnie française des pétroles** ont étudié et négocié, avec les autorités indonésiennes, les possibilités pour la C.F.P. de participer aux efforts du gouvernement pour explorer et exploiter les réserves pétrolières. L'aboutissement de ses négociations a permis l'obtention de droits miniers à SUMATRA (Djambi) en 1968. Depuis lors, TOTAL INDONESIE est créé en **tant que filiale à 100%** de la CFP.

1°) Les grandes découvertes en 1972 et 1974.

Lé L' Depuis la naissance de cette compagnie, les différentes équipes de TOTAL INDONESIE réunissent de nombreuses expériences relationnelles (souvent problématiques) avec leurs interlocuteurs indonésiens. Avec la collaboration de plusieurs entreprises françaises, la société pétrolière travaille et persiste dans l'exploration des nouvelles nappes pétrolières. Une grande réussite couronne leurs efforts, tout d'abord par la découverte en 1972, **des champs pétroliers de BEKAPAI à KALIMANTAN**, puis des champs de **HANDIL** en 1974, également à KALIMANTAN.

X 2°) Le porte-drapeau tricolore.

ne sont S TOTAL INDONESIE (deuxième) producteur de pétrole dans cette région, représente le porte-drapeau Tricolore en Asie du Sud-Est. Contribuant à l'enrichissement de l'Etat Indonésien par la rentrée de devises étrangères, la société produisait plus de **8 millions de tonnes** de pétrole brut en 1982 et 1983, les sommes versées à Paris sous forme de dividendes n'est donc pas négligeable.

Troisième
pendant 15 ans

Les autres entreprises françaises coopérantes aux opérations de la société pétrolière ~~pendant 15 ans~~ ont suscité beaucoup d'intérêt par le volume d'affaire réalisé.



3°) L'exploitation des réserves de gaz.

Avec les découvertes des **énormes réserves de gaz naturel** dans ce pays, l'Etat Indonésien détient de nouvelles perspectives que les **entreprises françaises** ne devraient pas négliger.

è

Les Japonais et les Américains, très actifs, et même "agressifs", désirent tirer, dans cette course, le meilleur parti de l'exploitation de cette richesse.

TOTAL INDONESIE ne doit pas prendre du retard... car, dans ce domaine, beaucoup reste à faire.

4°) Des opérations prometteuses.

Malgré certaines difficultés à surmonter sur place, TOTAL INDONESIE continue à développer ses activités dans plusieurs domaines. Elle a obtenu un permis d'exploitation sur une zone encore vierge de **MELAWI** (Kalimantan) en 1983, et poursuit les travaux d'exploration (études sismiques, ou forages) autour de **NATUNA**.

TUNU

Les opérations de TOTAL sur la zone de **MAHAKAN** (Kalimantan) restent toujours les plus prometteuses, avec les découvertes importantes de gaz à **TAMBORA**, **KELAMBU** et à **TENU-PARANGAT**, plus récemment sur **PECIKO**.

M

L'ordre de grandeur du potentiel de l'ensemble de ces nouvelles découvertes atteint **100** et 300 milliards de mètres cubes de gaz, récupérables, réserves comparables à celles de **FRIGG** en mer du Nord.

(Source : Le dossier de TOTAL, Octobre 1984).

150

à supprimer

5°) Bonne rentabilité pour CFP.

Depuis 1968, TOTAL INDONESIE (CFP) a investi plus de **1,2 milliard de dollars** dans ce pays, et a rapatrié environ 2 milliards de francs, ce qui permet à la compagnie d'afficher un **résultat positif** de l'ordre de **90 millions** de dollars pour 1983.

(source : Le Nouvel Economiste 12 03 84)

Malgré les fluctuations du marché du pétrole et du gaz dans le monde, les perspectives d'activités de la société progressent régulièrement.

Troisième



6°) Programme "d'indonésianisation".

Placé au deuxième rang des compagnies étrangères opérant en Indonésie, derrière CALTEX, cette entreprise pétrolière exécute le **programme d'indonésianisation** souhaité par le gouvernement, 136 expatriés pour 1 495 indonésiens, alors qu'en 1976 les Français représentaient près du tiers des effectifs.

(Le Nouvel Economiste 12 3 84).

* * *

*



LES PERSPECTIVES D'ELF AQUITAINE EN INDONESIE

↑ Depuis 1966/1967, les nombreuses entreprises étrangères, entraînées par les découvertes pétrolières de l'archipel, ont signé 112 contrats de partage de production avec le gouvernement indonésien, parmi lesquels 37 sont **terminés ou expirés**.

En 1984, la totalité des contrats de partage de production et autres formes de contrats s'élève à 79 (dont 69 en partage de production, 6, en "joint-production", 2 en "work-contract" et 2 en "technical assistance").

Pas ces contrats les anciens

~~Ces~~ contrats s'engagent à explorer et exploiter les vastes réserves de pétrole de ce pays, estimées par les indonésiens à environ **50 000 millions de barils** (10 000 à 15 000 millions de baril prouvés).

1°) Les opérations d'ELF-AQUITAINE.

ff Comme TOTAL INDONESIE, la société française ELF AQUITAINE, s'active en Indonésie depuis 1972, travaillant jusqu'en 1980 à **KALIMANTAN Sud-Est** et **SUMATRA-Nord** pour les **explorations off-shore**.

Malgré des résultats insuffisants dans cette région, ELF AQUITAINE continue ses activités en Indonésie, convaincue que ses efforts dans ce pays aboutiront à des résultats très fructueux.

supprimer!

En 1982, ELF AQUITAINE a signé deux contrats de partage de production pour l'exploration dans les régions de MARUWAI et RITAN (à Kalimantan Centre Est). En juillet 1983, cette société contracte un troisième contrat (on-shore, également) dans la région de **MELAWI** (Kalimantan - Centre Ouest).

2°) Conditions des contrats.

Le contrat pour l'exploration de la région de MELAWI-Est, couvre une zone d'exploration terrestre de 8 920 km².

Elf-Aquitaine partagera avec PERTAMINA le produit éventuel des zones sous contrat sur la base du rapport **85/15** pour le pétrole, et **70/30** pour le gaz naturel. Le contrat prévoit en outre que la compagnie partagera avec PERTAMINA les coûts de production et la production éventuelle sur la base du rapport 70/30 en faveur de la société d'Etat, après quoi, la part du contractant sera divisée sur la base du rapport 85/15.

Elf-AQUITAINE **dépensera un minimum de 25 millions de dollars** pour l'exploration pendant les trois premières années du contrat et 29 millions de dollars, les trois années suivantes.

50,000 La compagnie paiera une prime de formation de 1 million de dollars, plus 5 millions si la production journalière atteint 50000 barils et 10 millions si la production journalière atteint 75 000 barils.

La compagnie doit réserver 28,57% de sa part de pétrole à différentes industries :

- X
- industrie de traitement *et/ou*
 - création d'une raffinerie ~~ou~~
 - création d'une usine de produits pétrochimiques, lorsque la part de pétrole d'ELF dépassera 150 000 barils par jour.

3°) Résultats des opérations à Kalimantan.

ves X D'après la déclaration d'un responsable de la PERTAMINA à Balikpapan, les activités d'Elf-Aquitaine pour explorer les régions de Maruwai et Ritan (environ 500 km nord-ouest de Samarinda), ont été suspendus en 1984. Elf-Aquitaine devrait étudier les résultats de ses explorations de 1984, pour déterminer si elle va continuer ou non ses activités dans les 2 régions.

deux

(Kompas, 4 janvier 1985).

* * *

*



DES MILLIARDS DE DOLLARS POUR LES RECHERCHES PETROLIERES

Le gouvernement Indonésien continue, en 1985, à inviter les compagnies pétrolières étrangères à travailler pour l'exploration et la prospection des puits, malgré les difficultés de ventes du pétrole sur le marché mondial et la baisse des prix de 1983.

S

Tout en faisant des efforts pour résoudre les problèmes existants en 1984 (nouvelles réglementation sur les taxes, etc.) TOTAL INDONESIE continue ses activités dans beaucoup de domaines.

X

Dans son interview avec la revue TEMPO (Jakarta) du 23 juin 1984, le Ministre des Mines et de l'Energie a déclaré que :

"

"la condition, le climat et la vitesse de l'exploration du pétrole ne doivent pas être perturbés."

Beaucoup de réserves éparpillées, d'un faible volume, nécessitent des explorations décentralisées avec la formule de "Production-sharing" (répartition de production).

contractants étrangers

1°) Budget mis en place.

X

L'intérêt pour l'exploration et la prospection des puits ne s'affaiblit pas, le budget prévu par les entreprises étrangères pour les opérations de 1984 avoisinait les 4,1 milliards de dollars US. Cette somme ne diffère pas trop de celle de 1983.

espace &

Par contre le nombre des contractants étrangers a diminué passant de 11 en 1981, 12 en 1982 à 3 pour 1983. Le climat de l'année 84 fut sans doute meilleure, car 3 nouveaux contractants s'investirent.

2°) De nouveaux contrats ?

Une dépêche publiée par les Echos (Paris) fin septembre 84, confirme la déclaration du Ministre SUBROTO.

ée

Tout marche bien dans l'industrie pétrolière et aucun problème ne la perturbe, les explorations continuent et les nouveaux puits découverts permettent d'assurer la production journalière fixé par l'OPEP, à 1,3 millions de barils.

Les découvertes prometteuses en Indonésie faites par BP et London and Scottish Marine Oil (Lasmo) ont peut être mis à jour une région intéressante. Selon certaines sources, le détroit de MADURA recèlerait d'importantes quantités de brut et de gaz pouvant atteindre 1 milliards de baril.

au é

L'avenir promet donc de nouveaux contrats !



LE GAZ NATUREL INDONESIEN

x a
es x
L'exploitation du pétrole indonésien à grande échelle (1,5 million de barils par jour dans les années précédentes et 1,3 million actuellement) ont suscité beaucoup d'inquiétudes parmi les intellectuels indonésiens, cette richesse naturelle devant être épargnée pour les générations futures, en ralatissant la production et en cherchant **d'autres alternatives** (augmentation de l'exploitation d'autres minerais, exportations de produits non pétroliers).

Les découvertes d'importantes réserves de gaz naturel, en 1971, à **ACEH** (Nord-Sumatra) évaluées selon certains experts à **460 milliards de m³ de gaz**, permettent d'envisager une alternative à la commercialisation du pétrole.

Le projet d'**ARUM** intéresse intensément les américains suivis des japonais.

1°) Les réserves de gaz de NATUNA.

ARUN

x
La découverte des réserves de gaz au Nord de SUMATRA a **beaucoup** stimulé les autorités indonésiennes et les entreprises étrangères, dans la recherche d'autres réserves.

x
e x
En 1981, les investigations dans les environs des îles NATUNA (extrême nord du pays, dans la mer de Chine) furent accélérées à la suite de découvertes encourageantes. Les experts estimèrent que les nappes de gaz de NATUNA pouvaient **contenir 1 100 milliards de m³**, et seraient ainsi les plus importantes du monde. Cette hypothèse suscite partout de vifs intérêts, et de grands projets se déssinent dans cette région éloignée.

• Les déclarations des autorités indonésiennes soulignent l'importance qu'elles attachent à l'exploitation du gaz naturel pour l'avenir de l'économie du pays. Ainsi la production de cet hydrocarbure liquéfié industriellement a augmenté progressivement depuis 1970

2°) Le Japon : premier client.

x
x
Le Japon, premier acheteur de gaz naturel liquéfié indonésien consacre, encore une fois, avec éclat, sa position de "**leadership**" dans cette région du monde, comme premier investisseur, premier donneur d'aide au développement et premier partenaire commercial. Le montant de ses achats s'élèvent annuellement à 2 millions de dollars américains ; belle leçon pour la France !



3°) Secteur important pour la balance commerciale du pays.

Le ministre des Mines et de l'énergie, le Professeur SUBROTO à réitéré, à l'occasion de la nomination du nouveau Président Directeur Général de la PERTAMINA (Général ABDOUL RACHMAN RAMLY), " *le plus:*
L'importance du secteur du pétrole et du gaz dans l'économie indonésienne restera décisive dans un avenir proche, sur une estimation de rentrée de devises de 19,8 milliards de dollars américains, 13,8 milliards (soit 69,6% proviendront des exportations de pétrole et de gaz. "
(Kompas, 18 6 84.)

ou { qui en provenance

4°) Accroissement de la production.

L'exploitation du gaz naturel indonésien a augmenté considérablement durant les années passées.

1979	998,4	(en milliards de pieds cubiques.)
1980	1 045,7	
1981	1 123,7	
1982	1 111,9	
1983	1 186,5	

(source : Ministère des Mines et de l'Energie)

En 1983, 16,8% de la production totale du gaz naturel provenaient de PERTAMINA, tandis que le reste (83,2%) représentait la production des entreprises étrangères opérant en Indonésie.

T I

Part de total indonésien dans cette production :

1979	42,6	(en milliards de pieds cubiques.)
1980	39,4	
1981	33,5	
1982	29,0	
1983	32,7	

(source : Ministère des Mines et de l'Energie)

ARUN

60 % de la production du gaz naturel indonésien en 1983 provenait de 2 champs pétrolifères : 41,4% d'ARUM, en ACEH, exploités par MOBILS OIL, et 18,6% de BADAQ, à Kalimantan-Est, exploités par HUFFINGTON.

x aux deux x

5°) Deuxième producteur de gaz naturel liquéfié.

La production de gaz liquéfié, considérée comme la solution de rechange, au moins pour les exportations ; permet à l'Indonésie (premier producteur en 1980), de se placer au deuxième rang mondial, derrière l'Algérie.

Repésentant 20% du PNB, en 1982, avec une production de 20 milliards de m³ en 1983 (13,9 Mt), ses réserves (1010 milliards de m³) sont les quinzièmes du monde.

Actuellement, l'Indonésie possède 9 unités de production de Gaz naturel liquéfié en service : cinq d'une capacité de 1,5 Mt chacune, situées sur le gisement d'Arun, exploité par Mobil/Pertamina, dans le Nord de Sumatra. Quatre d'une capacité théorique de 1,6 Mt chacune à Bontang, dans l'Est Kalimantan, exploité par HUFFCO/ Pertamina sur les réserves des champs de BADAQ et de NILAM.

Le Japon importait la totalité du gaz produit par ces deux usines, mais en 1986, les exportations vers la Corée du Sud devraient débiter avec la réalisation d'un sixième train de liquéfaction à l'usine d'ARUM.

(source : le dossier TOTAL, octobre 1984.)

ARUN

* * *

*



L'INDONESIE CHERCHE " L'ENERGIE NON-PETROLIERE "

Malgré l'abondance relative du pétrole et du gaz naturel, l'Indonésie se prépare, à juste raison, pour développer d'autres énergies, car la modernisation et le développement industriel, engendrent des besoins énergétiques toujours grandissant.

X

è

es

ne s'emparent

Parallèlement, les immensités rurales, les régions lointaines et reculées, les îles, nécessitent la mise en place de sources énergétiques "simples" mais efficaces. **L'expérience** et les **réussites** misent au point par les **Français** dans ce domaine pourraient être développées par eux mêmes, avant que d'autres de s'emparent de ce marché porteur.

Déjà en 1981, le Prof. Herman JOHANES, ancien recteur de l'Université Gajahmada (JOGYA) a averti les médias ; si le rythme des exportations continue à 1,6 millions de barils par jour, l'Indonésie aura épuisé toutes ses réserves en 1990, ce qui l'amènera à une catastrophe.

Ces réserves

Pour conserver ses réserves le plus longtemps possible, cet homme de bon sens a suggéré :

- a) de ralentir la production de pétrole,
- b) la mise en place d'une alternative énergétique.

1°) Les sources énergétiques non pétrolières.

e

En Août 1984, la Direction Général d'Electricité et des Energies Nouvelles a annoncé que le gouvernement indonésien accélèrerait la recherche et l'exploration de sources énergétiques conventionnelles ou non.

La dépendance pétrolière sous entend que cette source d'énergie serait réduite en trouvant d'autres énergies. Le pétrole serait réservé aux exportations, tandis que l'énergie non-commerciale serait développée pour suffire aux besoins des régions rurales. L'énergie solaire et éolienne seraient exploitées au maximum.

Les énergies

è

La même société a déclaré que selon le quatrième Plan Quinquenal, la consommation d'énergie du pays pour 1989 s'élèverait à 292,2 millions d'équivalent pétrole, dont 20% prévus pour l'usage des ménages et des petites industries, 56% pour la grosse industrie et les stations énergétiques, 25% pour les transports.

Pour combler le déficit, l'approvisionnement de l'énergie se répartirait comme suit :

- 18,9% , gaz naturel
- 9,7% , charbon
- 8,3% , hydro-électricité
- 0,70% , géothermie
- 62,4% , pétrole (Kompas, 28,8,84)

a) L'énergie solaire :

er L'énergie solaire pourrait couvrir entre 10 et 20% des besoins du pays, principalement dans les régions rurales et reculées ; les services du Ministère de la Défense et du Ministère de la Communication commencent déjà à exploiter cette nouvelle ressource.

b) L'énergie géothermique.

5 PERTAMINA prospecte les sources d'énergie géothermiques dans la province du Nord de Sulawesi. La société se propose de forer quatre ou six puits , car l'étude effectuée en 1982 a révélé l'existence d'un potentiel prometteur dans une zone de 50 km² autour de Lahendong. Le programme de forage permettra sans doute de concentrer suffisamment de vapeur pour justifier l'exploitation d'une centrale de 85 mégawatts (MW).

L'Indonésie a ouvert sa première centrale géothermique à KAMOJANG, dans l'ouest de Java, au début de l'année 1983, avec, au départ une capacité installée de 30 MW, actuellement de 140 MW.

La prospection géothermique se poursuit actuellement dans d'autres régions. L'Union Oil of Indonésia, filiale de l'Union Company of California, prospecte dans la région de Mont SALAK à l'Ouest de Java, cette société est la première à avoir signé un accord de coopération pour la prospection et l'exploitation de l'énergie géothermique.

X Le 4^{ème} plan prévoit une capacité géothermique installée d'au moins **220 MW** d'ici la fin de l'exercice fiscal 1988/89. La société PERTAMINA espère qu'il sera possible de dépasser cet objectif d'ici la fin ~~de la période~~ du plan.

Le Ministre des Mines et de l'Energie précise que l'Indonésie possède des ressources géothermiques potentielles supérieures à 100 000 MW concentrées pour la plupart à Java.

KAMOJANG

Le gouvernement prévoit de passer à une exploitation à grande échelle de ces ressources dans les régions de SALAK, KAMOJONG et DRAJAT à l'Ouest de Java, dans la région de DIENG au centre de Java et dans la région de Bali au Nord e Sulawesi.

2°) Les investissements dans les produits de substitution du pétrole.

La Banque Mondiale a accordé un prêt de 300 millions de dollars à l'Indonésie pour le financement de ses projets de **conversion de l'énergie géothermique et des ressources charbonnières**, en énergie électrique. Depuis 1968, c'est le douzième prêt consenti à l'Indonésie par cette banque pour le développement de ses réseaux.

Ce nouveau prêt permettra de soutenir la politique indonésienne de **promotion des produits de substitution du pétrole** pour la production de l'électricité et des autres besoins énergétiques.

Le charbon deviendra la source principale de carburant des centrales électriques d'Indonésie, au fur et à mesure de la mise en place des sites.

Ainsi le prêt de la Banque Mondiale constituera, comme pour les deux premières centrales, une aide pour la construction d'une troisième centrale de 400 MW, alimentée au charbon (Suralaya).

Les mines de Madura Tiga et Bukit Asam, dans le Sumatra Sud (financé aussi par un prêt de la banque mondiale d'un montant de 185 millions de dollars accordé en janvier 1982), fourniront le charbon requis pour l'alimentation de ces trois unités.

* * *

*

DEUXIEME PARTIE

DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE AU CODEVELOPPEMENT

- 1 -

Les importants contrats confiés à la France, les coopérations scientifiques dans divers domaines, les assistances techniques auprès de nombreux organismes indonésiens, jusqu'en 1985, démontrent la qualité et le haut rang des interventions confiés à la France parmi ses partenaires.

L'Indonésie considère les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la France comme "Les quatre supports du développement industriel de l'Indonésie".

Certe, la France, dans beaucoup de domaines, arrive derrière ces trois pays dans ses relations avec l'Indonésie, mais il reste encore un travail important à mettre en place dans le cadre du codéveloppement.

1°) L'Indonésie en l'an 2.000.

Prof. ~~M.~~ Habibie

La déclaration du Prof. Habibie (Ministre de la Recherche et de la Technologie), au journal Kompas, pourrait donner certaines idées aux responsables français (gouvernementaux et industriels) sur l'avenir de ce pays.

"Mon rêve est que l'Indonésie devienne en l'an 2000 une nation forte dans l'Asie du Sud-Est en particulier, et dans le Bassin du Pacifique en général. Une nation avec une maîtrise scientifique et technologique pour le développement agricole et industriel. Une Nation qui peut produire des biens pour elle-même et pour des régions voisines. Je peux imaginer qu'à ce moment là, la nation indonésienne posséderait un revenu par tête plus élevé, une démocratie économique, plus solide, plus prospère, et plus ferme dans sa conviction philosophique PANCASILA. En bref, l'Indonésie serait prête à décoller pour accueillir le prochain siècle, qui selon ma conviction devrait être le siècle du PACIFIQUE, dans lequel l'Indonésie jouera un rôle important."

(source, Kompas 23 03 84)

2°) La stratégie du développement industriel.

Pr

Depuis des années, le Prof. Habibié s'efforce de développer une stratégie industrielle dans des domaines prioritaires :

aéronautique, énergie, bien d'équipement, machinisme agricole, défense, construction navale, transports terrestres et télécommunications.

Les choix de développement technique et industriel ont été choisis en fonction de facteurs tels que **l'étendue du pays, sa position stratégique**, la taille de son **marché domestique** et sa perception du rôle politique de l'Asie du Sud-Est d'aujourd'hui et de demain.

La géographie indonésienne et la nécessité de renforcer son unité économique font du secteur des transports aéronautique, construction navale, matériels ferroviaires et automobile - un choix évident. Ces industries, auxquelles on ajoutera **l'électronique** et les **télécommunications**, sont les "véhicules" les plus logiques pour transférer et développer toutes les techniques nécessaires, **dans les vingt prochaines années.**

3°) L'Industrie des équipements au service de l'énergie.

Avec ~~l'augmentation de~~ la croissance économique, la consommation énergétique augmentera. Ainsi, **l'industrie des équipements**, apparaît naturellement comme un autre véhicule prometteur : fabrication de turbines, de chaudières, de générateurs, d'échangeurs de chaleur, matériel pour le transport et la transmission de l'énergie et aussi bien entendu, la transformation des produits agricoles.

Enfin, après avoir beaucoup investi dans ces industries et accru ainsi ses richesses, conscient ^{du pays} de sa position stratégique, et de ses vastes ressources naturelles, une industrie de défense ~~devra être développée~~.

Voici les grandes lignes de la stratégie de développement industriel de l'Indonésie proposée par le Professeur Dr. Habibié.

4°) LA Coopération industrielle avec la France.

Le plan de développement industriel de l'Indonésie se desine d'ici l'an 2.000 autour de huit "véhicules", et la réalisation de ce plan nécessite des **coopérations scientifiques, technologiques et industrielles** avec de nombreux pays, dont la France.



res

Jusqu'en 1985, de nombreuses entreprises françaises ont lancé des négociations et noué des contacts pour conclure des contrats avec l'archipel. La base pour les futurs coopérations industrielles s'est préparée avec des entreprises et organismes français, notamment :

- Rhône-Poulenc (laboratoire de biotechnologie)
- Lafarge-Coppee (Laboratoire de biotechnologie)
- FIAS (Formation professionnelle dans l'aéronautique)
- MATRA (les équipements sophistiqués)
- DASSAULT (l'équipement aéronautique)
- ALSTHOM ATLANTIQUE (fabrication de moteurs marine)
- IFREMER (industrie offshore)
- x - CrEUSOT-LOIRE (industrie sidérurgique)
- TECHNICATOME (laboratoire nucléaire)
- SERETE (laboratoire thermodynamique)
- ATOCHEM (laboratoire des polymères)
- COGEMA (exploration de l'uranium)
- CIT-ALCATEL (télécommunications)

- RENAULT

* * *

*

TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE OU DE SAVOIR FAIRE

Le problème des transferts de technologie se situe au centre des négociations des contrats importants, car l'Indonésie accélère sa course à l'industrialisation. Pour cela, le gouvernement exige de la part des entreprises étrangères voulant vendre des biens d'équipement, **la formation de cadres, de techniciens indonésiens et le transfert de savoir faire.**

Dans ce domaine, les entreprises françaises qui opèrent en Indonésie détiennent une bonne réputation pédagogique, exemple : les pratiques de Rhône Poulenc, Spie-Batignolles, Fias, Degremond, Total, Technip.

1°) Programme "d'indonésianisation"

Pour faire face à cette demande de formation, le gouvernement a adopté des mesures variées : envoi de stagiaires à l'étranger, encouragement de l'enseignement technique, fourniture d'équipement, transfert de technologie.

La dépendance du pays peut se chiffrer de la manière suivante:

- la totalité des fournitures de biens d'équipement et de services commandés par le gouvernement entre les années 1980 et 1983 était de l'ordre de 17,7 trillions de Roupiahs, dont 66% d'origine étrangère.

- la répartition du chiffre ci-dessus se décompose de la manière suivante :

a) fourniture de biens d'équipement d'une valeur de 8 trillions de Roupiahs, dont 79,4% importée.

b) fourniture de services (études et constructions) d'une valeur de 9,7 trillions de Roupiahs, 55% importée. (Sinar Harapan, 2 05 84)

2°) Manque d'Ingénieurs.

L'Indonésie dispose d'environ 36 000 ingénieurs (1984) mais une partie seulement d'entre eux travaillent dans le secteur industriel.

Sans doute, ce mays manque d'ingénieurs, surtout d'ingénieurs expérimentés. Pour montrer le retard indonésien dans ce domaine, le Recteur de l'Institut Technologique Indonésien (I.T.I, Prof. Sudarsono) a souligné qu'en 1980 l'Indonésie possédait **1 ingénieur pour 4500 habitants**, tandis qu'en Thaïlande, on trouvait 1 ingénieur pour 1 900 habitants, et en Corée 1 pour 400. (Kompas, 2 10 84.)

6°) Les souhaits des pays de l'ASEAN.

L'enquête faite par le MOCI (Moniteur du Commerce International) sur l'ASEAN, a clairement reflété les souhaits des pays de l'ASEAN sur ces transferts de technologie.

" Les fournisseurs d'équipements et les ingénieries savent bien que l'association avec les entreprises locales de services, BTP, ou avec des sous-traitants travaillant sur prototypes fournis, multiplie les chances de succès à un appel d'offres international. Exemple : à Singapour, l'an dernier, l'attribution des lots du métro a privilégié les firmes étrangères associant des Singapouriens et proposant des transferts de technologies.

X
é De même, la formation des hommes est-elle exigée en même temps que la fourniture d'équipements. Un pays comme l'Indonésie y porte une attention particulière. Il a récemment accentué sa politique dans ce domaine, restreignant les autorisations de séjour des expatriés afin que ses ingénieurs et techniciens prennent au plus vite leur relais. Dès le stade des études de faisabilité, ils souhaitent que les contractants étrangers associent du personnel local à leurs travaux.

(MOCI, 8 10 84)

* * *

*

offres d'offres
9.11

PUSPITEK : LE CENTRE GEANT DE RECHERCHES

5 Le Centre PUSPITEK, situé à SERPONG (près de Jakarta) se caractérise par ses recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaire. Il regroupera plus de dix laboratoires dans les domaines les plus variés : aéronautique, électronucléaire, chimique, énergies nouvelles, métallurgie, électrotechnique, physique, télécommunications et thermo-dynamisme.

m p PUSPITEK devrait être le **plus important centre de recherche scientifique et technique en Asie du Sud-Est**. La France participe au montage de trois laboratoires : thermodynamique, Métallurgie et Polymères (Revue Sud-Est Asie, mai-juin 1984). Les projets réalisés par les entreprises françaises (SERETE, FIAS, ATO-CHEM, TECNICATOME, THOMSON) pourront contribuer, à long terme, à **renforcer** la présence française pour le codéveloppement.

1°) Un Centre pour des milliers de chercheurs.

m 5 Le projet du PUSPITEK sera un moment de prestige pour l'Indonésie. Sa construction a été commencée depuis 1978. **Des milliers d'ingénieurs indonésien** (entre 1500 et 3000) travailleront dans les laboratoires de ce centre, qui aura un rôle important pour le développement industriel et scientifique du pays.

l Ici aussi, la France devrait faire de gros efforts pour ne pas être derrière la R.F.A., le Japon, Les Etats-Unis, qui ont déjà arraché de gros contrats pour la construction de plusieurs laboratoires. Bien que des centaines de millions de francs soient prévus par les entreprises françaises pour financer certains projets du centre.

2°) Les contrats avec les entreprises françaises.

La Fias (Formation Internationale Aéronautique et spatiale) et SERETE (Société d'Ingénierie) ont signé, le 2 mai 1984 à Djakarta un contrat de formation et d'ingénierie avec PUSPITEK.

Ce contrat porte sur les études, la réalisation et la formation relatives à un laboratoire de recherches et d'essais de haute technologie: le laboratoire de thermodynamique moteurs et système de propulsion (LTMP) sera implanté sur le site de PUSPITEK à Serpong (35 km de Djakarta) sur 30 000 m² de terrain.

Associée pour cette réalisation à la FIAS, la SERETE fut sélectionnée parmi d'autres sociétés françaises.

1^{ee}

La réalisation du projet fut décidé après la visite effectuée en Avril 1982 en Indonésie par Monsieur **Jean Pierre Chevènement**, (alors ministre de l'industrie et de la recherche), invité par le Professeur B.J Habibié.

2^{es}

Les deux ministres ont exprimé dans un procès verbal d'entretien la volonté commune de développer la coopération entre la France et l'Indonésie dans les domaines **de la science, de la technologie et de l'industrie**. L'approbation de ce programme par les autorités indonésiennes a conduit au démarrage des études d'avant-projet entreprises, conjointement par FIAS et SERETE.

Le LTMT a pour mission d'apporter aux entreprises indonésiennes les moyens nécessaires pour réaliser leurs programmes de développement et d'essais, principalement dans les secteurs industriels suivants : aéronautique, véhicules terrestres, construction navale, énergie. Il comprendra diverses sections d'essais dont voici les plus significatives.

- des sections aéronautiques qui permettront les essais de moteurs d'avions complets ou de composants, par simulation de toutes les conditions de vol.

- des sections comportant des bancs d'essais de moteurs à piston et de transmissions mécaniques.

- des sections permettant des essais hydrauliques (pompes et turbines, transmissions mécaniques).

- des sections permettant des essais hydrauliques (pompes et turbines, transmissions hydrauliques).

- des sections d'essais thermiques.

3°) Programme sur dix ans.

Le développement du laboratoire programmé en plusieurs étapes s'étale sur 10 ans, la première partie des installations devant être mise en service au cours du premier semestre 1988.

La SERETE se charge de la mission d'ingénierie des moyens techniques (première étape), et développera les études de réalisation : la première consultation de lots d'équipements devant intervenir dans le courant du deuxième semestre 1985. Un séminaire organisé pour les industriels français et Indonésien présentera le projet.

La FIAS prend en charge la réalisation du plan de formation correspondant pour le personnel du laboratoire (66 personnes à former sur place et 55 ingénieurs et techniciens à former en France).

Les études d'avant-projet, tant pour l'ingénierie que pour la formation, ont pu commencer dès avril 1983, grâce à la mise en place d'un financement accordé par le gouvernement français.

Le projet LTMP constitue un modèle traduisant la volonté de deux gouvernements de réaliser une action de coopération significative, associant aux compétences d'ingénierie les capacités de formation correspondantes.

* * *

*

COOPERATION SCIENTIFIQUE FRANCE INDONESIE

(BPPT)

Le CNRS et plus récemment l'ORSTOM, avec son homologue indonésien L.I.P.I (l'Institut National des Sciences) coordonne la coopération scientifique et technique entre la France et l'Indonésie.

Des chercheurs français de disciplines variées séjournent et encadrent des missions d'études bilatérales.

A une échelle secondaire, d'autres entreprises et centres de recherches participent à des symposiums, tels l'Agence pour la Vérification et l'Application de la Technologie, le Centre de Recherches Stratégiques et Internationales, l'agence Nationale d'Etudes Nucléaires, et les universités indonésiennes de Jakarta, Bandung, Jogjakarta, Ujungpandang.

(BATAN)

1°) Importance de la recherche scientifique.

(L.I.P.I.)

L'Institut National des Sciences, le plus ancien centre de recherche et le plus conséquent, embaucherait en Mai 1984 environ 3 999 personnes et parmi elles 280 chercheurs scientifiques.

En augmentant le budget pour l'année 1983/1984, le gouvernement a manifesté sa volonté de donner **une place importante aux activités de recherches scientifiques** (budget d'environ 70 millions de francs).

Le budget total de recherche pour l'année 84/85 représente 1,9% du budget de l'état, et passera les années suivantes à **2,5 et 3%**.

(Kompas, 30 7 84.)

Malgré l'importance accordée par le gouvernement indonésien au secteur de la recherche, le budget consacré à cette activité paraît faible comparé à celui des pays industrialisés.

En 1984, le Japon a dépensé environ 28,8 milliards de dollars US (les 3/4 provenant d'entreprises privées), les Etats-Unis 83,3 milliards de dollars US, et l'URSS 28,4 milliards de dollars US.

Ainsi par rapport au PNB, les dépenses pour la recherche technologique se situe à :

- 3,66% pour l'URSS
- 2,72% pour la RFA
- 2,65% pour les Etats-Unis.
- 2,58% pour le Japon
- 0,3 à 0,4% pour l'Indonésie.

(source: Kompas 5 01 85)

2°) les besoins intellectuels.

Le besoin de l'Indonésie en ingénieurs, techniciens de haut niveau, de cadres qualifiés, suit le degré de développement industriel. Les universités du pays peuvent actuellement former 3 200 ingénieurs.

Dans le passé, la France a envoyé des missions de longue durée ou d'assistance technique quasi permanente en Indonésie (exemple : missions à l'ITB de Bandoung, et assistance technique pour l'industrie aéronautique NURTANIO).

Des centaines de stagiaires indonésiens ont suivi des stages de perfection à Besançon, Brest, Grenoble, Toulouse, Toulon, Montpellier, Aix en Provence, Paris, etc. De nombreuses entreprises françaises ont apporté une large contribution à ces échanges.

3°) Les accords de coopération scientifiques et techniques.

L'Indonésie a conclu des accords de coopération scientifique et technique avec les Etats-Unis en 1978, avec la RFA, avec **la France en 1979**, et avec le Japon en 1981. Les domaines d'activités se multiplient et s'approfondissent, on peut citer :

- l'aéronautique et l'aérospatial,
- la construction navale,
- les transports terrestres,
- l'électronique et les télécommunications,
- l'énergie,
- les équipements,
- et la machinerie agricole.

4°) L'ouverture vers la France.

Avec le projet de construction d'un immense complexe de laboratoire pluri-disciplinaires à SERPONG (près de Jakarta), une occasion inespérée s'ouvre pour la France qui **exportera sa bonne image de marque technologique**. Ce centre géant de laboratoires, le PUSPITEK a été convoité par de nombreux pays, et l'émulation entre les entreprises étrangères n'est pas fini car la participation à ce projet est encore très désiré.

De part sa maturité technologique, la France doit s'intéresser aux évolutions qui pourraient impliquer de nombreuses entreprises françaises dans cette course à la coopération. Le Japon et les Etats-Unis se placent souvent les premiers, mais plusieurs indices, favorables à la France, devraient aider à bouleverser les mentalités.

LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT

Le gouvernement indonésien a fait des efforts considérables, pour donner une place importante au secteur de la formation technique.

Parmi les 18 secteurs de développement, **l'éducation et la formation** ont reçu la **plus importante allocation**, de l'ordre de 1,5 trillions de Roupies.

C Le budget de l'exercice 85/86, a prévu la construction de plus de 620 écoles secondaires, l'ouverture de 17 instituts polytechniques, et la construction de plusieurs laboratoires.

X La banque Asiatique de Développement a accordé une aide en décembre 1984, de l'ordre de 83 millions de dollars US pour **l'amélioration du système de la formation technique en Indonésie**. Grâce à ce programme l'Indonésie espère produire chaque année 7 300 techniciens qualifiés.

(Kompas, 6/01/85)

1°) Participation internationale pour la formation.

L'énorme besoin de développement ne peut se faire qu'en formant des ouvriers, techniciens, ingénieurs, spécialistes, qui dans les années à venir prendront en charge le devenir technique du pays.

X De nombreux organismes internationaux, dont l'Unesco, la FAO, les banques, et des gouvernements, participent à l'effort ~~de l'Indonésie~~ *National* pour accélérer le développement de la formation ou de l'enseignement technique secondaire et supérieure.

2°) Les instituts polytechniques.

Le 4ème plan prévoit l'augmentation d'ouvertures d'instituts polytechniques (équivalent des IUT en France)

- 7 pour l'année 1984,
- 34 d'ici 1989

S En outre, les Universités privées ouvriront elles aussi des classes techniques grâce aux aides gouvernementales.

3°) Les besoins en formateurs.

X L'Indonésie a besoin de trouver rapidement 14 000 professeurs d'enseignement supérieur. Le besoin le plus pressant étant de nommer des enseignants pour les facultés techniques, car l'Indonésie doit former environ 15 000 nouveaux ingénieurs!

TEKNOLOGI

4°) L'Institut Technologique Indonésien.

En Août 1984, le Ministre de la recherche et de la technologie, a annoncé devant la presse indonésienne, son idée d'ouvrir une grande école, l'Institut Indonésien (I.T.I.) dans le but de former des ingénieurs de haute qualité. Le campus de cet institut se trouvera dans le complexe du PUSPITEK, avec l'objectif de **promouvoir l'élan pour la recherche scientifique** parmi les ingénieurs indonésiens.

(Kompas, 15/08/84)

SURABAYA

L'I.T.I. travaillera en coopération intensive avec les autres instituts technologiques, comme l'I.T.B. (Bandung, avec qui la France a noué des relations importantes depuis plusieurs années) et l'I.T.S. de Suraca.

- x L'I.T.I. aura, dans sa première étape, trois facultés :
- x a) La Faculté de Technique Civile et Planification : (technique civile, architecture et planologie.)
- x b) La Faculté de technologie Agricole : (mécanisation agricole et technologie agricole.)
- x c) La Faculté de Technologie Industrielle : (électronique, machinisme, gestion industrielle et techno-chimie.)

Dorenavant, Les relations entre la France et cet Institut se développent largement.

auront une grande importance

5°) Formation de nouveaux Ingénieurs.

x L'idée de monter l'Institut Technologique Indonésien vient du constat suivant :

trop peu d'ingénieurs s'intéressent à la **Recherche et au Développement**, environ 4%, alors qu'au Japon ce taux s'élève à 66%.

- x 5 Nombre d'ingénieurs formés par an :
 - au Japon : 74 000
 - en Indonésie : 3 500 !

L'I.T.I. fut donc créé dans le but d'accélérer la croissance du nombre d'ingénieurs /chercheurs. Le 4^{ème} plan prévoit la formation de 15 000 ingénieurs indonésiens.

6°) Contribution de la France.

La France contribue à la formation technique de ce pays, entre autres pour les cadres :

- de l'aéronautique
- du secteur nucléaire
- de la télécommunication
- de l'électricité
- des travaux publics
- du secteur agricole
- du génie civil
- de l'océanologie
- du domaine de la santé
- de la sidérurgie
- de la géologie.

X Jusqu'en 1985, plus de 1 600 stagiaires et boursiers indonésiens ont suivi des formations en France. Parmi eux se trouvent des titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'un DEA, ou d'un diplôme de doctorat (docteur ingénieur ou 3^{ème} cycle).

Ces cadres occupent dès leur retour, des fonctions ou des postes assez importants dans l'administration, universités, ou sociétés nationales.

X 7°) Les contrats industriels et le transfert technologiques.

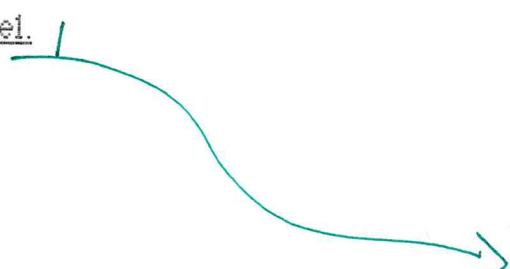
er Un véritable développement ne peut se mettre en place sans l'acquisition des connaissances et des savoir-faires nécessaires, il faut donc accéder aux technologies nouvelles, les maîtriser et les rendre appropriées aux conditions du pays.

espace Pour cela, les relations avec la France sur les sujets aussi divers que:

- la coopération industrielle
- le transfert de technologie
- la formation technique,

u sont précieuses. L'assimilation des technologies transférées dans le cadre de contrats industriels ou les essais de technologies au service d'une industrie sont de bons exemples de cette orientation (Krakatau Steel par Spie-Batignolles).

8°) Assistance au développement industriel.



8°) . . .

L'Indonésie a connu une croissance économique positive, (même si elle est encore faible), et ce pays se joindra dans l'avenir au rang des "**Nouveaux Pays Industriels**" (NPI).

L'assistance au développement industriel, avec la participation active et dynamique d'entreprises industrielles françaises, est un autre moyen pour soutenir la formation technique dans ce pays. Les actions de l'industrie française en faveur de la formation professionnelle pourront même à long terme, déboucher sur des **possibilités de contrats** et créer une occasion de **pénétrer le marché Indonésien**. (cas du Japon et de la RFA).

* * *

*



L'ORSTOM et L'INDONESIE

Ces dernières années, l'évolution fructueuse des relations de coopérations (techniques et scientifiques), entre la France et l'Indonésie, devrait étudier le rôle et la contribution de l'ORSTOM pour le renforcement de la présence française.

L'Office de la Recherche Scientifique d'Outre Mer, participe à la coopération France / Indonésie, dans le domaine de l'Océanologie et des milieux naturels terrestres.

Trois experts (un agronome, un géographe et un océanographe), à Jakarta ; et deux experts (un géophysicien et un géologue), à Bandung, représentent cette mission dont le siège se tient à Jogjakarta (Universié de Gajah Mada).

1°) Les accords sur la transmigration.

Kalimantan

5

Les accords spécifiques entre l'ORSTOM et le Ministère de la Transmigration (signé en août 1978) concernent la création de pôles de développement, de colonisation, de mise en valeur de la partie peu peuplée de l'Indonésie (Kakulabtab, Sumatra).

Ces accords avec l'ORSTOM sur la transmigration reflètent l'importance des objectifs à atteindre :

e

- "Déterminer une classification des zones pour les actions de développement appropriées, amélioration de l'exploitation agraire et étude des aspects sociaux et économiques des projets de tansmigration existants".

- En d'autres termes s'interesser à tout ce qui est en amont de la préoccupation du gouvernement indonésien : étude du milieu naturel, étude des conséquences sociologiques et économiques du déplacement de population (Source : ORSTOM).

A) Transmigration de 30 millions d'habitants.

Le grand projet de transmigration d'une partie de la population de Java vers d'autres îles de cet archipel ne suscite pas de vif intérêt auprès des entreprises étrangères, du moins jusqu'à aujourd'hui. Malgré son immense ampleur, ce projet semble trop peu lucratif pour les industriels.

n

Certains gouvernements et de nombreux organismes internationaux ont manifesté leurs "good will" à l'égard de ce phénomène dramatique de Java .



B) SAUVER JAVA...

La nécessité de déplacer une partie de la population de Java surpeuplée vers d'autres îles peu peuplées est devenue de plus en plus urgente. Le recensement agricole (SENSUS PERTANIAN) de 1983 a montré que Java avec 7% de la superficie totale de l'Indonésie abrite 63% de la population indonésienne, soit 91,2 millions de personnes. Selon les démographe, l'île de Java ne peut supporter qu'une population d'environ 70 millions de personnes. Cela signifie que pour sauver Java, **30 millions** d'habitants doivent être déplacés.

(Kompas 27/08/84).

C) Déplacement organisé ou "volontaire".

Le 4^{ème} plan envisage le déplacement de 4,5 millions d'habitants de Java (environ 750 000 ménages). En raison des limitations budgétaires de l'Etat, le gouvernement souhaite que plus de la moitié des personnes concernées soit des volontaires, qui se déplaceraient par leurs propres moyens (Kompas, 27/8/84).

Pour que le plan se réalise convenablement et que les erreurs du passé dans le domaine de la transmigration diminuent, il faut que le gouvernement améliore, et réorganise la coordination entre les divers services.

D) Une densité démesurée :

Les problèmes de la terre à Java se posent avec de plus en plus d'acuité. Avec 650 habitants au km², la densité risque, à brève échéance d'être périlleuse. Si la natalité continue, dans dix ans, il y aura :
- 710, dans vingt ans 850

Java-Centrale et Java-Orientale atteignent **750 habitants au km²** avec environ 28 millions d'habitants pour un territoire de 34 266 km².

Sur une île, ou 55 millions de personnes tirent leur subsistance de l'agriculture, la surface réellement cultivable rétrécit de plus en plus. Chaque année, la zone industrielle absorbe entre 10 000 et 12 hectares de terre cultivable.

Ce problème de la transmigration date d'une trentaine d'année, et a préoccupé le gouvernement, aujourd'hui la situation inquiète au plus au point.

L'université de GAJAHMA a apporté une grande contribution pour préparer les études et recherches, mais la difficulté première, émane du manque de coordination inter-ministérielle.

s Le fait que l'ORSTOM ait offert ses services pour participer à ce projet (malgré les moyens limités de cet organisme) contribue à véhiculer la bonne image de la France.

L'ORSTOM a des liens étroits avec de nombreux instituts scientifiques indonésiens, et plusieurs Universités :

- le B.P.P.L (Institut de Recherche des Pêches Maritimes),
- le L.P.G.N (Institut de Géologie)
- Le B.P.P.T (Agence pour le Développement et l'Application de la Technologie).

2°) Participation des autres organismes français.

e Un protocole d'accord avec l'Université de Gaja Mada de Jogjakarta a été signé en 1983, et prévoit un programme d'enseignement dans le **domaine des sciences de la terre**, et de **cartographie des sols**, ainsi que la participation de divers organismes français pour d'autres disciplines.

La France coopère ainsi dans des domaines très variés :

- nucléaire et spatial, télédétection et énergies renouvelables, volcanologie, sismologie, agronomie, hydrologie, et recherche médicale. Ceci avec les organismes suivants:

- CNES, C.E.A, Gerdar, Ifremer, B.R.G.M, C.N.R.S. et ORSTOM.

~~e~~ 3°) L'ACTIM (organisme française)

Avec le développement assez encourageant, des relations économiques entre les deux pays ; les interventions de l'ACTIM (Agence pour la Coopération Technique Industrielle et Economique), s'intensifient pour promouvoir le développement économique avec la l'Indonésie.

Dans ses interventions pour l'Indonésie, L'ACTIM, association loi 1901, coopère étroitement avec les services du Ministère du Commerce Extérieur, du Ministère de l'Economie, du Ministère des Relations Extérieures, ainsi qu'avec des entreprises et des organismes français.

L'ACTIM participe à l'organisation des stages pour les techniciens, cadres et dirigeants indonésiens, provenant de divers secteurs :

t - électricité, télécommunication, aviation civile, adduction et traitement de l'eau, transports par voie ferrée, gaz et autres.

Il contribue aussi à la mise en place des colloques (colloque naval, colloque de télécommunication rural), ainsi qu'à l'envoi des missions d'études en Indonésie en coopération avec les services de l'ambassade de France à Jakarta.

a) nombre de spécialistes reçus.

632 spécialistes indonésiens ont été reçus par l'ACTIM depuis 1958, jusqu'en 1983.

Pour avoir un aperçu sur les secteurs suivis par les spécialistes indonésiens pendant leurs séjours de stages/recyclage en France, un exemple de l'année 1980 pourrait nous éclairer.

dans le cadre de programmes individuels:

- électricité, énergies nouvelles	8 spécialistes
- transports	1 "

dans le cadre de programmes groupés.

- industrie de la pêche	1 "
- aviculture	3 "
- protection des végétaux	5 "
- conservation des fruits et légumes	1 "
- fabrication du papier	3 "
- informatique	2 "
- téléinformatique	1 "
- procédés industriels continus	1 "
- télécommunications	2 "
- matériels ferroviaires	1 "
- construction portuaire	2 "
- transports urbains	2 "
- aménagements hydrauliques	2 "
- informatique de gestion	2 "

b) budget de l'ACTIM pour l'Indonésie.

Pour les interventions concernant l'Indonésie, l'ACTIM a dépensé, chaque année, plusieurs millions de francs. Compte tenu de son budget, la part consacré à l'Indonésie témoigne de la haute considération que la France voue à ce pays.

Parmi les 15 premiers pays bénéficiaires de son action, l'Indonésie se place :

année	rang	montant
- 1978	1er	3,5 millions de Frs
- 1979	1er	3 "
- 1980	2ème	3,9 "
- 1981	7ème	2,1 "
- 1982	3ème	3,1 "
- 1983	8ème	2,3 "

(source : dossier de l'ACTIM)

c) des interventions insuffisantes.

Malgré l'importance de la place accordée par l'ACTIM à l'Indonésie, les interventions de cette association s'avèrent faible en comparaison des soutiens d'autres pays comme le Japon et l'Allemagne.

Certe, les ingérences de l'ACTIM coûte relativement cher (transports), mais le travail de cette association, qui vise à mieux faire connaître les techniques, le savoir-faire et les matériels français, représente une carte de visite qui permet à l'Exagone de développer son commerce et ses investissements à l'étranger !

* * *

*

TROISIEME PARTIE

LES COOPERATIONS CULTURELLES FRANCO INDONESIENNES

- 1 -

Par rapport à d'autres secteurs (commerce, coopération technique), les **coopérations culturelles** entre les deux pays se limitent à un créneau étroit, malgré les succès remportés par beaucoup d'interventions françaises, et les tendances prometteuses pour l'amélioration et l'intensification de ces échanges.

Pourtant de nombreuses activités dans le domaine culturel ont contribué aux échanges de connaissance entre les deux pays.

a) les activités en Indonésie.

Les activités des **Alliances Françaises** ou des **Centres Culturels Français** promotionnent l'animation culturelle, présentation chaque année dans cinq ou six villes d'Indonésie de quatre ou cinq spectacles, qui touchent un public adulte d'environ **5 000 personnes par session**.

L'enseignement de cette langue d'origine latine dans les collèges indonésiens favorise l'épanouissement de la culture française. 160 professeurs (indonésien), de français assistés par une vingtaine de spécialistes en assurent l'enseignement à environ **30 000 élèves**. (source : bulletin de l'ADFE).

L'Université Indonésia de Jakarta, possède des facultés pour l'enseignement de la littérature française.

Des expositions à but commerciale et culturel, la participation très active à la restauration de **BOROBUDUR**, sous l'égide de l'Unesco ont tissé une fraternité et une amitié au fil des années.

b) les activités en France.

Dans le cadre d'un accord de coopération culturelle, la France a reçu des troupes artistiques indonésiennes (danse du BALI et autres), et présente des spectacles pour ces troupes dans certaines grandes villes.

Le **groupe ARCHIPEL**, a publié une revue consacrée aux problèmes indonésiens et produit de nombreuses études interdisciplinaires. Un dictionnaire indonésien-français (1984). Cette initiative marque un pas très significatif dans les échanges inter-culturels entre les deux pays.

Le Centre National de recherche Scientifique, dispose de nombreux chercheurs et spécialistes de haut niveau dans les spécialités suivantes:

- littérature ancienne, littérature moderne, histoire, sociologie, ethnologie, politique contemporaine, etc..

- Chaque année le C.N.R.S. envoie quatre ou cinq missions scientifiques en Indonésie.

ent

Enfin des initiatives privées prises par certains groupes français, organise ponctuellement des soirées indonésiennes avec projection de films, diapositives et débats.

L'ambassade d'Indonésie aussi, organise des activités culturelles.

* * *

*

INTERET DE LA COOPERATION CULTURELLE

le
e Les relations économiques entre la France et l'Indonésie seront plus solides et stables, lorsqu'une base solide sur le plan culturelle sera effectivement mis en place, soutenue par des coopérations scientifiques et techniques.

e " La conquête des marchés se fait par la conquête du coeur",

yes La connotation négative de cette maxime n'est pas forcément fausse ! et tous les moyens possibles devraient être étudiés pour renforcer les échanges culturels.

s
es es La culture française répand **une image de marque**, au sein des intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, cinéastes, universitaires, dirigeants d'association. Ces échanges souvent **d'initiatives privées** devraient être encouragées et consolidées par les instances publiques sur le plan financier, technique et administratif.

La présence française dans les sphères artistiques et culturelles indonésiennes ne pourra pas facilement produire des résultats tangibles et immédiats (économiquement ou financièrement), mais à long terme, ces "**investissements culturels**" pourraient contribuer au rayonnement de la science et de la technologie française dans ce pays.

1°) La barrière du langage.

x
x et La croissance des coopérations économiques et scientifiques entre la France et l'Indonésie, impose l'extension de l'apprentissage des idioms, car la barrière des langues freine le développement des relations bilatérales, et pourrait constituer un obstacles - même mineurs - dans les contacts entre les hommes d'affaires, ingénieurs, scientistes, techniciens.

s Trop souvent, l'anglais est utilisé dans la communication entre les français et les Indonésien.

Les pouvoirs publics des deux pays, et les secteurs privés, devraient chercher les moyens de diminuer les obstacles linguistiques afin de faciliter les échanges.

2°) Extension de la langue française.

La diffusion et l'intensification de l'usage de la langue française, peut se faire à l'aide de programmes faciles à mettre en place: Exemple :

- L'envoi des livres (littéraires, scientifiques) pour les bibliothèques des universités indonésiennes (d'état ou privées).

- Renforcement des activités des Alliances Françaises en les dotant de capacités ^{en personnel et} budgétaires plus importantes ~~(et personnels)~~.

- L'appui pour la publication de dictionnaires techniques et spécialisés (français-indonésien et vice-versa, ou français-anglais-indonésien).

- L'octroi des bourses d'études (ou de stages) pour les écrivains, journalistes, cinéastes, artises et musiciens.

- L'invitation réciproque pour les groupes artistiques.

- L'organisation d'expositions de peintures, artisanat...

- La traduction et la publication des oeuvres littéraires et scientifiques devraient être soutenue et encouragée.

Garder
l'esprit
de l'original

LES COOPERATIONS FRANCO-INDONESIENNES DANS L'AGRICULTURE

Bien que le secteur industriel de l'économie prenne progressivement plus d'importance, l'Indonésie demeure un pays essentiellement agraire.

Les principaux produits agricoles destinés à la consommation locale comme à l'exportation comprennent **le riz, le maïs, le manioc, le soja, le bois, le caoutchouc, le palmier à huile** et les divers épices qui font la réputation du pays depuis des siècles.

Dans les années antérieures, la coopération avec la France dans le secteur agricole stagne par rapport au secteur industriel, de construction des usines, des télécommunications, des travaux publics, et de l'aéronautique.

Des possibilités pour le renforcement des échanges méritent d'être réalisées dans ce secteur vaste et varié.

1°) Visite du Ministre Français de l'Agriculture.

La visite de Monsieur Michel Rocard, fin janvier 85 à Jakarta, s'est inscrit comme un événement assez important dans les annales des relations entre les deux pays.

Cette délégation française (6 personnes) avait la mission d'explorer les possibilités agricoles pour investir des capitaux français en Indonésie, et discuter des problèmes de transferts de technologie dans le secteur de l'irrigation et forestier et les techniques d'irrigation.

2°) Un grand pays agricole.

L'agriculture entre pour environ 30% dans la composition du P.N.B et occupe plus de 60% de la population active.

Quelques chiffres:

- | | | |
|--------------------|-----------------------|----------------|
| - 1 ^{er} | producteur mondial de | Coprah |
| - 2 ^{ème} | " | caoutchouc |
| - 3 ^{ème} | " | riz |
| - 3 ^{ème} | " | manioc |
| - 3 ^{ème} | " | patates douces |
| - 4 ^{ème} | " | café |

(en particulier investissements)

- 4 ème	"	palmistes
- 6 ème	"	bananes
- 7 ème	"	thé, soja
- 8 ème	"	céréales (maïs)
- 12 ème	"	cannes à sucre
- 16 ème	"	tabac

← insertion

3°) Développer les potentialités agricoles et agro-alimentaires.

as Pour développer ses exportations non-pétrolières, l'orientation du secteur agricole offre des perspectives prometteuses, en raison des ressources disponibles et de l'abondance de la main d'oeuvre.

Le développement de l'**industrie agro-alimentaire** pourra contribuer à l'effort national pour donner une nouvelle orientation aux exportations de produits finis et semi-finis.

- Les entreprises françaises de :
- machines agricoles,
 - machines agro-alimentaire
 - équipements de produits agricoles
 - équipements de bio-technologie,

ne suit pas

Les instituts scientifiques et de recherches français pourraient développer les moyens de nouer des contacts directs et continus avec les partenaires Sud-Asiatiques, afin d'introduire les techniques de savoir-faire français dans le secteur agricole.

S
x
pour établir

Les relations entre les syndicats professionnels et les associations professionnelles des deux pays devraient être encouragées et développées afin de multiplier, et enrichir les actions françaises dans l'agriculture de demain.

4°) La réussite de GUYOMARCH.

La réussite de la société française Guyomarch (siège à Vannes, 4 000 employés) avec son implantation en Indonésie dans le **secteur agro-alimentaire**, démontre les possibilités exemplaires à mettre en place.

Cette société, en association avec une entreprise locale (P.T. WIRONTONO) a commencé en 1982, la réalisation du projet de fabrication de produits alimentaires pour l'élevage de poulets à Surabaya (Java-Est), et la mise en place d'un élevage de volaille (poussins) prés de Jakarta.

è s

è

Après un an de lancement, l'entreprise créée tourne bien et a répondu aux besoins des régions avoisinantes. Les dirigeants élargissent maintenant leurs activités avec la production d'autres produits (pour le bétail) en investissant dans des équipements industriels. L'investissement de GUYOmarch représente environ 100 millions de francs jusqu'en 1985.

5°) Les besoins en formations.

Le développement rural et agricole de l'Indonésie représente l'une des préoccupations majeures des autorités indonésiennes en matière de formation.

Les possibilités pour la France (dans le cadre des interventions publiques ou privées) de former des techniciens et des cadres sont énormes, notamment dans les secteurs :

Y X - agronomique, alimentaire, sciences des sols, génie rural, techniques de l'eau, forêts, machinisme agricole, élevage, aquaculture, pêche maritime, biologie tropicale.

en Le Ministère Français de l'Agriculture (représenté par le Bureau pour le développement de la Production Agricole - B.D.P.A) et I.U.T International, a participé à l'étude et à la mise oeuvre du projet de développement de l'enseignement agricole en Indonésie ; le tout financé par la Banque Asiatique de Développement.

X L'ORSTOM a lancé, également, des actions liées au problème de l'agriculture.

6°) Les polytechniques agricoles.

La B.D.P.A. fournit depuis 1985, une **assistance technique** auprès de 6 nouveaux centres polytechniques agricoles, dans le but de former de futurs enseignants indonésiens. En même temps, environ 40 à 50 professeurs agricoles viendront en France pour suivre des stages de moins d'un an.

S XX Pour accélérer la formation des cadres dans le secteur agricole, l'Indonésie, ouvre des lycées professionnels, soutenus par les services d'assistance technique de la France.

7°) Le rôle des entreprises françaises.

Hexagone Le Ministre de la Recherche et de la Technologie, a déclaré en Février 1985 que l'agro-alimentaire est le **premier secteur industriel** en France et que l'Exagone se place en deuxième position pour l'exportation mondiale de ses produits (Les Econs, 18/2/1985).

Echos

Sans doute, La France pourra offrir son aide à l'Indonésie pour le développement de ce secteur, avec ses expériences riches en la matière, entre autre dans les domaines suivants. !

- développement des produits transformés par rapport aux produits bruts pour l'exportation.

- Utilisation non alimentaire de produits agricoles.

- développement des sciences de la nutrition, de l'alimentation et de la consommation.

- les biotechniques appliquées à l'agro-alimentaire.

- l'amélioration des techniques et le génie industriel alimentaire.

Les entreprises ou les groupements français (avec l'appui des différents ministères) qui disposent d'une expérience dans des domaines voisins, pourraient apporter leur contribution et seront les bienvenus.

* * *

*

LE ROLE DES "SELF HELP ORGANIZATION" SHO ou ONG.

+ *
↑ L'Indonésie vit une profonde mutation, sa population de 160 millions d'habitants en 1985, s'accroît de plusieurs millions tous les ans (3 à 4 millions).

5 Malgré les progrès dans beaucoup de domaines, et un taux de croissance économique relativement important, le pays se trouve confronté à des problèmes économiques et sociaux importants, difficile à surmonter.

1°) Vaincre la pauvreté.

Le peuple aspire à **une répartition des revenus plus équitable**, à une **participation plus large** dans la vie politique. 20 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté !

L'Indonésie a décidé d'affronter la réalité, et l'amélioration des conditions de vie de ces gens représente le **défi** auquel doit faire face le pays.

x
x L'état n'a pas la capacité d'accomplir seul la tâche immense du développement, surtout en milieu rural et la société indonésienne, essentiellement agricole, ne peut, dans beaucoup de cas, être aidée par le gouvernement; car l'appareil bureaucratique de part son manque de souplesse, paralyse les structures.

2°) Des organismes internationaux.

5
e Du fait de toutes ces difficultés, de nombreuses organisations non-gouvernementales (de beaucoup de pays), fonctionnent en Indonésie. Des programmes de santé, de crédit rural, d'aide juridique, d'éducation, de planing familial, sont nés et remportent un certain succès.

x
x "Mais ce n'est malheureusement pas toujours le cas, car les **ONG** (??????????????), n'ont pas été utilisés d'une façon optimale dans tous les domaines et dans toutes les régions, quand elles le sont, l'appareil bureaucratique, au lieu d'utiliser leur potentialité, détruit leur créativité et leur indépendance, ce qui les rend inefficaces dans leur lutte contre la pauvreté". (citation de la revue Prisma, Jakarta, N° 82)

Le terme ONG (NGO, en Anglais) est maintenant rarement utilisé, il a été remplacé en Indonésie par LSM (Lembaga Swadaya Masyarakat) ou SHO (Self Help Organization).

3°) But et intervention des SHO.



Les Self Help Organization, ont été créées pour apporter des aides à une région ou à un secteur d'activités délaissé par les programmes gouvernementaux, et pour faire participer les habitants **au processus de développement** de leur communauté.

Sans but lucratif, d'un caractère humanitaire, ces associations apportent une assistance appropriée aux différents besoins des collectivités.

Dans le contexte actuel, les SHO peuvent agir plus soupielement et plus rapidement que les services officiels, l'ouverture au public et la confiance des gens déterminent en fait la qualité du travail fourni.

↳ ↑ Sur l'ensemble du territoire, on peut recenser au moins 230 organisation sociales nationales indonésiennes (SHO). Cela parait bien faible comparé à la population de 160 millions d'habitants. —

Ces associations s'organisent sous forme d'un comité, d'une fondation (Yayasan) ou sous d'autres formes.

ẽ Certaines n'agissent que ponctuellement, mais en général, elles abordent des thèmes aussi différents que :

- le développement agricole
- le crédit agricole
- la santé publique
- l'aide juridique
- les problèmes d'environnement
- l'éducation / les centres de formation
- la réhabilitation des handicapés
- les besoins en eau des villages
- les coopératives
- orphelinat
- transmigration
- droits de l'homme.

Les SHO interviennent comme catalyseur, stimulant la motivation, la prise de conscience des membres du groupe.

Face aux problèmes qu'ils rencontrent dans un contexte difficile, les services sociaux fonctionnent bien souvent comme observateurs. Ils enregistrent les **besoins et les aspirations des groupes**, pour leur apporter des informations sur les programmes de développement dans un langage qu'ils peuvent comprendre. —





5 Précurseur dans un monde difficile, les SHO introduisent des méthodes nouvelles, des innovations utiles qui restent souvent mal comprises par le gouvernement.

5
X Pionnier, dans un monde d'assistance à la création d'activité des petites entreprises, en fournissant une partie du financement initial, de l'équipement, des matières premières, des possibilités de marché, et d'assistance technique.

Les activités des SHO peuvent se résumer dans la phrase suivante:

Transformation sociale axée sur l'accroissement des compétences, de l'indépendance, de l'autonomie.

Le fait que les SHO travaillent sur une petite échelle leur permettent de développer des programmes plus **intensifs et plus personnalisés.**

4° Répartition géographique des SHO.

On dénombre officiellement 227 organisations sociales, locales en Indonésie (1983), réparties de la manière suivante :

Sumatra
SUMATERA

- **Sunatra** 37, dont la grande majorité se situe dans le Nord.
- **Java** 137, dans le centre, l'Est et l'Ouest. A Jakarta 17 se signalent comme bureau d'étude.
- **Nusa Tenggara** 15, essentiellement à Flores.
- **Kalimantant** 13, situées plutôt dans le Sud.
- **Sulawesi** 13, situées plutôt dans le Sud.
- **Malaku** 5,
- **Irian Jaya** 5.

Les objectifs des SHO se ressemblent beaucoup : promotion du développement communautaire par la formation des paysans et création de coopératives. Nombreuses sont celles qui annoncent leur volonté d'aider le gouvernement.

10 % invoquent une confession ou le soutien à un Dieu, généralement musulman.

Dans la réalité, les SHO indonésiennes sont plus nombreuses, mais les répertoires nationaux ne les mentionnent pas.

- 100



5°) SHO ou ONG étrangères en Indonésie.

- The Asia Foundation
- Asia Partnership for Human Development (APHD)
- Care
- Catholic Relief Service #
- Christian Children's Fund
- Church World Service
- Cida
- Cuso
- Foster Parents Plan International
- Friedrich-Naumann-Stiftung
- Helien Keller International
- Mennonite Central Committee
- Mission Aviation Fellowship
- Novil
- Oxfam
- Save The Children Federation
- Seventhday Adventist
- Volunteers in Asia. Inc.
- World Relief Corporation
- World Vision International

NOVIB

6°) Coopération française avec les ONG ou SHO.

Jusqu'en 1985, la coopération entre les ONG françaises et les SHO indonésiennes est encore très limitée, (loin derrière les échanges avec les organisations allemandes et Hollandaises).

h

Le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement (C.C.F.D.), la Cimade, l'Inodep, Frère des Hommes, ont lancé, des actions monctiueles dans ce pays.

ponctuelles

La **présence française dans les milieux des ONG indonésiennes** devraient être renforcée, et les pouvoirs publics devraient **stimuler et aider** les ONG françaises dans cette tâche importante.

insérer

La **coopération entre les peuples**, par l'intermédiaire des ONG peut se réaliser de manière directe, afin d'atteindre les communautés de base, et promouvoir le développement autocentré.

d'origine

7°) Les ONG et les "associations 1901" françaises.

La France est un pays doté d'une forte puissance dans la vie associative avec ses centaines d'ONG et ses milliers d'associations "1901".

Des dizaines d'ONG françaises s'occupent des problèmes de l'éducation au développement, d'aide alimentaire, volontariat, micro-projets de développement dans les secteurs de l'alimentation, élevage, formation des cadres, animation rurale, animation de jeunesse, danté, assainissement etc...

Une partie de ces organisations, actives dans le domaine de la Coopération pour le Développement, se regroupent au sein de Six "collectifs" ou "coordinations" :

- 1 - Comité Français pour la Campagne contre la Faim (CFCF)
- 2 - Comité de liaison des **ONG** de volontariat.
(**CLONG / Volontariat**).
- 3 - Comité pour les Relations Nationales et Internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (**CNAJEP**).
- 4 - Commission Nationale de la Jeunesse pour le développement (**CNJD**).
- 5 - Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (**CRID**).
- 6 - Groupement National de la Coopération (**GNC**).

Ces six collectifs sont eux-mêmes regroupés au sein d'un intercollectif : "Intercollectif des **ONG Nationales de Développement**"

Des études communes et des efforts conjoints, avec le soutien actif des pouvoirs publics, devraient être entamés **pour le renforcement de la présence des ONG** en Indonésie, pour le rayonnement de la France et l'aide au développement dans ce pays.

* * *

*

QUATRIEME PARTIE

LES INFRASTRUCTURES

- 1 -

LA FRANCE ET LES TRANSPORTS DE JAKARTA

a La solution des problèmes de transports à Jakarta et de sa région peuvent être une mine d'or à creuser par les entreprises étrangères, **y compris pour les entreprises françaises**. Car cette industrie est la plus importante de cette ville qui compte actuellement 7 millions d'habitants (25 millions y compris la banlieue en l'an 2000).

1°) Le Mégalopolis Jabotabek.

Le plan pour résoudre les problèmes de transports de Jakarta s'accompagne d'un plan de création d'un Mégalopolis "JABOTABEK" (acronyme de Jakarta-Bogor-Tangerang-Bekasi), sur une **vaste région d'une superficie de 7 500 km², avec une population de 25 millions d'habitants.**

La ville de Jakarta elle-même, englobe environ 90% de la population de la région "JABOTABEK", et le gouvernement envisage de réduire ce pourcentage à 63% d'ici 1993. Une partie de la population de la ville sera encouragée à se reloger et à travailler dans les grandes banlieues de Jakarta.

Les problèmes de circulation dans cette ville, déjà assez préoccupants dans les années 60, deviennent cruciaux. Selon les études de la **Banque Mondiale** achevées en 1983, la vitesse moyenne de la circulation à Jakarta tombera à 15 km /heure en 1987, car le nombre de véhicules motorisés augmentera de 48% dans les 5 prochaines années.

2°) Le réseau ferré de la région de Jakarta.

Pour réaliser le projet "JABOTABEK", le gouvernement a constitué une équipe spéciale qui prépare les études (avec des experts nationaux et étrangers), et conduit les négociations avec les entreprises étrangères.

Le 4^{ème} plan prévoit un budget de 904 millions de \$ US pour la réalisation par étape du projet Mégalopolis.



lee

Une partie de l'aménagement de la région "JABOTEK" vise à l'amélioration et au développement du réseau ferré. En 1981, le gouvernement japonais a proposé une étude sur ce projet, échelonné sur 10 ans et d'un coût total de **1,2 milliards** de \$ US.

Actuellement 1% de la circulation de Jakarta se fait par trains. Le gouvernement envisage de porter ce pourcentage à 20-/-30% dans les années 1990.

Pour améliorer les facilités de transport par le train dans la grande région avoisinant Jakarta, le Japon a offert, depuis 1981, de nombreuses assistances techniques et financières (environ 17,4 milliards de Yen jusqu'en 1983). Le Japon a accordé en plus un crédit de l'ordre de 16,5 milliards de yen pour la fourniture de matériels roulants. La modernisation du réseau ferré de Jakarta constitue **le plus grand projet parmi les projets de voies ferrées par le Japon pour l'Indonésie** (Soil Japan, 10/09/84)

(Look JAPAN, 3°) Le réseau de Jakarta par la R.A.T.P.

le

Le projet d'aménagement des transports collectifs de JABOTEK interesse de nombreuses entreprises étrangères ; mais la concurrence est sévère !

aient

Le fait que les pouvoirs publics français et nombre d'entreprises françaises ont étudié ce grand projet est un point important pour le futur.

a

Des études sur la construction du métro de Jakarta (70 millions de francs ont été confiées à la SOFRETU, filiale de la Régie Autonome des Transports Parisiens), Elles devraient déboucher sur la construction, par la France, d'une première ligne de métro à Jakarta et plus tard sur des projets à Medan (Sumatra Nord) et Surabaya (Java-Est).

à remplacer!

* * *

*

TRANSPORTS AERIENS



dk Pour l'immense archipel indonésien, avec une étendue de territoire de 5 000 kms d'Est en Ouest, et 2 000 km du Nord au Sud, les transports aériens sont devenus de plus en plus indispensables

e Cet archipel composé de 13 000 îles, ne peut se passer des transports aériens qui constituent un moyen indispensable de communication pour le progrès économique.

1°) La contribution française.

La flotte aérienne indonésienne a augmenté de façon considérable, les grandes villes d'Indonésie, dotées actuellement d'aéroports de tailles variables, ont accru le trafic en augmentant le réseau des lignes intérieures, ainsi que les infrastructures aéro-portuaires. La productivité et les performances de l'ensemble de ce mode de transport sont en hausse.

supprimez!

La France a contribué à cette évolution en fournissant des avions, en livrant des équipements pour l'aménagement des aéroports et en formant des techniciens. Elle contribue également à l'assistance technique.

t Thomson CSF a construit, pendant plusieurs années un immense réseau de couverture radar pour le contrôle du trafic aérien de Java - Bali - Sulawesi - Sumatra - Natuna.

SFENA a rendu des services pour les achats de biens d'équipement aéronautiques.

2°) Le GARUDA INDONESIAN AIRWAYS.

La compagnie aérienne la plus importante d'état, couvre le pays et dessert également le Japon, l'Europe, et les Etats Unis avec une flotte de 76 appareils dont:

- 6 Boeing B 747
- 6 Douglas DC 10
- 21 Douglas DC 9
- 9 Airbus A 300
- 35 Folker F 28

(source: Tempo, 2/6/84)

Garuda envisage d'acheter 50 à 100 appareils de 150 places pour la desserte de son réseau intérieur.

En 1981, la compagnie a transporté 4,2 millions de voyageurs sur les lignes intérieures, et 1,2 millions de voyageurs sur les liaisons internationales, respectivement 4,1 et 1,068 millions de voyageurs pour 1982. Le chiffre d'affaire de GARUDA passe de 425 milliards de Rps en 1981 à 510 milliards en 1982 ; 55% des recettes proviennent du trafic intérieur (dossier OCVA).

en entier

3°) Les autres compagnies aériennes.

Plus de vingt compagnies aériennes opèrent en Indonésie, dont six permanentes.

S X Une autre compagnie nationale (Merpati-Nusantara) qui possède 59 appareils, dont 35 servent les lignes courtes, utilise 19 appareils de type TWIN OTTER et 16 CASA CN 212 (Témpo, juillet 1984).

4°) La concurrence allemande et japonaise.

e Les relations ~~entre les~~ ^{avec des} entreprises ^F françaises avec l'Indonésie, dans le domaine de la navigation aérienne, sont relativement ~~assez~~ bonnes, malgré l'existence de la puissante "lobby allemande" (MBB et autres) et la "lobby japonaise" (Kawasaki ...).

5°) Le programme d'ici 1989.

REPELITA IV vise à mettre en place des transports aériens réguliers, sûrs et efficaces. Le réseau des vols intérieurs sera développé et les lignes aériennes existantes encouragées à établir des liaisons avec des régions lointaines.

D'ici 1989, dernière année du plan quinquennal,

- sept aéroports pourront recevoir des Boeings 747 ;
- huit aéroports, des Douglas DC 10 et des Airbus A 300;
- neuf aéroports des Douglas DC 9 ;
- dix neuf des Fokkers 28
- huit des Fokkers 27
- 10 des Lockheeds 100
- enfin 18 aéroports des appareils de type C 160 et C N 235.

Les aides à la navigation aérienne seront également améliorées dans chacun de ces aéroports.

(source : Indonésie Aujourd'hui, dec.84)

AEROPORTS DE PARIS

- 3 -



L'AEROPORT INTERNATIONAL DE CENGKARENG (J.I.A.)

SUKARNO-HATTA

e La construction de l'aéroport international de Cengkareng de Jakarta, (~~Jakarta~~ International Airport), terminé en 1985 contribuera à la **pérennité de la présence française**, en Indonésie et maintiendra une image de marque de la **technologie française**.

Ce grand projet d'un montant total de 2 500 millions de francs, a vu la participation de nombreuses entreprises françaises, notamment **l'Aéroport de Paris, Sainrapt et Brice, S.A.E., Routière COLAS** et d'autres, en collaboration avec les entreprises locales.

1°) Réussite de la conception française.

t x Ce prestigieux projet sera également une publicité permanente et de qualité pour les oeuvres des ingénieurs et des techniciens français. Selon les estimations, l'aéroport pourra acheminer annuellement 10 millions de passagers, des dizaines de milliers de passagers, pourront, chaque jour, être les témoins de cette magnifique **réussite de la conception française**.

Les grands travaux commencèrent après la signature du contrat par **l'aéroport de Paris**, le 8 mai 1980 avec le gouvernement indonésien.

AEROPORTS DE PARIS

L'Aéroport international de Jakarta se trouve dans une zone de rizières à 25 kilomètres à l'Ouest de Jakarta sur un site de 1800 hectares.

L'Aéroports de Paris a réalisé les études et fourni les personnels permanents de supervision, ainsi que les experts (environ 200 ingénieurs français) tout au long des 4 ans de travaux.

2°) Négociations depuis 1975.

L'AEROPORTS DE PARIS

e x Dès 1977, **l'aéroport de Paris**, établissement gestionnaire des aéroports français, s'est vu confier l'étude d'ingénierie du nouvel aéroport, après une phase de négociations entamées en 1975 par le gouvernement indonésien.

Menée en association avec la société privée indonésienne P.T. KONAVI, cette étude a abouti en Décembre 1979 au lancement des appels d'offres. Les plans préparés par les ingénieurs de Paris **respectent à la fois l'environnement et l'architecture** de Monsieur Paul Andrieux, architecte de Roissy Charles de Gaulle.

En 1980, le choix des entreprises s'est porté sur les sociétés COLAS, SAINRAPT, BRICE et SAE, pour la réalisation des travaux, associées à l'entreprise WASKITA KARYA.

La responsabilité de chaque entreprise était bien spécifique : COLAS assurait l'infrastructure aéronautique et routière, SAINRAPT et BRICE la gestion du chantier, et SAE la réalisation des deux aérogares et bâtiments généraux, pendant que l'entreprise indonésienne réalisait le troisième aérogare et la piste nord.

Cette importante réalisation a mobilisé sur le terrain environ 4 500 personnes dont 250 expatriés, français pour la plupart.

3°) De nouveaux contrats

La Direction de l'Aviation Civile de L'Indonésie a signé un autre contrat avec l'aéroport de Paris, portant sur la conception et la réalisation d'un système centralisé de gestion des informations.

Ce système permettra le traitement en temps réel des données relatives aux opérations aéroportuaires : mouvements d'avions, assistance en piste, exploitations de l'aérogare, transmission et télé-affichage des informations, prévision du trafic, statistiques et liaison avec les autres systèmes informatisés de l'aéroport.

La bonne **exécution des travaux et le prestige français sur le plan technique ont entraînés**, en février 1984, une autre signature portant sur une nouvelle mission pour l'Aéroport de Paris, sur les points suivants :

- étude de l'organisation générale de l'établissement qui sera chargée de l'exploitation du nouvel aéroport.
- élaboration des organigrammes détaillés des unités nécessaires au fonctionnement de l'aéroport.
- formation de plus de 40 cadres et techniciens indonésiens.
- confection de plus de 40 manuels de gestion, d'exploitation et d'entretien des installations et équipements de l'aéroport.

(source: Aéroport de Paris).

4°) Le service après-vente.

L'Aéroport de Paris a travaillé pendant sept ans sur ce projet, à commencer par la réalisation des études qui lui avaient été confiées en 1977 par le gouvernement Indonésien (coût des études 52,5 millions de francs).

L'AÉROPORTS DE PARIS

Après la mise en exploitation de cet aéroport les interventions et les services "après-vente" assurés par AÉROPORT DE PARIS constitueront une base solide pour les coopérations économiques et techniques.

5°) Opérationnel à partir du 1er Avril 1985.

Une autoroute à péage et une gare ferroviaire desserviront l'aéroport, et offriront des moyens de liaison rapide avec Jakarta. Doté d'un hôtel, de plusieurs restaurants et d'un parc automobile de 1400 places, J.I.A. **peut se vanter d'être une parfaite réussite de coopération.**

* * *

*

Elle en achète, elle en loue et prend des options sur un total de

don

AIRBUS EN INDONESIE

910
A

Le

Ce contrat, considérable par son ampleur, ses implications et ses conséquences à long terme, ~~a été~~ signé le 13 septembre 1984 à New-York entre les dirigeants d'**AIRBUS INDUSTRIES**, et ceux de **PAN AM**. aura un impact considérable en Indonésie

La compagnie américaine a choisi AIRBUS face à BOEING. 91 appareils ~~achetés ou loués~~ A 300, A 310, 1 320, (dont douze A 310 et seize A320) **le tout pour un budget de 1 à 3 milliards de \$ US**

commande ferme

è Ce succès très important de la construction aéronautique européenne facilitera beaucoup le renforcement de la présence d'AIRBUS en Indonésie.

è En 1982, neuf appareils AIRBUS A 300 ont été livrés à l'Indonésie. Ce grand succès, pour un montant de 440 millions de dollars US, a renforcé davantage "la percée" française dans ce secteur. La France avait gagné déjà, certains marchés avec des livraisons d'équipements d'aide à la navigation et de ventes d'avions.

1°) "Assembler" les avions en Indonésie

Les négociations sur l'achat par l'Indonésie des appareils Airbus 320 ont commencé en 1983, Mme Edith Cresson avait confié à l'Agence France Presse début 84 :

"Je crois qu'on est bien partis".

- Djakarta étudie, en effet, la possibilité d'acheter plusieurs dizaines d'appareils et souhaiterait en assembler une partie.

(Les échos, 15/02/84)

SE Airbus 320 est un appareil de 150 places à 6 sièges de front et un seul couloir. Premier appareil à avoir été conçu après la crise pétrolière, il consommera jusqu'à 50% de moins que les BOEING 727.

(Les Echos, 14/9/84).

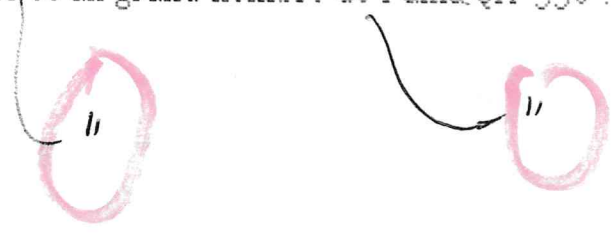
2°) Les retombées économiques.

↑ Si les négociations sur l'achat d'AIRBUS 320 aboutissent à un contrat ferme, cet événement entrainera des retombées bénéfiques pour la France et pour l'Industrie aéronautique européenne.



L'achat serait lié à la formation d'équipages, de techniciens, et pourrait même conduire, à long terme, à d'autres achats d'équipements, le suivi d'après vente contribuant à la pérennité de la présence française dans ce domaine.

α D'autre part, l'Indonésie a acheté à la France des hélicoptères "Alouettes III et un grand nombre de Puma QA-330".



* * *
*



L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE NURTANIO

Certaines entreprises Françaises (SNIAS, SFENA, TURBOMECA, GIFAS, CNES) ont noué des relations fructueuses avec l'industrie aéronautique indonésienne NURTANIO, située à Bandoung (Java-Ouest).

En signant des accords de formation de techniciens indonésiens, et l'envoi sur place d'experts français, elles ont obtenu la vente en grande quantité d'équipements pour cette industrie aéronautique.

1°) NURTANIO, la plus grande !

Les perspectives de développement de NURTANIO, qui sera la **plus grande industrie aéronautique du Sud-Est en Asie**, montrent les progrès technologiques considérables de ce pays, représentant la plus grande concentration d'ingénieurs, de chercheurs et de techniciens indonésiens de qualité.

NURTANIO fabrique diverses pièces importantes pour combler les besoins des compagnies aériennes et assemble les hélicoptères SUPER PUMA AS de l'Aérospatiale, les hélicoptères MBB-Kawasaki BK 117 de 12 places, BELL-TEXTRON 412 de 15 places, ainsi que le NBO 105 de Messerschmitt.

Messerschmitt

2°) Production sous licence de l'avion CN 235 et d'hélicoptères

Les relations entre NURTANIO et CASA ont permis de signer un contrat pour la production sous licence de l'avion CN 235 (avec la formule de répartition d'actions 50 / 50).

Selon le journal Financial Times (London), Monsieur Habibié, le "patron" de NURTANIO serait en train de négocier la même formule avec l'Aérospatiale (France), Messerschmitt (RFA), Bell-Textron (USA), MBB-Kawasaki (Japon), pour la **production d'hélicoptères de types divers**. (Financial Times, 30/4/84)

Messerschmitt

Jusqu'au début 84, 49 appareils CN 212 et 54 appareil NBO 105 ont été livrés sur un total commandé de 154 (pour CN 212) et 108 (pour NBO 105), 110 commandes fermes confirmées, pour le CN 235 dont 86 en Indonésie et 24 en Espagne. Des négociations poursuivent leurs cours pour la vente de 20 appareils en Thaïlande (Dossier CCVA 1984).

OCVA

Nurtanio

3°) L'Industrie d'armement.

Nurtanio

Habibie

Nurtanio a certainement, selon Financial Times, un marché potentiel en Indonésie, car l'étendue du territoire nécessite le développement des transports aériens. Les clients locaux n'ont pas le droit d'acheter des avions étrangers tant que NURTANIO en assure l'approvisionnement.

L'autre division de NURTANO concerne l'industrie de l'armement, située à Java-Central. Selon le Dr. Habibie, cette division fabriquerait les torpilles SUT avec la participation de AEG TELEFUNKEN (RFA) et les rockets 2.75 FZ (participation Belge). Elle envisage également de produire les fusils belges (Financial Times, 30/04/84).

FN

4°) Les demandes locales et étrangères.

Cette entreprise aéronautique produira jusqu'en 1987 environ 110 appareils, pour la plupart de type NC 212, pour satisfaire les demandes aériennes locales et étrangères.

↳ Parmi les compagnies locales qui ont passés des commandes se trouvent Merpati Nusantara Airlines (Buras). D'autres proviennent de l'étranger :

- la Thaïlande a commandé 8 appareils,
- Air Guam, 3 appareils (au total Air Guam commanderait 21 appareils).

Des négociations avec le Bangladesh, le Moyen Orient et la Malaisie sont en cours. (Kompas, 3 janvier 1985).

4°) Utilisation des avions de fabrication locale.

L'Indonésie a décidé d'utiliser les avions de fabrication locale, dans les années à venir. Les avions CN 235, fabriqués par NURTANIO remplaceront les F 27 Fokker de fabrication hollandaise qui ont dépassé les heures de vol réglementaires.

Les avions CN 235 peuvent transporter 35 passagers. Cependant, NURTANIO prépare la construction d'un autre type d'appareil, le CN 260, qui peut transporter 60 passagers.

Dans les années 1990 l'Indonésie pourrait **produire des avions ayant une capacité de 100 passagers.**

(source : Nurtanio ; Kompas 3 janvier 1985).

LES ACTIONS DE LA FIAS

i on majuscules partout
r Agence de coopération internationale de l'Industrie aéronautique et spatiale française, la **FIAS** (Formation Internationale Aéronautique et Spatiale), dont la mission est de proposer à ses partenaires étrangers les moyens d'assurer le développement de leurs ressources humaines, a signé le 6 février 1984, deux contrats de formation avec les autorités indonésiennes.

A l'origine, la FIAS fut créée à l'initiative du Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) et des organismes aéronautiques d'exportation, à laquelle ont été associés dès l'origine les ministères concernés (relations extérieures, défense, transports, éducation nationale, commerce extérieur, industrie et recherche).

1°) Prestation à deux niveaux.

La FIAS, pour répondre aux besoins spécifiques exprimés par ses partenaires nationaux et étrangers, propose des prestations à deux niveaux :

e - en France ; orientation, formation linguistique et mis à niveau scientifique et technique.

- à l'étranger ; conception et mise en place de dispositifs locaux de formation.

re Ainsi, afin de faciliter leur adaptation en cycle de formation prévu dans le système d'éducation français, les étudiants et stagiaires étrangers sont d'abord accueillis au Centre de Toulouse pour une période d'un an, au coeur même de l'aérospatial Français.

2°) Formation en ingénierie aéronautique et spatiale.

L'action de la FIAS est un exemple qui illustre parfaitement les possibilités de prestation de l'agence à l'étranger, dans le domaine de la formation en ingénierie aéronautique et spatiale.

contrat s Le premier contact signé avec le ministère Indonésien de l'Education et de la Culture, concerne la réalisation des programmes d'une école technique aéronautique (**STM**), équivalent d'un lycée d'Enseignement Professionnel, destinée, à **former des ouvriers qualifiés pour les besoins du secteur aéronautique indonésien.**



Les prestations fournies par la FIAS sont les suivantes :

- étude détaillée des programmes (mars 85 à juin 85)
- formation en France de 9 instructeurs indonésiens (à partir de juillet 84).
- assistance technique sur le site (9 experts pendant 3 ans, à compter de mars 1985).
- l'appui logistique à distance pendant toute la durée du contrat.

(source : Indonésie Aujourd'hui-Juillet/Août 1984)

3°) Réunir les moyens de l'industrie aéronautique et spatiale.

Pour ces prestations, la FIAS, maître d'oeuvre de l'opération, réunit les moyens de l'industrie aéronautique et spatiale et ceux du Ministère de l'Education Nationale.

Les locaux seront fournis par le Ministère Indonésien de l'Education et de la Culture, et l'aménagement d'une école déjà existante à Bandung.

4°) Reconduction de contrats.

Le second contrat signé avec P.T. NURTANIO pour une durée de trois ans, reconduit en fait le contrat précédent. Le Docteur B.J Habibié Ministre de la Recherche et de la Technologie et Président de PT NURTANIO a ainsi renouvelé sa confiance à la FIAS pour les actions de formation qu'elle mène depuis Octobre 1981.

Habibié

* * *

*

LES TRANSPORTS MARITIMES ET LA FRANCE

Avec la croissance des relations économiques entre la France et l'Indonésie, les transports maritimes entre les deux pays augmentent également, malgré l'existence de certains problèmes !

Transports assurés par les compagnies françaises suivantes :

- Compagnie générale Maritime
- Watson France S.A.
- SECAM
- Chargeurs réunis
- Peschaud International
- Denis frères
- SCAC
- Messageries Maritimes

sont les

1°) Une Concurrence sévère.

La France a assuré plus de **60%** du transport de fret vers l'Indonésie.

Le gouvernement Indonésien négocie avec la France et les Etat-Unis pour assouplir les régléments qui stipulent que **tous les biens d'équipements** doivent être transportés par les bateaux français et américains.

Depuis plusieurs années, le gouvernement indonésien exige un **pourcentage plus grand** dans le partage du fret pour les bateaux indonésiens.

(KOMPAS, 5/10/84)

2°) Le pavillon national indonésien.

Djakarta

Les compagnies Indonésiennes de transport maritime qui fréquentent l'Europe sont encore limitées, en raison du fret à transporter aller et retour, parmi celles-ci, la Dakarta Lloyd, Trikora Lloyd, Gesuri Lloyd, Admiral Lines, Samudera Lines pourraient assurer plus de transport si la décision du gouvernement Indonésien était suivie:

"Toutes les livraisons de biens d'équipements étrangers destinés à l'Indonésie doivent être transportées **sous pavillon national.**"

3°) Les navires de haute mer.

L'Indonésie possédait une flotte de navires de haute mer de 62 unités (1982), avec une capacité de 827 227 tonnes.

beaucoup à mener !!



Depuis 1983 la capacité de transport a diminué, 51 unités pour une capacité de 732 050 tonnes ; cela représente une chute de 1,5%.

4°) La petite flotte.

N

La flotte inter-îles ("Pelayaran nusantara") se constituait en 1983, de 364 unités avec une capacité de 477 684 tonnes, ce qui représente une augmentation de 3,4% par rapport à 1982.

(Kompas, 5/10/84)

5°) Amélioration des ports

X SS #

Plus de 300 ports permettent au transport maritime de desservir les îles, 18 ont une capacité suffisante pour accueillir les navires de haute mer.

è *

Le gouvernement envisage dans le cadre du 4^{ème} plan d'améliorer l'accès aux ports en consacrant plus de 4,5 milliards de dollars US à l'extension de 44 ports principaux.

B

D'importants budgets consentis par le gouvernement et la banque Asiatique du Développement, ainsi que le gouvernement de la RFA, vont permettre de moderniser les ports suivants :

PRIOK

BELAWAN (Medan)	budget	100 millions de \$ US.
SEMARANG	budget	95 millions de \$ US.

SEMARANG

En 1981, le port de Jakarta (TANJUNG PRICK) a été ouvert pour recevoir des containers de 160 000 m³ à 200 000 m³ (coût 80 millions de dollars).

Le port de BELAWAN peut également recevoir des containers, mais d'une capacité plus limitée.

Des contrats restent à prendre et l'ingénierie française pourrait contribuer à la réalisation de ces projets.

* * *
*



LA CONSTRUCTION NAVALE

Pour un archipel de plus de 13 000 îles comme l'Indonésie, les communications maritimes jouent un rôle très important pour le développement économique du pays.

La situation de la flotte nationale n'excelle en rien, car l'âge moyen des bateaux marchands accuse un vieillissement certain. En 1984, plus de 30% des navires ont 20 ans.

1°) Les Chantiers navals : secteur d'expansion.

La construction navale a rencontré, dans les années passées, de nombreuses difficultés face à l'augmentation croissante de la demande en navires marchands.

Depuis 1984, la situation s'est nettement améliorée, car la construction navale se transforme en secteur d'expansion.

En 1984, 144 chantiers navals effectuent constructions et réparations ; parmi eux, 72 chantiers se consacrent à la construction de navires en acier, 34 en bois, fibre et ferro-ciment, 38 entreprises interviennent dans la sous-traitance.

Malgré l'existence des chantiers navals locaux, il reste de la place pour les investissements étrangers dans ce domaine ; car l'Indonésie ne dispose pas de chantiers compétitifs face à ceux de Singapour, Hong-Kong et Taïwan.

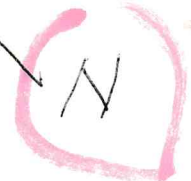
2°) Estimation des besoins.

Selon les informations locales :

- la demande pour la construction de navires destinés aux liaisons intérieures (jusqu'à 5 000 tonnes) serait de 60 000 tonnes,
- la demande pour les réparations (jusqu'à 15 000 tonnes) de 2,1 millions de tonnes en 1984.

Ces dernières années, beaucoup de navires indonésiens ont dû être réparés à Singapour.

Une partie des navires neufs, proviennent de Singapour et du Japon. Viennent ensuite les pays Européens, la Norvège, la Belgique, La France, la Hollande, la République Fédérale d'Allemagne et dans une moindre mesure la Yougoslavie.



3°) Les relations France Indonésie.

Les relations entre les deux pays dans le domaine de la construction navale s'améliorent.

A l'initiative de l'**IFREMER** (Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer), quatre journées industrielles franco-indonésiennes se sont tenues du 24 au 27 septembre 1984 à Djakarta. Ces journées, organisées dans le cadre de la coopération océanographique, ont permis de promouvoir des accords entre les industriels des deux pays, et de signer un contrat pour l'étude de faisabilité d'un centre national de plongée en Indonésie.

Dans le secteur des activités et des services off-shores, des associations entre industriels se négocient pour l'exploration géophysique et la maintenance des plateformes.

4°) Accords entre les chantiers des deux pays.

Dans le créneau des bateaux de petit et moyen tonnage, plusieurs chantiers des deux pays s'accordent pour développer en commun de petites unités afin de répondre à des appels d'offre en cours. Par ailleurs, français et indonésiens négocient la construction de navires en fibre de verre renforcée, dont l'étude de marché et la promotion s'effectueront conjointement.

(source : Indonésie Aujourd'hui, dec.84)5

5°) Le rôle du P.T. PAL à SURABAYA.

Dans la construction navale, le P.T PAL, chantier situé à SURABAYA (Java-Est), devient un centre de formation pour les jeunes techniciens indonésiens qui désirent partir travailler sur d'autres sites de construction.

Actuellement, PT PAL a le monopole de la fabrication des navires militaires. Si d'autres chantiers le permettent, la construction de certains navires pourra y être sous-traité.

4500 personnes travaillent dans ce chantier à la fabrication de **tankers de 3 500 tonnes** et de cargos de 3 000 tonnes en coopération avec MITSUI (Japon).

P.T. PAL a agrandi et amélioré ses docks et ses installations de maintenance et de révision, en portant ces capacité de construction à 30 000 tonnes.

6°) Coopération avec la Hollande.

~~17~~

24 Nov

ons

Le gouvernement hollandais a accordé une aide de l'ordre de 55 millions de Florins pour la construction de 30 remorqueurs, dont 21 mis en chantier par les entreprises locales en Indonésie, et 9 en Hollande. (Kompas, ~~Nov~~ 84.)

Ainsi l'industrie de construction navale indonésienne devrait construire :

- 4 bateaux de 2 400 chevaux,
- 5 " de 800 chevaux,
- 6 " de 200 chevaux,

quant

La Hollande quand à elle, armerait :

- 4 bateaux de 2 400 chevaux
- 5 de 1 500 chevaux.

o

Il est évident que cet accord représente l'aboutissement de longues négociations et études des deux cotés, et manifeste la puissance de la présence du "lobby" hollandais à Djakarta.

7°) Fabrication des moteurs pour les navires.

Depuis 1985, 14 chantiers navals indonésiens sont chargés par le gouvernement de construire des bateaux du type :

an

- CARAKA JAYA 1, 2, et 3 ; au total, 80 navires de ce type doivent être construits pendant le 4^{ème} plan.

r

De nombreuses entreprises navales étrangères désirent investir en Indonésie, notamment pour fabriquer des moteurs de bateaux. Jusqu'en novembre 84, 14 compagnies étrangères ont sollicité une autorisation, ce sont surtout les Japonais et les Allemands...

* * *

*



AUTOMOBILE... : LE RETARD FRANCAIS EN INDONESIE

c s Les voitures françaises de la marque, Renault, Peugeot, Citroen,
et les camion SAVIEM et Berliet, circulent sur le marché indonésien
depuis plus de 15 ans ; mais la présence des marques françaises se
caractérise par une certaine faiblesse, en comparaison des marques
étrangères, japonaise notamment.

Plusieurs entreprises indonésiennes (22) représentent les
marques françaises et assemblent les véhicules pour une production
annuelle se situant entre 150 000 et 200 000 unités.

pas correct!

é e L'industrie automobile indonésienne a démarré récemment
grâce à une décision du gouvernement qui n'autorise l'importation des
véhicules, qu'en pièces détachées.

Depuis plusieurs années, le gouvernement a encouragé la
production de véhicules commerciaux en donnant des facilités
douanières et fiscales. Ainsi, la production de voitures "type entreprise"
a progressé rapidement, aux dépens de celle de tourisme.

1°) Production annuelle des assemblages de véhicules.

On trouve actuellement en Indonésie des voitures de plus de
21 marques différentes assemblées sur place (pour la plupart près de
Jakarta). La production d'assemblage de chaque marque ne dépasse pas
45 000 unités .

ANNEE	VEHICULES COMMERCIAUX	VEHICULES DIVERS	VEHICULES DE TOURISME	TOTAL
1972	11 816	4 177	6 125	22 128
1973	19 485	2 041	15 433	36 959
1974	32 729	3 376	24 697	59 802
1975	45 022	3 081	30 770	78 873
1976	44 517	6 759	24 298	75 574
1977	74 333	6 049	12 853	93 235
1978	84 191	9 103	15 373	108 667
1979	75 268	9 023	14 264	98 555
1980	134 801	17 568	22 413	174 782
1981	160 306	24 980	27 383	212 669
1982	133 656	25 234	29 664	188 554
1983	119 369	11 632	24 179	155 180

(source : Kompas 20/03/84)



DAIHATSU

2°) Domination des marques japonaises.

Depuis très longtemps le marché indonésien est lourdement dominé par les marques japonaises Mitsubishi, Toyota, Daihatsu, Suzuki, Honda, Isuzu, Hino.

Le tableau de production de l'année 1983 montre bien la **position dominante des marques japonaises, et la faiblesse de la présence des marques françaises.**

MARQUE	VEHICULES COMMERCIAUX	VEHICULES DIVERS	VEHICULES TOURISME	TOTAL
1 MITSUBISHI	41 000	-----	3 145	44 145
2 TOYOTA	25 129	1 700	5 214	32 043
3 DAIHATSU	22 686	2 286	1 785	26 757
4 SUZUKI	13 499	6 576	-----	20 075
5 CHEVROLET	7 236	-----	-----	7 236
6 HONDA	-----	-----	7 014	7 014
7 ISUZU	4 681	-----	-----	4 681
8 MERCEDES	2 664	-----	639	3 303
9 HINT	1 294	-----	-----	1 294
10 PEUGEOT	-----	-----	1 292	1 292
11 FORD LASER	-----	-----	1 229	1 229
12 MAZDA	-----	-----	1 035	1 035
13 HOLDEN	-----	-----	914	914
14 RENAULT	-----	-----	847	847
15 CITROEN	207	380	27	614
16 NISSAN	252	120	48	420
17 VOLVO	150	-----	128	278
18 FIAT	-----	-----	276	276
19 B.M.W.	-----	-----	141	141
20 JEEP	-----	31	-----	31
21 AUTRES MARQUES	571	539	445	1 555
TOTAL (1983)	119 369	11 632 24 179	155 180	

3°) Des voitures entièrement "made in Indonesia" en 1988

Dans le cadre du développement industriel, le gouvernement encourage l'entrée de ce pays dans l'ère, "full manufacturing" de l'industrie automobile, ce qui signifie que toutes les pièces, moteurs compris, doivent être fabriquées sur place.

A la fin du 4^{ème} plan quinquennal (1988), la fabrication de voiture entièrement "**Made in Indonesia**" sera réalisée, grâce aux différentes mesures prises par le gouvernement (Kompas, 20/3/84).

a r r
Déjà, pour 1985, tous les véhicules utilitaires, devront être équipés de moteurs de fabrication locale. Pour ce faire, un certain nombre d'entreprises ont obtenu des licences de fabrication de moteurs. ;
Toyota, Daihatsu, Isuzu, Mazda, Hino, Mitsubishi, Daimler Benz.

Pour les assembleurs qui n'ont pas d'usines de fabrication de moteurs on peut citer:

Honda, Ford, Fiat, BMW, Peugeot, Renault, Citroen, Holden, Volvo, Jeep, Volkswagen.

(Kompas, 20/3/84)

* * *

*

EVOLUTION DES TRANSPORTS ROUTIERS
1979-1982

voir tableau page 179 du précédent dossier de
U.S

L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

ent
es Dans le domaine de l'industrie sidérurgique indonésienne, la participation et la contribution française au développement était attendue depuis longtemps.

1°) Un plan sur 10 ans.

Le complexe sidérurgique Krakatau (Java-Ouest) est le premier dans ce genre pour l'Indonésie. Il constituera également **le premier centre sidérurgique de l'Asie du Sud-Est** utilisant des fours électriques pour la fabrication de l'acier.

Le développement de l'industrie sidérurgique, faisait partie des vieux projets, datant de l'époque du Président Sukarno (1965).

En 1970, l'idée était de nouveau relancée en constituant l'entreprise d'état Krakatau Steel. Le gouvernement a envisagé de le développer, en plusieurs phases sur une période de 10 ans, pour intégrer la production d'acier à partir du traitement du minerai, avec une production finale envisagée de l'ordre de **2,2 millions de tonnes par an.**

2°) Une usine intégrée.

Conformément à la première partie des objectifs de Krakatau Steel, la construction d'une usine de barres étaient achevée à la fin de 1976, puis au début de 1977, la production commerciale commença. Une usine de profilés installée dans le même bâtiment était achevée en juillet 1977.

d
† dans le cadre de la mise en oeuvre de la deuxième partie des objectifs de la Krakatau Steel, un programme étendu a été mis au point pour la construction d'une **usine d'acier complètement intégrée** couvrant la ransformation du minerai de fer jusqu'aux produits finis.

3°) Production de fer blanc.

En 1984, le Krakatau Steel produit environ 1 million de tonnes de fer. A partir de 1982, la société, conjointement avec Tambang Timah (une entreprise d'état d'étain) a commencé un projet commun pour monter une usine de fabrication de "tin plate", destinée à couvrir les besoins de l'industrie de conserves locales. Le projet envisage **une production de 130 000 tonnes de "fer-blanc" par an.** Le coût de sa construction sera d'environ 112 millions de dollars US.



4°) L'indépendance sidérurgique.

↳ Le Krakatau Steel sera, finalement en mesure de fournir les produits en acier nécessaire au développement de nombreux secteurs industriels, y compris l'industrie du bâtiment.

C'est ainsi que se réduira la dépendance de ce pays envers l'étranger pour ce qui concerne les produits sidérurgiques.

L'achèvement du projet Krakatau Steel ouvrira un nouveau chapitre dans le développement de l'industrie de l'acier indonésien et stimulera, dans l'avenir, la croissance d'autres industries métallurgiques et mécaniques.

5°) Les petites et moyennes entreprises.

La demande en acier sous forme de barres, tôles, profilés, fils, laminés, tubes et tuyaux, a progressé de façon significative, au rythme de 11% par an. Les besoins du pays couvrent approximativement 1,7 millions de tonnes en 1980.

c
est x

En 1984, Cent P.M.E industrielles sidérurgiques produisaient des fers à béton, fils, barres et tuyaux, en quantités insuffisantes. Le progrès de la sidérurgie, ces dernières années, sont donc indissociables du développement du projet de Krakatau Steel.

* * *

*

LE LAMINOIR A FROID DE KRAKATAU

A partir de septembre 1984, plus de cent français et françaises, sont partis en Indonésie, par petits groupes, afin de vivre et travailler **dans le complexe sidérurgique géant, intégré, de Krakatau**, situé à Celegon (Java-Ouest).

La société P.T. Cold Rolling Mill Indonesia (CRMI) a réalisé ce projet grandiose, en coopération avec plusieurs entreprises étrangères groupées en consortium (Spie-Batignolles, CLECIM, et deux entreprises espagnoles).

1°) Démarrage prévu : 1987.

Le contrat de construction est entré en vigueur le 21 octobre 1983, et le démarrage prévu pour le premier trimestre 1987.

L'investissement total estimé à **805 millions de dollars US** (environ 7,2 milliards de francs, taux 84), a considérablement augmenté ; l'investissement initial étant fixé à 626 millions de dollars US.

Celui-ci inclut les dépenses suivantes :

- préparation du terrain gestion et étude.	91,98 millions de \$ US.
- matériels de fabrication	160,11 "
- équipements auxiliaires	47,68 "
- montage et travaux publics	230,46 "
- charpentes métallique	31,38 "
- Services généraux	11,38 "
- pièces détachées	30,13 "
- fret et assurances	22,67 "

(source : Indonésie Aujourd'hui N°27)

Les entreprises construisent en même temps un laminoir à chaud.

2°) Les prévisions de la production annuelle.

La production annuelle de 850 000 tonnes de produits sidérurgiques laminés à froid se répartit comme suit :

- produits de base galvanisés	384 000 tonnes
- tôles/rouleaux laminés	215 000 tonnes
- produits de base tubes	121 000 tonnes
- tôles/rouleaux fer blanc	130 000 tonnes

Selon les prévisions, la production atteindra 50% en 1988, 80% en 89, 100% en 90. Au moment de la production à pleine capacité, l'usine absorbera annuellement 950 000 tonnes de matières premières.

(source : Indonésie Aujourd'hui, n°27)

3°) Source de financement de ce projet.

ees

Les finances de ce projet, autres que le capital social de l'entreprise, d'un montant de 245 millions de dollars US, sont complétés par des prêts étrangers comportant :

- un prêt commercial en euro-devises de 218 millions de dollars US sur 10 ans, incluant une période de franchise de 4 ou 5 ans ; à un taux d'intérêt de 1,25% au dessus du dépôt LIBOR US \$, pour une durée de 3 à 6 mois.

- Un crédit français à l'exportation de 1,72 milliards de francs, pour le financement de 85% du matériel français, sur 14 ans, incluant une période de franchise de 4 ans à un taux d'intérêt annuel de 8,75%, y compris la prime de la COFACE.

- Un crédit espagnol à l'exportation de 13,44 milliards de pesetas, sur 14 ans, pour le financement de 85% du matériel espagnol .

- Un prêt Eximbank US de 6,8 millions de dollars US sur 8,5 ans comprenant une période de franchise de 4 ans à un taux d'intérêt annuel fixe d'environ 10%.

(source : Indonésie Aujourd'hui, n°27)

CLECIM

4°) Participation française.

De nombreuses entreprises françaises participent à la réalisation du groupe sidérurgique, Spie-Batignolles, Creusot-Loir, Clesim, etc..

X

Parmi les quatre sociétés principales, contractantes, Clessin apporte son savoir-faire pour les équipements de production et les procédés industriels, Spie Batignolles, son expérience d'assembleur et d'organisation de grands travaux. Technidas Reunidas, société espagnole, réalise les techniques nécessaires à la production des fluides énergétiques, et Centunion (également espagnol), les charpentes de bâtiments.

X Y

La société Spie-Batignolles, assume la responsabilité du Consortium, la formation du personnel quant à elle, est assurée, tant en Indonésie qu'en France, par des sociétés françaises.

CLECIM

5°) Fin des travaux...? 1988.

Selon le plan d'exécution du projet, la mise en route des unités de production est prévue pour le printemps 86. Toutefois les **obligations contractuelles de Spie-Batignolles ne seront terminées qu'en Avril 1988**, après la période d'assistance.

Le projet comprend également un programme de formation. A partir de mars 1985, avant la mise en service de l'usine, un centre capable d'accueillir 273 stagiaires a été créé sur le site. Une équipe d'ingénieurs-formateurs de Spie-Batignolles-Clecim assure la formation.

3 x Début juillet 1985, un groupe indonésien d'environ 80 personnes, est arrivé en France pour suivre une formation générale dans les usines sidérurgiques.

2 (Cette importante formation mobilise sur le terrain environ 5000 personnes dont 500 expatriés étrangers.

(source : Indonésie Aujourd'hui, Dec.84)

6°) Spie-Batignolles a repris CLECIM.

Après les difficultés auxquelles Creusot-Loire a été confronté en 1984, Batignolles a repris Clecim, filiale de Creusot-Loire, spécialisée dans les équipements sidérurgiques.

Spie-Batignolles a été amenée à s'intéresser au devenir de Clecim, en raison du contrat de 4,5 milliards de francs contracté pour ce projet géant de Krakatau, et sur lequel les deux firmes étaient associées.

Plusieurs centaines de millions de francs de pénalités, étaient prévus en cas de défection. Clecim employait 1 600 personnes sur les sites de Courbevoie, Saint-Chamond, Montbrison et Ferrière.

* * *

*

L'EXPANSION DES INDUSTRIES MECANIQUES

L'industrie mécanique et les machines-outils de l'Indonésie se sont rapidement développées au cours des dix dernières années. Ce mouvement s'accélère dans une croissance relativement spectaculaire, à la fois en ce qui concerne le volume que la diversification des produits.

1°) Participation de l'industrie privée et des investissements étrangers.

Le gouvernement indonésien a accordé une grande priorité à ces deux types d'industrie en planifiant un certain nombre de nouveaux projets pour la production de machines-outils et de leurs composants.

Le bureau de Coordination des investissements en Indonésie (BKPM) recherche **des investissements étrangers** pour un certain nombre de projets dans le secteur de l'industrie mécanique et métallurgique, incluant la production de machines, de pièces détachées et de machines-outils.

Parmi ces projets figure la **fabrication de matériels de traitement et de structures mécaniques** pour l'industrie du pétrole et du gaz, tels que:

- séparateurs de gaz et de pétrole, déshydrateurs, filtres et épurateurs de gaz carbonique, plateforme en mer, leviers de chargement, systèmes d'amarrage, structures de forage et équipement de têtes de puits. (source : Indonésie Aujourd'hui, Avril 84)

2°) Préparer le cinquième plan quinquennal.

Pays en voie de développement et en voie d'industrialisation, l'Indonésie a besoin de biens d'équipements pour développer ses activités économiques (les biens d'équipement représentaient en 1984 environ 47 à 48% de ses importations).

Le gouvernement Indonésien encourage les investissements étrangers uniquement dans certains secteurs, et il impose certaines restrictions sur les titres de propriété ; refuse les filiales appartenant entièrement à des étrangers, insiste sur ce qu'on appelle le programme "d'indonésianisation" des associations en participation avec des étrangers. Enfin, met en place un calendrier pour augmenter la participation locale. Tout cela pour préparer l'indépendance du pays et le 5^{ème} plan quinquennal.

L'ELECTRICITE INDONESIENNE ET LA FRANCE

Dans le domaine de l'électricité, les relations entre l'Indonésie et la France sont très privilégiées et elles ont commencé depuis plus de 20 ans.

Depuis lors, des entreprises groupées autour de la Compagnie Générale de l'Electricité (C.G.E.), avaient exécuté, chaque année, des projets ~~divers~~ et ~~des~~ missions variées, à la demande du gouvernement indonésien ou de la Compagnie d'Electricité d'Etat PERUSAHAAN LISTRIK NEGARA (PLN).

La compagnie PLN, homologue de l'E.D.F., arrive en seconde position en tant que compagnie d'état après la PERTAMINA.

La PLN confie aux entreprises françaises de nombreux projets importants, y compris la formation des cadres (sur place) et l'accueil de stagiaires (en France).

1°) 1250 villages doivent être équipés.

Selon le 4^{ème} plan, chaque année, environ 250 villages doivent être équipés de l'électricité, ce qui signifie qu'à la fin de 1988 environ 1 250 villages de cet archipel doivent être "branchés" par la PLN.

2°) Capacité de production.

Le budget prévu pour le secteur de l'énergie (hydraulique et thermique) dépasse les 11%.

En 1983, la capacité de production se situe à 8 113 mégawatts, dont environ 3 935 sont produits par le PLN.

Selon les données de l'année 1982, l'électricité consomme 11,6% d'énergie, le reste se répartit de la manière suivante:

- 25,2% pour les ménages,
- 25,9% pour les transports,
- 37,3% pour les industries,
- et 11,6% pour l'électricité

4°) Participation des entreprises françaises.

Les entreprises françaises Jeumont-Schneider, Merlin Gerin, CCM-Sulzer, CGE-Alstom, Cogelec, Coyne et Bellier, Cables de Lyon, etc... ont participé ou réalisé de grands projets de barrages hydro-électriques, des centrales diesel, des sous-stations.

PERUSAHAAN LISTRIK NEGARA

Le géant homologue d'EDF, l'entreprise d'état P.L.N., planifie, produit, et distribue l'énergie électrique en Indonésie.

Elle emploie 45 000 personnes pour un bénéfice de 800 milliards de Rupiahs, sa distribution concerne 4,6 millions d'abonnés.

1°) Capacité de la société.

PLN, selon le plan Quinquennal devrait faire passer sa capacité de production de 3 935 Mégawatts (1983) à 9 000 Mégawatts à la fin du 4ème plan.

L'estimation du budget pour réaliser ce programme serait de 10,2 trillions de Rupiahs (environ 80 milliards de francs), y compris pour l'installation, l'équipements des transmissions et la distribution (Kompas, 24/09/84).

La capacité génératrice de PLN provient à 80% de centrales thermiques, le reste est d'origine hydraulique. Cette dépendance vis à vis du pétrole devrait diminuer, et pour une puissance de 9 000 Mégawatts installés en 1999, seulement 52% résulteront de sources non pétrolières (Kompas, 24/9/84)

2°) Soutien de la croissance industrielle.

Le gouvernement indonésien a donné une grande priorité à l'électricité, car la demande en énergie électrique est énorme pour soutenir la croissance industrielle et le développement économique, social et culturel.

Dans la plupart des cas, les installations industrielles et commerciales sont obligées d'installer leur propre centrale électrique.

Les petites centrales (privées) jouent encore un rôle important car elles produisent encore plus de la moitié de la capacité totale du pays.

3°) Ressource hydrauliques et géothermiques.

La capacité génératrice provenant des centrales thermiques utilisant le pétrole sera augmentée, mais des **centrales hydrauliques géothermiques et utilisant le charbon seront multipliées.**

Plusieurs centrales hydrauliques utilisant des barrages sont en cours de construction.



La géothermie devient un objet d'étude sérieux depuis plusieurs années, car cette énergie dite "nouvelle" abonde en Indonésie, compte tenu de la centaine de volcans actifs. Le P.L.N envisage de produire 1000 Mégawatts d'électricité géothermiques en 1990.

4°) Un marché potentiel pour la France.

Le P.L.N envisage de générer 51 690 Mégawatts en l'an 2003, pour soutenir la croissance économique et démographique. Cette nouvelle ambition, va entraîner une dépense gigantesque pour les investissements et constituera un **marché potentiel pour les entreprises étrangères... y compris pour les entreprises françaises.**

5°) Répartition des sources d'énergie pour la production d'électricité pour l'an 2003. (source : OCVA 1984)

<u>ORIGINE</u>	<u>PUISSANCE</u>	<u>%</u>
hydraulique	7 738 MW	11,1
pétrole	11 168 MW	21,5
Nucléaire	15 000 MW	29,0
géothermique	1 490 MW	2,9
Charbon	18 295	35,5

6°) Centrales en service d'ici 1989

Cet objectif doit être atteint progressivement avec les centrales suivantes qui doivent en principe entrer en service d'ici 5 ans (à partir de 1984).

Hydrauliques :

- Singkarak (Ouest-Sumatra) 80 MW
- Riam Kiwa (Sud-Kalimantan) 42 MW
- Bakar (Sulawesi) 190 MW
- Saguling (Ouest-Java) 700 MW
- Cirata (Ouest-Java) 500 MW

Charbon :

- Bukar Asam (Sud-Sumatra) 130 MW
- Suralaya (Ouest-Java) 1600 MW
- Probolinggo (Es-Java) 4 000 MW

Géothermiques :

- Kamojang (Ouest-Java) 110 MW
- Salak (Ouest-Java) 110 MW
- Dieng (Central-Java) 55 MW

BUKIT

+

Est-

L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE

achète

La France, depuis plusieurs années, achète des appareils électriques, des objets à usages électroniques provenant de l'Indonésie.

- 1982	326 359 000 frs d'importation
- 1983	23 406 000 frs "

S

1°) Des progrès très rapide.

L'industrie électronique indonésienne a progressé très rapidement, le gouvernement ayant pris des mesures, en 1977, pour favoriser le développement de cette industrie de pointe, et diminuer ainsi les importations dans ce secteur. Certains produits finis importés furent interdit ou lourdement taxé à l'importation.

S xés e

2°) La production de téléviseurs et de radios.

L'assemblage de téléviseurs et de radios a connu de grande difficultés, la concurrence très rude des importations en est la cause.

S
t

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(en milliers)					
Radios	1 280	1 019	1 111	1 135	1 590	1 228
Téléviseurs	611	660	730	847	654	623

(source : ministère de l'Industrie)

La stagnation de la production de radios est le résultat de la popularité des radio-cassettes dans ce pays.

3°) Plus de 80 entreprises dans ce secteur.

En 1984, plus de 80 entreprises s'activent dans la production de radios, radio-cassettes, téléviseur en noir et blanc, téléviseur en couleurs, magnétophones, auto-radios, amplificateurs, haut parleurs.

S xxx

Pour favoriser l'industrie locale, le gouvernement encourage la fabrication sur place des composants utilisés dans le montage de ces produits, entre autres :

- transformateurs d'alimentation
- transformateurs d'entrée ou de sortie audio
- bobines haute fréquence
- haut-parleurs
- antennes tiges (radio)
- antennes T.V.
- circuits imprimés
- chassis pour T.V.

4°) Augmentation de la demande.

La demande pour les composants électroniques augmentera considérablement en 1985. L'estimation pour l'année 1985 est d'environ 580 millions de résistances, 113 millions d'inducteurs, et 179 millions de semiconducteurs.

La demande pour les circuits imprimés augmentera d'environ 395 millions de mètres carrés.

Le pays fait encore appel à l'importation des composants trop sophistiqués.

5°) Les activités des entreprises françaises.

insérer l'original

Les relations avec les entreprises françaises privées ~~ambiguës~~ sont encore faibles, quelques contrats ont été signés, d'autre n'en sont qu'au stade de la phase d'exploration..

Parmi ces entreprises on retrouve:

- le groupe Thomson-CSF
- le groupe ALCATEL
- le groupe TRT
- le groupe France-Cables et Radio
- le groupe Electronique Serge Dassault
- le roupe Matra
- l'entreprise Schlumberger.

6°) Les perspectives de la coopération avec la France.

Bien que l'industrie électronique soit ~~des~~ jeune, la volonté et l'ambition de développer ce secteur est ressentie fortement, dans les milieux officiels ou privés.

X
e x Au regard de la demande potentielle (bientôt 180 millions d'habitants), le marché indonésien de l'industrie électronique paraît énorme. L'étendue géographique de ce pays, avec ses milliers d'îles peuplées, nécessite un système de télécommunication relativement vaste.

Les industries naissantes et la modernisation du secteur agricole, sont également des marchés prometteurs pour l'industrie électronique.

S Pour ces perspectives, la coopération entre la France et l'Indonésie par les canaux gouvernementaux et privés, est sur une bonne voie, malgré la concurrence très yévère d'autres pays tels que le Japon, la Corée du sud, Taiwan, les Etats Unis, l'Allemagne, la Hollande et la Grande-Bretagne.

7°) Les activités du L.E.N. (Lembaga Elektronika Nasional)

Le rôle et les activités du L.E.N sont placés, par les autorités indonésiennes, au sein **des industries stratégiques** qui comptent au total 8 secteurs stratégiques (Aéronautiques, énergie, bien d'équipement, machinisme agricole, défense, construction navale, transports terrestres et télécommunications).

Les activités du L.E.N peuvent être (en 1985) divisées globalement en trois secteurs : **La défense/sécurité, les professionnels** (service publics de télécommunications, la télévision d'Etat, etc.), et **les consommateurs** ou le grand public.

Les activités du L.E.N couvrent **les recherches et la fabrication** de produits variés : semi-conducteurs, fréquences UHF pour les télécommunications, ordinateurs, et même préparations d'électronique spatiale.

S Le L.E.N. a fabriqué et monté environ 35 satellites terriens en Indonésie-Est (Irian Jaya, Nusa Tenggara, Sulawesi, Kalimantan, Natuna, etc), pour moderniser les télécommunications de ce pays (source : Kompas, 16/02/85).

8°) Transferts technologiques.

Grâce aux activités du L.E.N. dans de nombreux domaines, des transferts technologiques s'établissent avec cet institut.

Le L.E.N participe aux recherches communes avec des centres de recherche étrangers, il envoie à l'étranger des experts indonésiens pour qu'ils se familiarisent avec les nouveaux instruments et avec les équipements les plus récents, afin de les étudier et de les analyser, pour les fabriquer, plus tard, eux-mêmes.

~~XXXXXXXXXX~~

S
S En 1985, le L.E.N. peut produire les émetteurs de radio d'onde courte de 100 KW à 10 KW, des émetteurs de T.V. entièrement transistorisés de 1 KW à 10 KW, des satellites .

(source : Kompas, 16/2/85)

9°) L'Indonésie devrait rejoindre Taiwan et la Corée (du Sud).

La formation de techniciens indonésiens permettra à l'industrie électronique de se développer, car celle-ci est encore très en retard par rapport à d'autres pays. L'ambition de rattrapper Taiwan et la Corée du Sud **dans 15 ans**, n'est pas une utopie, mais une réalité ; grâce au resserments des liens et des coordinations entre : la formation, les usagers (consommateurs), les industries et la recherche .

D'après le Directeur de cet Institut, durant le 5^{ème} plan (1989-1994) l'Indonésie devrait atteindre le niveau de la Corée (du sud), dans le domaine de l'électronique (source: Kompas 16/2/85).

10°) Le rôle du L.E.N.

Le L.E.N en dehors de la recherche, se lance dans la production ou la fabrication de nombreux produits électroniques, parfois assez sophistiqués.

En 1985, environ 720 personnes travaillent dans ses bureaux, ateliers, laboratoires. Parmi eux, se trouvent environ 100 ingénieurs ou scientifiques et 50 diplômés de l'enseignement technique supérieur.

è Pour suivre les derniers progrès scientifiques des autres pays dans ce domaine, une partie des ingénieurs du L.E.N a été envoyée en France ou en Grande-Bretagne (source: Kompas, 16/2/85).

PP
D
C La direction du L.E.N a toujours essayé de trouver une stratégie appropriée pour accélérer le développement de l'industrie électronique indonésienne. Suivre le processus américain, japonais, ou européen ? Quelle priorité à donner ? développement au service des professionnels, au servie des consommateurs, au service de la défense ?

↑
x Selon l'observateur du Kompas, il paraît que le L.E.N. a tendance à choisir le processus selon le modèle européen. C'est-à-dire : développer la technologie au service des professionnels d'abord ; ensuite au service de la défense et du consommateur.



LES TELECOMMUNICATIONS

PERUMTEL

Plusieurs accords d'assistance technique, formation pour les ingénieurs et les techniciens, visites d'études, ont été conclus entre les P.T.T français et les P&T Indonésien (Péruntel). Des entreprises Françaises travaillent dans ce pays pour l'amélioration et le renforcement des télécommunication indonésienne.

SS

1°) Besoin d'un réseau puissant de télécommunication.

Actuellement l'Indonésie ne possède que 169 centraux téléphoniques automatiques avec 600 000 lignes, fonctionnant avec le système électro- mécanique et semi-électrique.

x aient les

Ces lignes devraient être augmentées (750 000 lignes prévues), dont la plupart serait montée avec le système digital.

o

se

Le gouvernement, conscient de la signification politique et économique du développement des télécommunication, a donné un priorité à ce domaine, ainsi le réseau téléphonique a été renforcé par une augmentation de 110 000 lignes et 2 500 telex.

2°) Des projets importants pour les entreprises françaises.

La bonne performance des entreprises françaises en Indonésie dans le domaine de l'électricité, des travaux publics, de l'aviation civile et du pétrole depuis de longue date, a créé une atmosphère favorable pour la conquête des contrats dans le domaine des télécommunications.

a) projets en phases d'études.

⊕

liaison sous-marine Medan (Nord sumatra) - Colombo
projet de téléphone rurale (très vaste et coûteux)

b) réalisations.

CIT-Alcatel a réalisé des projets importants :

- liaison téléphonique sous-marine entre Nord-Sumatra et Singapour.
- liaison hertzienne entre Medan (Nord-Sumatra) et Jakarta.
- liaison interurbaine entre de nombreuses villes.

Singapore

3°) La concurrence pour les contrats

Le 20 juillet 1984, le contrat pour la liaison téléphonique sous-marine entre l'Australie-Indonésie-Singapour (4 643 km au total) a été signé à Perth (Australie) par PT Indonesian Satellite Corporation, The Overseas Telecommunication (Australie), Telecommunication Authority of Singapour et Cable & Wireless (Hong-Kong). Le coût total de cette ligne s'élève à 175 millions de dollars US. Les travaux, commencés en 1984, seront terminés fin 86.

Sans doute, la "bataille" pour les télécommunication en Indonésie est difficile, et inmanquablement, on retrouve les mêmes pays essayant d'arracher les grands contrats concernant les centraux spatiaux, le réseau de satellites domestiques PALAPA, et le centre des télécommunication de l'Aéroport de Gengkareng.

4°) L'augmentation de la demande

Le 4^{ème} plan de développement prescrit, pour les télécommunications, le renforcement des équipements et l'amélioration de leur gestion. 10 000 liaisons télégraphiques, 1 500 unités de ligne d'un système de transmission rapide de données utilisant une technologie de commutation par paquet (via les satellite) permettra de stocker les informations de façon électronique, puis de les transmettre rapidement au moment voulu.

5°) La région de Jakarta

En Indonésie, les services de télé-communication sont assurés par des entreprises publiques, notamment Peruntel, chargé des services téléphoniques et télégraphiques, et PN. POS, responsable des services postaux.

En 1981, le nombre moyen de téléphones en service atteignait presque six pour 1000 habitants.

C'est en fait dans la région de Jakarta qui compte 35,1 téléphone en service pour 1 000 personnes que l'on trouve la plus forte concentration.

PERUMTEL

LES SATELLITES PALAPA ET ARIANE

Parmi les principaux projets qui, dans le domaine des communications ont été achevés, figurent :

- un programme de satellites nationaux- 40 stations terriennes reliant 27 capitales provinciales et 13 autres grandes villes.

- un projet dans le domaine des services télégraphiques et de télex, ainsi qu'un programme concernant l'installation de centraux téléphoniques dans 41 villes.

Le coût total de ces projets, dont la plus large part a fait l'objet d'accord de financement, est estimé à 1,2 milliards de dollars, dont environ les deux tiers en devises.

1°) PALAPA /A et PALAPA /B. PALAPA

Le premier des satellites de la deuxième génération, a été lancé par la navette spatiale américaine Challenger, en juin 1983. PALAPA B1, remplace le satellite PLAPA A 1 lancé en 1976.

Le système de communication PALAPA a constitué une révolution pour les services de télex, de radio, de télévision, de télécopie et de transmission de données indonésiennes.

Entre autres avantages, ce système permet de joindre en automatique toutes les grandes villes d'Indonésie, et d'assurer un service de télévision dans l'ensemble du pays par l'intermédiaire du réseau national géré par le gouvernement, TVRI.

Ce nouveau service améliore les transmissions de données, assurées par P T Industrie Telekomunikasi Indonesia (PT INTI).

En 1982, PT INDOSAT, la société internationale de télécommunication qui appartient à l'Etat, a mis en place un service de téléconférence qui permet de transmettre des voix, des photos, et des textes entre JAKARTA et SINGAPOUR. Cette société a également étendu son service international automatique qui, en septembre 1982, reliait Jakarta à 52 villes du Monde.

Les réseaux de télex relient directement Jakarta à 150 point du monde.

(source: Indonésie Aujourd'hui, déc. 84)

2°) Des satellites pour l'enseignement.

Pour l'archipel indonésien, avec sa superficie totale de 3,1 millions de km², les satellites de communication facilitent le développement économique, social et culturel ; ainsi dans le cadre de la réalisation du programme de l'enseignement à distance, le gouvernement termine les études sur la possibilité d'utiliser les satellites à cette fin.

les unes aux autres Selon le programme qui commencerait en 1984, huit universités de l'Indonésie-Est pourraient être reliées l'une à l'autre grâce aux transmissions par satellites, afin d'échanger textes et documents, dans le cadre de l'enseignement et de la recherche.

Les universités concernées sont : UJUNGPANDANG, MENADO, BANJARMASIN, JAYAPURA, MANKWARI, AMBON, PALU et SAMARINDA.

Les transmissions seront assurées en utilisant deux satellites avec l'appui de 130 "stations-sol" (Kompas 31/8/84).

3°) Les possibilités de coopération avec Ariane ?

Selon la revue Tempo, le gouvernement indonésien a commencé à envisager de lancer les satellites de communication PALAPA (de troisième génération C), avec ARIANE ; suite à la réussite du lancement d'un satellite américain par ARIANE-SPACE à Kourou (Guyane) fin mai 1984.

à Madame Edith Cresson a invité un représentant du gouvernement indonésien pour assister cet événement. La réussite d'Ariane à Kourou a incité le gouvernement à réfléchir sur la possibilité de coopérer avec ARIANE. (Tempo, 9/6/84).

Autrefois, le gouvernement indonésien a beaucoup travaillé avec la NASA et avec les entreprises américaines spécialisées dans les télécommunications, comme Transpec Carriers Incorporated, Hughes Aircraft, ITT, Philco-Ford, Teleconsult, Comsat.

a Le lancement des satellites de communication PALAPA 1 et PLAPA 2 ont été exécuté par des entreprises américaines.

4°) Coût du lancement :

Le changement d'orientation de l'Indonésie vers l'Europe a abouti à des reproches de la part des américains, accusant, selon Tempo, ARIANE-SPACE d'avoir arraché un client potentiel en bassant le prix de lancement de 25 à 30% du prix habituel sur le marché européen.

Le dirigeant de'ARIANE-SPACE, Monsieur Frédéric d'ALLEST, a déclaré que son entreprise fixe le coût de lancement d'un satellite à 25 millions de dollars US, donc presque le même prix que la NASA (Tempo, 9/6/84)

ARIANE-SPACE est un consortium européen, constitué de 36 entreprises aéronautiques , 11 banques et le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES).

* * *

*



TELEVISION ET RADIO

Si dans le domaine des communications, de l'électricité et des transports aériens, la France a commencé à jouer un rôle (même minime) en Indonésie, ce n'est pas encore le cas pour l'audiovisuel. Dans ce secteur, là encore la concurrence est très sévère, entre le Japon, l'Allemagne et les Etats-Unis. Malgré cela, avec beaucoup de persévérance et beaucoup de travail sur place, la France peut encore s'implanter.

La Télévision est gérée par l'Etat. A l'origine, ses émissions étaient limitées à une heure par jour, en noir et blanc. Actuellement, en 1984, elle diffuse, en couleurs, sept heures par jour, avec une émission d'une demi-heure quotidienne pour le journal diffusé en anglais.

depuis sa naissance en 1962

1°) Le progrès grâce aux satellites.

S Les progrès très significatif de la T.V. indonésienne ont vu le jour grâce au satellite PALAPA (lancé par la firme américaine Hughes).

o Les émissions de la T.V. sont envoyées au satellite qui les retransmet aux 200 stations implantées sur 13 500 îles, avec une distance de 3 400 miles d'Est en Ouest, ainsi, 26% du territoire est couvert.

X sont

S
S

96,8 millions d'habitants (adultes et enfants) regardent la T.V. quotidiennement. Cela représente environ 63% de la population, dont une majorité habite les régions rurales.

Dans les régions lointaines sans électricité, les téléspectateurs utilisent des batteries.

Selon les sources locales, 6 millions de postes sont enregistrés, correspondant à une redevance mensuelle, mais ce chiffre ne correspond pas à la réalité.

A Jakarta 75% de la population adulte possède un poste.

2°) La radio officielle.

(Kompas, 25/8/84)

X Seul Thomson-CSF est intervenu dans ce cadre. La radio Republik Indonesia (RRI), établie en 1945, est la radio officielle du gouvernement. Elle a actuellement 49 stations relayées par 300 postes de retransmission éparpillés dans les îles.

La RRI diffuse 24 heures d'émissions par jour, dont environ 25% pour les informations, 20% pour les religions et l'éducation, 50% pour les loisirs, et 5% pour la publicité.

3°) Les actions de Thomson CSF.

Thomson-CSF a réalisé les liaisons radio pour l'aviation civile, la mise en place du matériel électronique pour les centres de formation aéronautique, système de télécommunication HF, etc.

Cette société a aussi rendu des services, en 1982, à la RRI pour le montage d'un émetteur dont le coût s'élève à 20 millions de francs.

4°) radio privée ou radio libre.

Si pour la Télévision, l'Etat a pris une position de monopole, la participation privée dans le domaine de la radio est tolérée par les autorités, tout en gardant un contrôle assez étroit.

569 stations de radio privées émettent dans le pays, dont 38 à Jakarta. Les programmes des stations privées ne peuvent dépasser 18 heures par jour, à partir de 6 heures du matin jusqu'à minuit, elles ne sont pas autorisées à produire leur propre journal parlé (informations, commentaires) et sont par obligation, obligées de retransmettre les informations de la RRI 15 minutes six fois par jour.

* * *

*

LA PRESSE

HARAPAN

KOMPAS

Les relations entre la France et l'Indonésie dans le domaine de la presse écrite sont très minimales. Des stagiaires indonésiens ont suivi les cours du C.P.J. (Centre de Perfectionnement du Journalisme) à Paris. Des journalistes indonésiens ont été reçus à Paris, et parmi eux se trouvaient ceux de la revue TEMPO, des journaux SINAR HARAPAN et KOMPAS.

A Jakarta un bureau de l'AFP fonctionne depuis longtemps.

Dès les années 60, les Etats-Unis, la R.F.A et la Hollande ont noué des relations avec le milieu de la Presse indonésienne (exemple : stage par Die Welt à Hambourg pour un journaliste du journal MERDEKA ; invitations par les Etats-Unis pour faire un tour ; ainsi que des stages en Hollande).

1°) La bonne expérience de GIFAS.

Des efforts concertés conjointement, par le gouvernement français (l'ambassade de France à Jakarta), par les entreprises et les instituts français, peuvent être étudiés pour établir des relations plus étroites avec la presse indonésienne.

Considérant la situation locale, cette tâche ne doit pas être toujours facile.

la → N

L'expérience de GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et spatiales) ou SFENA (Société française d'Equipements pour la Navigation Aérienne) d'inviter un journaliste du journal KOMPAS de Jakarta, est une excellente référence. Le journaliste a écrit un long article sur l'industrie aéronautique française, après son tour de presse en France. (paru dans Kompas le 17/06/84)

2°) Les expériences de presse et les journalistes.

D'après les chiffres publiés par le Ministère de l'Information (1983), 260 entreprises d'édition de presse fonctionnent en Indonésie, regroupées dans la seule association d'éditeurs, le SPS (Serikat Penerbit Surat kabar).

Les éditeurs de presse indonésiens emploient 12 700 personnes dont 5 400 journalistes (Tempo, 28/7/84). Le service culturel de l'ambassade de France a, en général, de bonnes relations avec la presse locale.

5 5
X La presse écrite indonésienne emploie 5 400 à 5 700 journalistes, qui travaillent dans les quotidiens, hebdomadaires ou mensuel de toute sortes. Environ 3 700 journalistes sont adhérents à l'Association des journalistes Indonésiens (P.W.I.), une association qui exerce une grande influence (et pression) au sein du milieu journalistique. Parmi les journalistes de ce pays, une très faible minorité a étudié dans les écoles ou facultés de journalisme .

3°) Le taux de lecture.

5 Le taux de lecture de la presse indonésienne varie considérablement. Selon les résultats d'enquête faites par PT SURVEY RESEARCH INDONESIA (1983), nous trouvons parmi les grandes diffusions :

1. POS KITA (Jakarta)	1 866 000	lecteurs
2. KOMPAS (Jakarta)	1 567 000	"
3. SINAR HARAPAN (Jakarta)	848 000	"
4. SINAR PAGI (Wedan)	805 000	"
5. PIKIRAN RAKYAT (Bandoung)	478 000	"
6. MERDEKA (Jakarta)	250 000	"
7. SUARA KARYA (Jakarta)	208 000	"

(MEDAN)

A

Imperial

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Dans le domaine pharmaceutique, la France a une très bonne réputation, et s'affirme en Indonésie grâce aux activités de Rhône-Poulenc, par sa filiale PT RHODIA.

Malgré l'implantation depuis plus de 20 ans, d'autres grandes industries pharmaceutiques comme BAYER (R.F.A.) et Imperial Chemical Industries (Grande Bretagne), les activités de la filiale PT RHODIA sont loin d'être négligeables. La lutte pour la conquête du marché indonésien se durcie, face aux activités "agressives" des industriels japonais, américains, hollandais, suisses.

t

1°) Les produits pharmaceutiques vétérinaires.

marquer l'original

avec l'introduction de

La réussite de Rhône-Poulenc, d'introduire ses produits vétérinaires, est une base prometteuse pour la suite de la stratégie de la firme.

ée

L'Association indonésienne de Pharmacie Vétérinaire (ASOHI) regroupe 653 adhérents (industriels, importateurs, grossistes, distributeurs et détaillants), comparé au total de ce secteur (843), nous voyons l'importance de son impact politique et économique. Lors de son congrès national d'août 84, elle a étudié les besoins et les perspectives des produits, envoici quelques résultats. :

x en/voici

2°) l'industrie pharmaceutique

o
è
s

Pour la majorité de la population de plus de 60 000 villages, le problème de l'accès aux soins médicaux semble toujours aussi difficile. Le coût d'une visite médicale, et le prix des médicaments restent assez cher pour un grand nombre de personnes.

En 1984, 286 entreprises travaillent dans l'industrie pharmaceutiques; parmi elles, 40 firmes étrangères, 37 PMDN (investissements mixés) et environ 209 entreprises locales.

§
t

L'ensemble à produit environ 6 315 sortes de produits, ce qui à côté du Japon parait assez faible (1800 entreprises produisent 60 000 sortes de produits, Tempo, 4/8/84 et Kompas 24/12/84).

↑
X

30

2°) Recherches pour l'exportation.

L'Association des Scientifiques Indonésiens en Pharmacie (ISFI) a tenu en août 1984, un congrès au cours duquel il a souligné les impératifs de mettre sur pied un forum scientifiques qui aurait pour objectifs : le développement des recherches et la technologie en pharmacie.

elle
de

5 A cet effet, l'association a demandé au gouvernement de promouvoir les recherches, de mettre en valeur les richesses naturelles et potentielle de ce pays en exploitant davantage les exportations comme la quinine et le curcumin.

Actuellement, 3 500 pharmaciens occupent une officine, en l'an 2 000 ce chiffre atteindra **10 000** (Kompas, 30/8/84).

3°) La valeur des produits consommés.

Selon le journal Kompas, la valeur des produits pharmaceutiques consommés durant le 2^{ème} plan approchait les 1,5 milliard de dollars US, et durant le 3^{ème} plan, 2,5 milliards de dollars US, soit une augmentation de 66%.

* * *

*



L'INDUSTRIE DU BOIS

1°) Importation française en provenance de l'Indonésie.

<u>année</u>	<u>tonnes</u>	<u>valeur</u>
1981		
1982		
1983		127 215 000 ??
1984		

voir l'original



2°) Surplus de production.

L'industrie indonésienne du bois, en 1984, a fait face à une période difficile, en raison de la situation économique mondiale et ses conséquences : la chute des prix sur le marché international.

de
Contrecoup

Le contre coup s'est manifesté aussitôt par une accumulation du surplus de production des bois de contreplaqués et sciages, estimé à 0,8 millions de m3 pour 1984 et 1,1 millions de m3 pour 1985 !

3°) Une centaine d'usine.

(Kompas, 19/6/84)

s
e

Jusqu'en mars 84, 85 unités produisaient, avec un capacité annuelle d'environ 4,8 millions de M3 ; mais 38 unités industrielles étaient en cours de construction avec une capacité estimée à 1,7 millions de m3 par an.

D

depuis fin 84, 105 unités fonctionnent et peuvent produire 5,6 millions de m3, tandis que fin 1985, 122 produiront un total de **6,5 millions de m3 par an.**

iète

Ce développement spectaculaire de l'industrie du bois inquiète beaucoup de personnalités qui pensent avec bon sens à **l'avenir des réserves forestières.**

Les chiffres de production de bois brut sont les suivants.

1971	13,7	millions de m3
1975	16,3	"
1976	23,3	"

1977	24,0	millions de m ³
1978	26,0	"
1979	32,0	"
1980	27,5	"
1981	23,5	"
1982	22,4	"

4°) 20% des exportations mondiales

Le gouvernement souhaite des exportations de produits transformés plutôt que du bois brut, en conséquence, il a décidé, en 1979, de limiter les exportations de bois de grume. Le quota pour les exportations des plots sera donc réduit progressivement chaque année.

Pour encourager le développement de l'industrie locale, le gouvernement favorise l'exportation de bois manufacturés, sous forme de **sciages et contre-plaqués**. Pour ce dernier l'Indonésie en est le premier fabricant mondial, et assure environ 20% des exportations mondiales (1983 et 1984).

Les exportations de bois occupent le premier rang des exportations non-pétrolières et a représenté en 1982 12,4% du montant total des exportations.

5°) L'industrie du contreplaqué.

Depuis 1978, l'industrie du contre-plaqué a connu un progrès considérable.

- 1973	2 usines,
- 1978	16,
- 1979	18,
- 1983	67,
- 1984	85,

6°) Les exportations de sciages et de contre-plaqués sont les suivantes :

<u>année</u>	<u>sciages</u> <u>en m³</u>	<u>contre-plaqué</u> <u>en m³</u>
1970	56 000	0
1975	410 000	2 000
1980	1 100 000	282 000
1981	1 003 000	434 000
1982	2 016 000	677 000
1983	2 500 000	1 250 000

7°) Le Japon : Principal client.

insérer l'original

0 x

En 1985, les exportations de ~~de~~ contre-plaqué pourraient s'élever à 3 000 000 m³. Le principal client étant le Japon dont le marché intérieur représente 7 millions de m³.

(dossier OCVA, 1984)

* * *

*



LE CAOUTCHOUC INDONESIEN

Chaque année la France achète une grande quantité de caoutchouc à l'Indonésie et à la Malaisie.

année	tonnes	valeurs (milliers de francs)
1976		59 565
1977		247 596
1978		205 328
1979		
1980		
1981		
1982		87 000
1983		179 000

à compléter

importation française de caoutchouc en provenance de l'Indonésie.

1°) Importance du Caoutchouc.

Pour diverses raisons, la production de caoutchouc de ce pays a connu une stagnation pendant très longtemps, laissant la Malaisie occuper le premier rang dans la liste des exportateurs mondiaux de caoutchouc naturel.

Actuellement, L'Indonésie **est le second exportateur de caoutchouc dans le monde**, en fournissant 24% de la demande mondial évaluée à 3,75 millions de tonnes.

Le caoutchouc, deuxième produit agricole d'exportation, détient une place importante dans l'économie, avec un moyenne annuelle produite de 850 000 tonnes.

En 1974, le gouvernement à lancé un programme de rajeunissement des plantations de caoutchoux, qui pour la plupart, se trouvent à Sumatra, encouragé par la Banque Mondiale qui a accordé un investissement de 5 millions de dollars US pour aider les petites exploitations familiales de Sumatra, Java et Kalimantan.

D'après le Directeur Général des Plantations, au total plus de 2 millions d'hectares de surface sont plantés en caoutchouc. Les paysans cultivateurs en exploiteraient 80% avec des rendements très bas, représentant 70 % de la production nationale. (Kompas 1/10/84)



S

L'amélioration technique des petites exploitations paysanne, (25 hectares), fait partie de la campagne de modernisation du gouvernement. Le but est d'améliorer la production et la qualité (350 kg par ha), afin d'approcher les résultats des grandes plantations (700 kg par ha).

2°) Les grandes plantations.

S
e

Le caoutchouc cultivé par les grandes plantations représente 30% de la production nationale. Certaines exploitation appartiennent au gouvernement (taille moyenne 10 000 hectares), les autres à 7 sociétés étrangères (anglaises et hollandaises).

Parmi les sociétés étrangères se trouve l'entreprise LONDON SUMATRA, une filiale de HARRISON et CROFIELD dont les premiers investissements en Indonésie remontent à 1906.

X

La principale zone productrice, est cultivée à Sumatra, (production concentrée dans dans le nord), on produit également du caoutchouc à Java et, en petites quantités dans les îles de Kalimantan, Irian et Jaya.

O

3°) L'Asie du Sud-est produit 95% de caoutchouc.

Plus de 95% de la production mondiale de caoutchouc naturel provient de l'Asie du Sud-Est, d'un arbre appelé l'hévéa, qui pousse en général à une altitude de 150 à 500 mètres.

S
Z
X

Les exportation représentent la moitié des exportations agricoles et 6% des exportations totales.

Les Etats-Unis sont les plus gros acheteurs suivis du Japon.

et Irian Jaya

de caoutchouc indonésien

* * *

*

L'INDUSTRIE TEXTILE

S
S

Depuis 1980 on trouve, sur le marché français, des chemise, chemisiers et pantalon **"made in Indonésia"**.

L'invasion des articles textiles indonésiens en Europe a été mal ressentie, notamment en Hollande, RFA, France et grande Bretagne, aussi, des restrictions ont été prises par certains pays pour **limiter les importations** de textile provenant d'Asie du Sud-Est.

1°) Des réactions très vives.

a...S
a

Cette politique de restriction a suscité des réactions très vives de la part des autorités indonésiennes qui ont pris cela pour une entrave à la réalisation du programme d'accélération des **exporttion non-pétrolières** aindonésiennes.

Le développement rapide de l'industrie textile a forcé le pays à trouver des débouchés pour ses produits, non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis et en Australie.

2°) Une Industrie de longue date.

L'industrie textile est à la fois l'industrie la plus ancienne et la plus importante en Indonésie. Le gouvernement a donné **une haute priorité pour le développement de ce secteur.**

Pendant les trois plans quinquennaux, le textile a connu un progrès très rapide .

1979	1 900 millions de mètres
1980	2 037 "
1981	2 094 "
1982	1 709 "
1983	1 564 "

Production du textile indonésien

S

3°) Des usines intégrée.

Pour favoriser le développement de l'industrie textile, le gouvernement soutient le **principe de l'usine intégrée.**

X

Beaucoup de sociétés ayant commencé par le tissage, ont élargi alors leurs activités vers la filature et la finition, certaines se sont lancées dans la production de fibres.

Des tisserands commencent à faire à la fois la finition et les imprimés, et des ateliers de tricotage se lancent dans l'industrie du prêt-à-porter.

1979	998 000	bâles
1980	1 184 000	"
1981	1 233 000	"
1982	1 370 000	"
1983	1 254 000	"

Production de filé (yarn) (source: ministère de l'industrie.)

4°) Domination des capitaux étrangers.

Pendant 10 ans, les investissements étrangers ont représenté un élément important dans le développement de l'industrie textile. Les capitaux de Hong-Kong, de taiwan, de Singapour et du Japon dominent ce secteur, qui profitent du très faible coût de la main d'oeuvre de ce pays.

Entre 1967 et 1983, plus de 120 demandes d'investissements étrangers représentant un montant d'investissement de l'ordre de 1,4 milliard de \$ US.

5°) Importation d'équipement et de matière première.

L'industrie textile indonésienne importe 95% du coton brut et 30% du filé, ainsi que des équipements d'usines et toutes les pièces détachées.

Cette situation continuera ainsi pendant longtemps, malgré les efforts entrepris par le gouvernement de diminuer la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

6°) Limitation des quotas d'accès.

En septembre 1984, la presse indonésienne a soulevé le problème de la limitation des quotas d'accès sur le marché américain. L'attaché commercial américain à Jakarta, a expliqué que les exportations de textiles indonésiens vers les Etats-Unis demeurent trop importantes, au point que le gouvernement a du décider de limiter les importations.

Il a déclaré également que les articles textiles indonésiens sont devenus très compétitifs sur le marché international grâce à une main d'oeuvre bon marché dans un marché intérieur très fort (Kompas, 1/10/84).

à
supprimer



L'INDUSTRIE DU PAPIER

Avec l'aide de la France, par l'intermédiaire de la société TECNIP, le besoin de l'Indonésie en papier pour les journaux sera comblé par la production locale à partir de 1985.

L'usine de papier de LECES (Java-Est), construite depuis 1982, et opérationnelle en juillet 1985, a coûté 270 millions de \$ US, dont 85% sont financés par le prêt du gouvernement français (Kompas 21/7/85).

Cette usine située à 112 km à l'Est de Surabaya, va produire, dans une première étape 90 000 tonnes de papier, ensuite 116 200 tonnes par an. Cette usine embauchera environ 260 personnes (Kompas, 21/7/84)

1°) Consommation annuelle de papier.

La presse consommait annuellement 117 000 tonnes, et 127 000 tonnes en 1983 (Kompas 18/7/84).

La totalité de la consommation de papier (pour tous usages), représente 400 000 tonnes. Cela signifie que la consommation de papier est encore très faible par rapport à celle d'autres pays de l'ANSEA,

- 2,5 kg par habitant en Indonésie,
- 3,5 kg en Thaïlande,
- 6 kg aux Philippines,
- 15 kg en Malaisie
- 40 kg à Singapour.

2°) Usine intégrée de pâte à papier.

En mars 1982, la SOGEE (Société de gestion, d'étude et d'entreprises) qui regroupe tous les grands papetiers français a signé avec l'entreprise d'état indonésienne IHUTANI un contrat pour l'implantation d'une usine intégrée de 250 000 tonnes de pâte à papier, qui devrait être **la plus importante du Sud-Est Asiatique.**

Un investissement de 5 milliards de francs est prévu pour la construction de cette importante unité de production.

annulé

tation